



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

# **VERS LA PROSPÉRITÉ : DES PRIORITÉS BUDGÉTAIRES FÉDÉRALES POUR LES GENS, LES AFFAIRES ET LES COMMUNAUTÉS**

## **Rapport du Comité permanent des finances**

**Le président**

**James Rajotte**

**DÉCEMBRE 2014**

**41<sup>e</sup> LÉGISLATURE, DEUXIÈME SESSION**

---

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

### **PERMISSION DU PRÉSIDENT**

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

**VERS LA PROSPÉRITÉ : DES PRIORITÉS  
BUDGÉTAIRES FÉDÉRALES POUR LES GENS,  
LES AFFAIRES ET LES COMMUNAUTÉS**

**Rapport du Comité permanent  
des finances**

**Le président**

**James Rajotte**

**DÉCEMBRE 2014**

**41<sup>e</sup> LÉGISLATURE, DEUXIÈME SESSION**



# COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

## PRÉSIDENT

James Rajotte

## VICE-PRÉSIDENTS

Nathan Cullen

L'hon. Scott Brison

## MEMBRES

Mark Adler

Mike Allen

Guy Caron

Gerald Keddy

Murray Rankin

Andrew Saxton

Dave Van Kesteren

## AUTRES DÉPUTÉS AYANT PARTICIPÉ

Malcolm Allen

Marjolaine Boutin-Sweet

Arnold Chan

Robert Chisholm

Raymond Côté

Patricia Davidson

Don Davies

Libby Davies

Rosane Doré Lefebvre

Matthew Dubé

Richard M. Harris

Ted Hsu

Alexandrine Latendresse

Chungsen Leung

Laurin Liu

Phil McColeman

Rick Norlock

Bev Shipley

**GREFFIÈRE DU COMITÉ**

Christine Lafrance

**BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT**

**Service d'information et de recherche parlementaires**

Mark Mahabir, analyste

Michaël Lambert-Racine, analyste

**En collaboration avec :**

Raphaëlle Deraspe, analyste

James Gauthier, analyste

# **LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES**

a l'honneur de présenter son

## **HUITIÈME RAPPORT**

Conformément au mandat que lui confère l'article 83.1 du Règlement, le Comité après examen de propositions relatives à la politiques budgétaire du gouvernement, a convenu de faire rapport de ce qui suit :





# TABLE DES MATIÈRES

---

CHAPITRE UN : INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE DEUX : ÉQUILIBRER LE BUDGET FÉDÉRAL POUR ASSURER LA VIABILITÉ FINANCIÈRE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE .....	3
A. Contexte .....	3
1. Conditions et projections financières .....	3
2. Conditions et projections économiques .....	5
B. Modifications proposées par les témoins invités à s’exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique ».....	7
1. Politique budgétaire du gouvernement fédéral .....	7
2. Loi sur l’équilibre budgétaire.....	8
3. Rapports financiers.....	8
C. Modifications proposées par les témoins invités à s’exprimer sur des thèmes autres qu’« Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique ».....	8
1. Témoins invités à s’exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l’accent sur la santé, l’éducation et la formation » .....	8
2. Témoins invités à s’exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes pour la recherche, le développement, l’innovation et la commercialisation » .....	9
3. Témoins invités à s’exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures » .....	9
4. Témoins invités à s’exprimer sur le thème « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation » .....	9
5. Témoins invités à s’exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d’emplois pour les Canadiens » .....	9
CHAPITRE TROIS : SOUTENIR LES FAMILLES ET AIDER LES CANADIENS VULNÉRABLES EN METTANT L’ACCENT SUR LA SANTÉ, L’ÉDUCATION ET LA FORMATION.....	11
A. Contexte .....	11
1. Santé .....	11
2. Éducation et formation.....	13

B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation » .....	15
1. Santé .....	15
a. La prestation de soins .....	15
b. Troubles neurologiques, cardiovasculaires, de l'alimentation et de santé mentale .....	16
c. Gestion et reddition de comptes .....	17
d. Besoins des peuples autochtones sur le plan de la santé .....	17
e. Autres questions liées à la santé .....	18
2. Études et formation .....	19
a. Appui financier et autres aux étudiants et aux établissements d'enseignement .....	19
b. Besoins en éducation et en formation des peuples autochtones.....	19
c. Appuyer l'éducation des personnes ayant une déficience visuelle par la fourniture de publications dans un format adapté .....	20
C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres que « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation » .....	20
1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique » .....	21
2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation » .....	22
3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures » ...	22
4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation » .....	22
5. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens » .....	23
CHAPITRE QUATRE : ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES CANADIENNES PAR LA RECHERCHE, LE DÉVELOPPEMENT, L'INNOVATION ET LA COMMERCIALISATION .....	25
A. Contexte .....	25
B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation » .....	29
1. Mesures fiscales.....	30

2. Financement fédéral.....	30
3. Autres mesures de soutien .....	32
C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres qu'« Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation » .....	33
1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique» .....	33
2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation » .....	33
3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures » ...	33
4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation » .....	34
5. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens » .....	34
<b>CHAPITRE CINQ : ASSURER LA PROSPÉRITÉ ET LA SÉCURITÉ DES COLLECTIVITÉS, NOTAMMENT EN SOUTENANT LES INFRASTRUCTURES .....</b>	<b>35</b>
A. Contexte .....	35
1. Collectivités urbaines et rurales.....	35
2. Infrastructure .....	36
3. Logement.....	39
B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures » .....	40
1. Programmes de financement de l'infrastructure provinciale-territoriale et municipale.....	40
2. Partenariats publics-privés et autres types de participation du secteur privé à des projets d'infrastructure.....	41
3. Règles fédérales d'attribution des contrats pour des projets d'infrastructure .	42
4. Infrastructure électrique .....	43
5. Adaptation aux changements climatiques et atténuation des effets des catastrophes .....	43
6. Infrastructure aéroportuaire et tourisme .....	44
7. Logement.....	44

C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres qu'« Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures » .....	45
1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique » .....	45
2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation » .....	45
3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation » .....	45
4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens » .....	46
CHAPITRE SIX : AMÉLIORER LES RÉGIMES CANADIENS DE TAXATION ET DE RÉGLEMENTATION .....	49
A. Contexte .....	49
1. Impôt sur le revenu des particuliers .....	49
2. Impôt sur le revenu des sociétés .....	49
3. Taxe à la consommation et taxe d'accise .....	50
4. Compétitivité fiscale .....	51
5. Observation fiscale .....	52
6. Coûts de la réglementation pour les entreprises .....	52
B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation » .....	53
1. Régime d'imposition .....	54
a. Recettes fiscales .....	54
b. Simplification, réforme et observation du régime fiscal .....	54
c. Fiscalité internationale .....	55
d. Traitement fiscal accordé à certaines personnes physiques et morales .....	56
e. Incitatifs fiscaux pour les particuliers et les familles .....	57
2. Régime de réglementation de certains secteurs .....	58
a. Frais pour les transactions par carte de crédit .....	58
b. Titres .....	58
c. Organismes de bienfaisance .....	58
d. Services financiers fournis par le gouvernement fédéral .....	59

C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres qu'« Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation » .....	59
1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique » .....	59
2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation » .....	60
3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation » .....	60
4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures » ...	61
5. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens » .....	61
CHAPITRE SEPT : OPTIMISER LE NOMBRE ET LE TYPE D'EMPLOIS POUR LES CANADIENS .....	63
A. Contexte .....	63
1. Emploi .....	63
2. Chômage .....	65
B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens » .....	68
1. Information sur le marché du travail .....	68
2. Mobilité de la main-d'œuvre et travailleurs étrangers temporaires .....	68
3. Cotisations à l'assurance-emploi .....	69
4. Ententes sur le développement du marché du travail .....	70
5. Formation et développement des compétences .....	70
6. Entrepreneuriat .....	71
7. Initiatives sectorielles .....	71
C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres qu'« Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens » .....	72
1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique » .....	72
2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation » .....	73

3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation » .....	73
4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures » ...	74
5. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation » .....	74
CHAPITRE HUIT : LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ.....	75
ANNEXE A .....	83
ANNEXE B : LISTE DES TÉMOINS.....	103
ANNEXE C : LISTE DES MÉMOIRES .....	111
PROCÈS-VERBAUX.....	129
RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE .....	131
OPINION COMPLÉMENTAIRE DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA .....	137

# CHAPITRE UN : INTRODUCTION

---

À mi-parcours de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, il est peut-être opportun d'évaluer la qualité de vie des résidents du Canada, le degré de développement et de prospérité des entreprises, ainsi que le niveau de santé et de sécurité des collectivités.

La faible croissance économique et l'instabilité financière d'autres pays, en particulier ceux qui sont des partenaires commerciaux importants, continuent à affecter le Canada. Parmi ces pays, certains subissent encore le contrecoup de la crise économique et financière mondiale qui a commencé au cours de la dernière moitié de la décennie précédente. Naturellement, les effets négatifs de cette crise se répercutent sur le Canada.

Au pays, la situation budgétaire fédérale est plus solide qu'elle ne l'a été durant la crise mondiale, d'où la possibilité de prendre des mesures qui faciliteront la croissance économique; qui soutiendront les familles et les Canadiens vulnérables; qui aideront les entreprises dans leurs activités de recherche, de développement, d'innovation et de commercialisation; qui rehausseront la prospérité et la sécurité des collectivités; qui amélioreront les régimes d'imposition et de réglementation du Canada; qui optimiseront les possibilités d'emploi et les résultats pour les Canadiens.

C'est dans ce contexte que le Comité permanent des finances de la Chambre des communes (ci-après, le Comité) a amorcé ses consultations prébudgétaires pour 2014, sollicité des mémoires auprès de personnes et de groupes canadiens intéressés, et invité des témoins à faire une présentation sur l'un des six thèmes que voici :

- équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique;
- soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation;
- accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation;
- assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures;
- améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation;
- optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens.

Les chapitres deux à sept résument les propositions présentées par les témoins invités sur ces six thèmes et le chapitre huit contient les recommandations du Comité pour le budget fédéral de 2015. L'annexe regroupe les principaux sujets abordés dans les mémoires présentés en ligne par des groupes et par des particuliers.





# CHAPITRE DEUX : ÉQUILIBRER LE BUDGET FÉDÉRAL POUR ASSURER LA VIABILITÉ FINANCIÈRE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

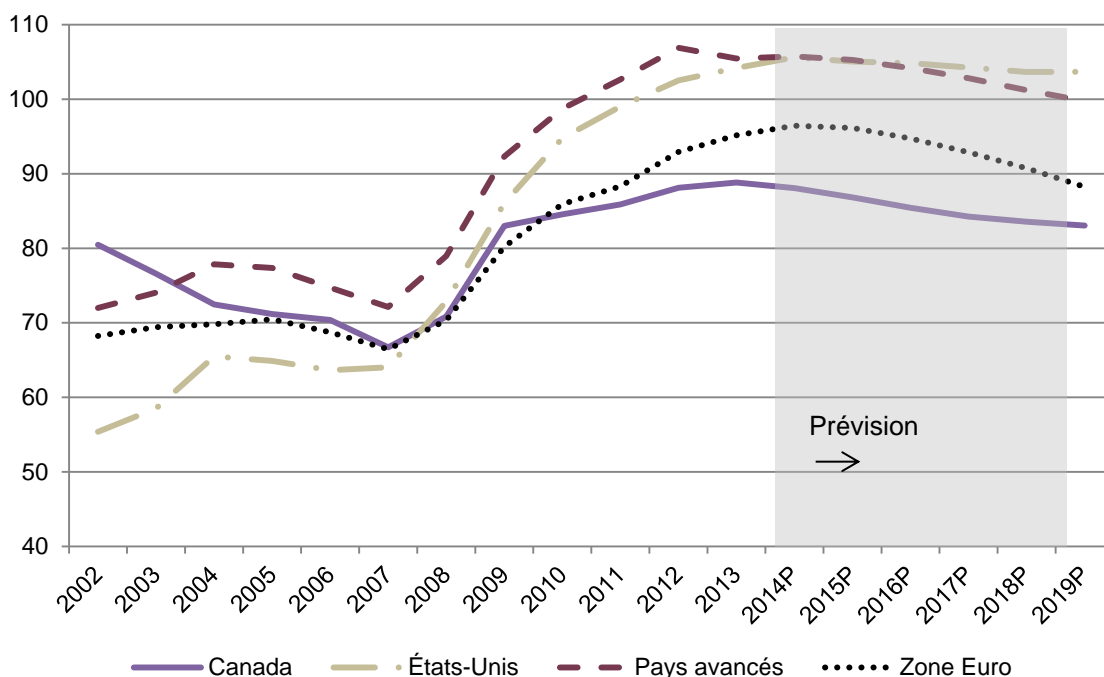
---

## A. Contexte

### 1. Conditions et projections financières

Lors de la toute dernière crise économique et financière mondiale, la réduction de l'activité économique a entraîné une diminution des revenus des gouvernements dans plusieurs pays avancés; en raison de l'accroissement des dépenses publiques attribuables, du moins en partie, à des mesures de relance, des gouvernements ont affiché des déficits budgétaires et des niveaux d'endettement plus élevés. Après la crise, un certain nombre de ces pays ont mis en œuvre des mesures visant à réduire leur déficit budgétaire ce qui, d'après le [Fonds monétaire international](#) (FMI), a permis de stabiliser les niveaux d'endettement, y compris dans la zone euro. Le FMI estime cependant que, jusqu'en 2019, ces derniers demeureront supérieurs à 100 % du produit intérieur brut (PIB), comme l'illustre la figure 1. Selon le FMI, « compte tenu de la reprise hésitante, des risques d'inflation faible et du sentiment de saturation engendré par les réformes, la politique budgétaire doit trouver le juste équilibre entre la promotion de la croissance et de l'emploi et la viabilité des finances publiques ».

**Figure 1 – Ratio de la dette brute des administrations publiques au produit intérieur brut, Canada, États-Unis, zone euro et pays avancés, 2002-2019**



Notes : P signifie prévision.

Les données font référence à la dette brute des administrations publiques dans leur ensemble, c'est-à-dire les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux ainsi que les États.

Selon le Fonds monétaire international, les pays avancés sont : l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, Chypre, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, Hong Kong (zone administrative spéciale de Chine), l'Islande, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, Saint-Marin, Singapour, la République slovaque, la Slovénie, la Corée du Sud, l'Espagne, la Suède, la Suisse, Taïwan (province de Chine), le Royaume-Uni et les États-Unis.

Le Fonds monétaire international définit la zone euro comme l'ensemble des 18 pays membres de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme seule monnaie ayant cours légal, à savoir l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie et l'Espagne.

Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant de la [base de données des Perspectives de l'économie mondiale, \(World Economic Outlook Database\)](#), 4 novembre 2014.

D'après les données du [ministère des Finances](#), le déficit budgétaire fédéral a atteint un sommet de 55,6 milliards de dollars en 2009-2010 et recule depuis; en effet, il s'est chiffré à 33,4 milliards de dollars en 2010-2011, à 26,3 milliards de dollars en 2011-2012, à 18,4 milliards de dollars en 2012-2013 et à 5,2 milliards de dollars en

2013-2014. Dans sa [Mise à jour des projections économiques et budgétaires](#), le Ministère note que ce déficit s'établira à 2,9 milliards de dollars en 2014-2015 et que l'excédent budgétaire atteindra 1,9 milliard en 2015-2016.

En 2013-2014, la [dette fédérale](#) – [définie](#) comme la différence entre l'ensemble du passif et de l'actif du gouvernement fédéral – se chiffrait à 611,9 milliards de dollars et représentait 32,3 % PIB. En 2012-2013, la dette était moins élevée (609,4 milliards de dollars) et en proportion du PIB, elle était supérieure (33,3 %). En 2013-2014, au fédéral, la dette nette – définie comme la différence entre l'ensemble du passif et des actifs financiers du gouvernement fédéral – s'établissait à 682,3 milliards et représentait 36,3 % du PIB. En 2012-2013, la dette était moins élevée (678,3 milliards de dollars) et en proportion du PIB, elle était supérieure (37,3 %).

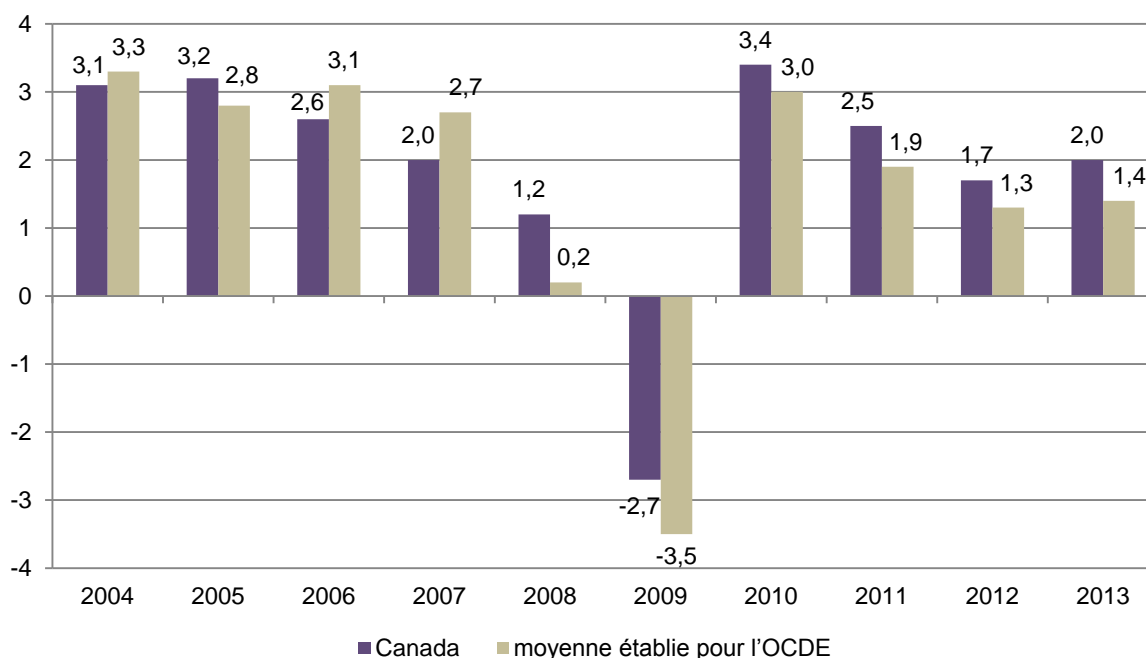
Dans le [Discours du Trône](#) du 16 octobre 2013, le gouvernement fédéral a annoncé son intention d'adopter une loi sur l'équilibre budgétaire qui « exigera l'adoption de budgets équilibrés en temps normal et fixera un calendrier précis pour le retour à l'équilibre budgétaire en cas de crise économique ». Jusqu'ici, aucune loi sur l'équilibre budgétaire n'a été déposée au Parlement.

## **2. Conditions et projections économiques**

Selon [Statistique Canada](#), le taux d'accroissement du PIB réel canadien s'établissait, en glissement annuel, à 1,0 % au quatrième trimestre de 2012, à 2,7 % au quatrième trimestre de 2013, ce qui constituait un sommet depuis le taux enregistré en 2010, à 2,1 % au premier trimestre de 2014 et à 2,6 % au deuxième trimestre de 2014.

La figure 2 illustre les taux de croissance annuelle du PIB réel du Canada et pour les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de 2004 à 2013. Depuis 2008, ce taux a toujours été plus élevé au Canada que pour la moyenne établie pour les pays de l'OCDE et, en 2013, il a représenté le plus élevé des taux pour les pays du Groupe des Sept et par rapport aux pays de la zone euro.

**Figure 2 – Croissance annuelle du produit intérieur brut réel –  
Canada et pays de l'OCDE, 2004-2013 (%)**



Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant de [Statistiques OCDE](#), consultées le 4 novembre 2014.

La [Banque du Canada](#) s'attend à un taux de croissance de l'économie canadienne de 2,3 % en 2014, de 2,4 % en 2015 et de 2,3 % en 2016. La consommation des ménages devrait contribuer à la progression du PIB réel dans une proportion relativement moindre que par le passé, tandis que les investissements fixes des entreprises et les exportations devraient y contribuer davantage, surtout en 2014 pour les exportations et en 2015 et 2016 pour les investissements fixes des entreprises.

Le 4 novembre 2014, lors de son [témoignage](#) devant le Comité, le gouverneur de la Banque du Canada a indiqué que la récente tenue décevante du secteur de l'exportation pouvait s'expliquer par une perte de capacité de production attribuable en partie à des fermetures d'usines et à des restructurations dans de nombreux secteurs d'exportation autre que l'énergie depuis 2000. Il a par ailleurs fait valoir que les perspectives de ce secteur s'améliorent et que la valeur relativement faible du dollar canadien y est pour quelque chose. En ce qui concerne les dépenses d'investissement, il a affirmé que « les firmes envisagent d'investir en machines et matériel. Toutefois, peu d'entre elles prévoient accroître leur capacité de production, du moins jusqu'à présent. Cela permet d'expliquer pourquoi les dépenses d'investissement pourraient être retardées [...]. »

Le [directeur parlementaire du budget](#), certaines institutions financières, le [FMI](#), l'[OCDE](#) et le [ministère des Finances](#), lequel établit ses prévisions à partir d'un sondage auprès des prévisionnistes du secteur privé, estiment que la croissance économique annuelle au Canada se situerait entre 2,3 et 2,5 % en 2014 et entre 2,4 et 2,7 % en 2015.

## **B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique »**

Lorsqu'ils se sont adressés au Comité au sujet de l'équilibre du budget fédéral devant permettre d'assurer la viabilité financière et la croissance économique, les témoins invités pour traiter du sujet ont présenté des propositions concernant la politique budgétaire fédérale, une loi portant sur l'équilibre budgétaire et l'information financière.

### **1. Politique budgétaire du gouvernement fédéral**

Le [Conseil canadien des chefs d'entreprise](#), l'[Institut Fraser](#) et l'[Institut Macdonald-Laurier](#) ont estimé que l'élimination du déficit budgétaire fédéral devait constituer une priorité pour le gouvernement, l'[Institut Fraser](#) prônant une discipline budgétaire rigoureuse dès lors que l'équilibre budgétaire est réalisé.

Le [Conseil canadien des chefs d'entreprise](#), la [Fédération canadienne des contribuables](#), le [Frontier Centre for Public Policy](#) et l'[Institut Macdonald-Laurier](#) étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait réduire le niveau de sa dette. Pour encourager les efforts en ce sens, la [Fédération canadienne des contribuables](#) a proposé l'inclusion dans le budget fédéral de 2015 d'un plan de remboursement de la dette.

Compte tenu de ses projections à long terme, soit pour 2017 et après, selon lesquelles l'économie canadienne afficherait une croissance de 2 % par an, le [Conference Board du Canada](#) a jugé que la croissance économique devait devenir la pierre angulaire des prochains budgets fédéraux.

La [Fédération canadienne des contribuables](#) ainsi que le [Frontier Centre for Public Policy](#) ont encouragé le gouvernement à réduire les impôts. Le [Conference Board du Canada](#), quant à lui, a proposé que le gouvernement donne la priorité à l'allègement de la dette plutôt qu'aux réductions d'impôt.

Pour ce qui est des efforts de réduction de dépenses du gouvernement fédéral, l'[Institut Macdonald-Laurier](#) a pressé le gouvernement d'entreprendre un examen complet de la rémunération dans le secteur public, notamment les pensions. Dans l'optique d'une réduction de la taille du secteur public et d'une optimisation de son efficacité, le [Frontier Centre for Public Policy](#) a prôné l'adoption de mesures qui ont fait leur preuve dans d'autres pays, notamment en matière de gestion du rendement et de systèmes comptables. Concernant la gestion du coût croissant des soins de santé et des pressions qu'il exerce sur la viabilité financière du Canada, Kevin Page, de l'[Université d'Ottawa](#), a encouragé la tenue d'un dialogue national sur les politiques de soins de santé et les finances entre les divers acteurs.

Le [Frontier Centre for Public Policy](#) a fait valoir qu'il faut mettre un terme à l'ingérence du gouvernement fédéral dans des sphères de compétence provinciale et transférer aux provinces des pouvoirs d'imposition fédéraux – en particulier au titre de la TPS et de la taxe fédérale sur l'essence – pour compenser la diminution des dépenses fédérales dans ces sphères. Par ailleurs, après avoir fait remarquer que la péréquation s'est parfois traduite chez les provinces bénéficiaires par une fonction publique plus imposante et moins efficace, [il](#) a appelé à un remaniement du programme de péréquation en parallèle au transfert proposé des pouvoirs d'imposition fédéraux. [M. Page](#) était d'avis que les options à envisager pour réformer les transferts fédéraux aux provinces et territoires méritent un examen.

## **2. Loi sur l'équilibre budgétaire**

La [Fédération canadienne des contribuables](#) s'est dite en faveur d'une loi fédérale sur l'équilibre budgétaire, qu'elle propose d'intégrer à la *Loi constitutionnelle de 1867*. Tout en reconnaissant qu'un projet de loi sur l'équilibre budgétaire pourrait clairement signaler que le gouvernement vise un objectif financier précis, [M. Page](#) a fait savoir qu'il serait bon d'analyser les mesures législatives prises par d'autres pays à cet égard afin d'établir les pratiques à suivre et les efforts qui permettraient d'atténuer les éventuelles répercussions négatives. Selon [lui](#), tout projet de loi sur l'équilibre budgétaire devrait être conçu de façon à ne pas freiner les investissements dans l'infrastructure.

## **3. Rapports financiers**

[M. Page](#) a pressé le gouvernement fédéral de publier, à l'instar d'autres pays de l'OCDE, des rapports annuels de viabilité financière qui constitueraient des analyses de la situation financière des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux. [Il](#) a également proposé que le gouvernement fédéral établisse des plans de dépenses quinquennaux pour chaque ministère et agence dans lesquels il indiquerait les compressions budgétaires et les changements subséquents aux niveaux des services, lesquels peuvent créer des pressions futures en matière de dépenses.

## **C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres qu'« Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique »**

Les témoins ont été invités à s'exprimer sur un sujet en particulier. Lors de leur comparution, ils ont souvent abordé l'un des cinq autres thèmes retenus par le Comité, comme il est indiqué ci-après.

### **1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation »**

[YWCA Canada](#) a proposé que le gouvernement adopte une analyse comparative entre les sexes au tout début de l'élaboration de son budget.

## **2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes pour la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation »**

La [Confédération des syndicats nationaux](#) a exhorté le gouvernement fédéral à collaborer avec les provinces afin de remédier au déséquilibre fiscal. Elle a également demandé au gouvernement fédéral de réviser la formule de péréquation et d'améliorer le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert social canadien.

## **3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures »**

Sur la question du programme de péréquation, [Marcelin Joanis](#), de Polytechnique Montréal et ayant comparu à titre personnel, a fait état de la capacité de redistribution limitée du programme. Il a formulé des observations sur une fédération qui fonctionne bien et a remis en cause la pertinence de l'isolement du fédéral des effets de la fluctuation des paiements de péréquation.

## **4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation »**

À propos de l'équilibre budgétaire fédéral, le [Centre canadien de politiques alternatives](#) a proposé que le gouvernement n'envisage les allègements fiscaux que comme troisième ou quatrième option.

L'[Association des banquiers canadiens](#) et les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont appuyé, quant à eux, l'équilibre budgétaire fédéral comme objectif tout en faisant remarquer qu'il faut maintenir un environnement fiscal concurrentiel.

À propos des flux de capitaux, [Tax Executives Institute, Inc.](#) était d'avis que tout engagement fédéral envers un équilibre budgétaire devrait être analysé sous l'angle de la compétitivité du Canada sur le plan de l'impôt des sociétés et de l'attrait pour les investisseurs étrangers.

## **5. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens »**

[Scott Clark](#), de C.S. Clark Consulting et ayant comparu à titre personnel, était d'avis que les excédents budgétaires fédéraux devraient être utilisés pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois, principalement au moyen de dépenses au titre des infrastructures; ces dépenses devraient être financées par des dettes plutôt que par une augmentation des taxes ou une diminution des dépenses de programme dans d'autres secteurs

Le [Conseil du patronat du Québec](#) a demandé que le gouvernement fasse un usage équilibré et stratégique des futurs surplus budgétaires; il a fait mention en particulier des réductions d'impôt pour les entreprises et les particuliers ainsi que des investissements dans des programmes qui influent sur la productivité, l'innovation, la

commercialisation et la réduction de l'empreinte environnementale, ainsi que sur les infrastructures.



# CHAPITRE TROIS : SOUTENIR LES FAMILLES ET AIDER LES CANADIENS VULNÉRABLES EN METTANT L'ACCENT SUR LA SANTÉ, L'ÉDUCATION ET LA FORMATION

---

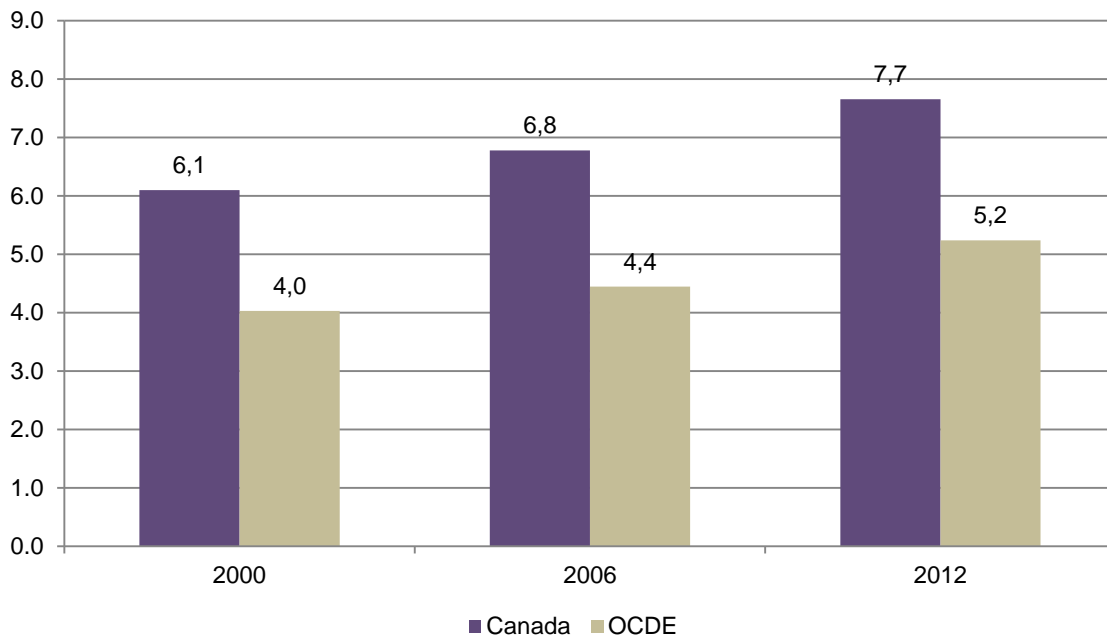
## A. Contexte

### 1. Santé

Selon [l'Institut canadien d'information sur la santé](#), le Canada se situe tout près ou au-dessus de pays pairs pour toute une gamme d'indicateurs de la qualité des soins de santé. Entre 2010 et 2012, par rapport à la moyenne de 21 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Canada s'est mieux comporté pour ce qui est des admissions évitables, du dépistage du cancer et de la survie au cancer, mais l'incidence des traumatismes obstétricaux et de la mortalité hospitalière due à un accident vasculaire cérébral avait tendance à y être plus élevée.

Au Canada, les dépenses en santé du secteur public, tous ordres confondus, ont représenté, en 2012, 7,7 % du produit intérieur brut (PIB), soit 13,9 milliards de dollars canadiens, contre 6,1 % en 2000, tel qu'illustré à la figure 3. De 2000 à 2012, en pourcentage du PIB, ces dépenses ont été toujours plus élevées au Canada que pour la moyenne des pays de l'OCDE, l'écart entre le Canada et la moyenne de l'OCDE s'étant creusé d'environ 0,4 point de pourcentage au cours de la période.

**Figure 3 – Dépenses en santé du secteur public par toutes les administrations en pourcentage du produit intérieur brut, Canada et moyenne des pays de l'OCDE, 2000, 2006 et 2012 (%)**



Note : La moyenne des pays de l'OCDE se fonde sur les dernières données disponibles pour chaque pays. Les dernières données disponibles pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Portugal et l'Espagne remontent à 2011 et pour les Pays-Bas, à 2002.

Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant de l'OCDE, [Statistiques de l'OCDE sur la santé 2014](#).

Au Canada, les principaux responsables des soins de santé sont les administrations provinciales et territoriales, que le gouvernement fédéral appuie indirectement par la voie de paiements de transfert, notamment le [Transfert canadien en matière de santé](#); diverses mesures fiscales fédérales destinées aux particuliers s'y ajoutent, notamment le [crédit d'impôt pour personnes handicapées](#), le [crédit d'impôt pour frais médicaux](#) non remboursable, le [supplément remboursable pour frais médicaux](#), le [montant pour aidants naturels](#), le [montant pour personnes à charge âgées de 18 ans ou plus et ayant une déficience](#), le [montant pour aidants familiaux](#), le [montant pour époux ou conjoint de fait](#) et le [montant pour enfants nés en 1996 ou après](#).

Le gouvernement fédéral fournit également un [soutien direct](#) au titre de la recherche et de la surveillance en santé et de la recherche en technologie d'information sur la santé. Il fournit subventions et contributions aux particuliers et aux organismes pour faciliter leur participation à diverses activités, comme la promotion et la protection de la santé, la prévention des maladies et la recherche en santé.

Enfin, le gouvernement fédéral fournit des soins de santé à divers groupes relevant de sa [compétence](#), surtout les peuples des Premières Nations vivant dans des réserves, les Inuits, les membres des Forces armées canadiennes et leurs familles ainsi que les détenus de pénitenciers fédéraux.

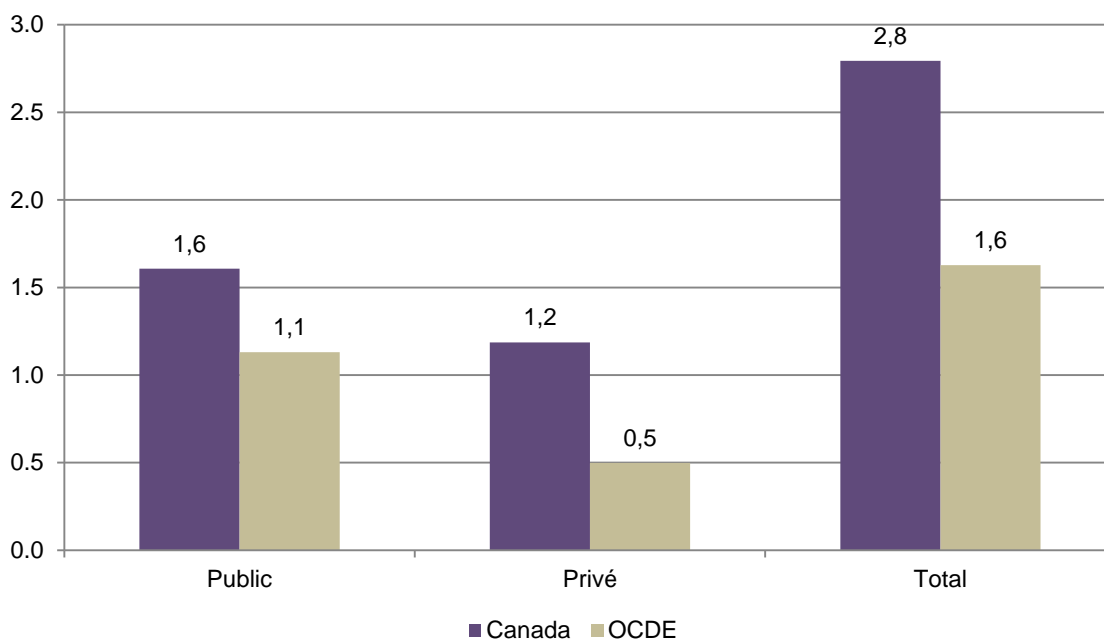
## 2. Éducation et formation

Selon [Regards sur l'éducation 2014](#) de l'OCDE, le Canada dispose de l'une des populations les plus instruites au monde. En 2012, 53 % des adultes ayant entre 25 et 64 ans avaient fait des études de [niveau supérieur](#), contre 32 % en moyenne pour les pays de l'OCDE. Cependant, de 2000 à 2012, la croissance de ce segment de la population au Canada n'a pas été aussi rapide que dans les pays de l'OCDE en moyenne, puisqu'il a affiché un taux de croissance annuel moyen de 2,4 % chez les adultes contre 3,2 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.

En ce qui concerne l'ensemble des études postsecondaires, c'est-à-dire l'enseignement supérieur plus les programmes de formation professionnelle et d'apprentissage, Statistique Canada [signale](#) qu'en 2011 près des deux tiers des adultes canadiens avaient une formation postsecondaire.

La figure 4 montre que les dépenses au titre de l'enseignement supérieur étaient plus élevées en 2011 au Canada qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE. La proportion du financement de source privée à ce niveau, soit 42,5 % cette année-là au Canada, était supérieure à la moyenne des pays de l'OCDE, qui s'établissait à 30,6 %. Le Canada figure parmi les pays où les frais de scolarité sont les plus élevés, quoique les administrations publiques au Canada fournissent une aide financière aux étudiants. Selon l'[OCDE](#), le soutien que fournissent les administrations publiques aux ménages et autres entités privées, tels que les organismes caritatifs, les entreprises privées et les associations commerciales, représentait en 2010 0,38 % du PIB au Canada, contre 0,31 % pour la moyenne des pays de l'OCDE, 2010 étant la dernière année pour laquelle on dispose d'estimations.

**Figure 4 – Dépenses au titre de l'enseignement supérieur en pourcentage du produit intérieur brut, par source de financement, Canada et moyenne des pays de l'OCDE, 2011 (%)**



Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant de l'Organisation de coopération et de développement économiques, *Regards sur l'éducation 2014 : Les indicateurs de l'OCDE*, Tableau B2.3, « Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon la provenance du financement et le niveau d'enseignement (2011) ».

Au Canada, les principaux responsables de [l'éducation postsecondaire et la formation](#) sont les administrations provinciales et territoriales, auxquelles le gouvernement fédéral fournit une aide indirecte par la voie du [Transfert canadien en matière de programmes sociaux](#). Le gouvernement fédéral fournit aussi un soutien indirect aux particuliers par la voie de diverses mesures fiscales, notamment le [montant relatif aux études](#), un crédit d'impôt non-remboursable pour les [frais de scolarité admissibles](#), le [montant pour manuels](#), un crédit d'impôt non-remboursable pour les [intérêts payés sur les prêts étudiants](#), la [déduction pour outils](#) destinée aux gens de métier salariés et apprentis mécaniciens et une [exemption fiscale pour les bourses d'études](#).

Le gouvernement fédéral fournit également une aide aux étudiants, essentiellement grâce au [Programme canadien de prêts aux étudiants](#) et procure des subventions aux apprentis, notamment la [Subvention incitative aux apprentis](#) et la [Subvention à l'achèvement de la formation d'apprenti](#), aux [étudiants de famille à faible revenu](#), aux [étudiants de famille à revenu moyen](#), aux [étudiants ayant des personnes à charge](#), aux [étudiants à temps partiel](#) et aux [étudiants ayant une incapacité permanente](#). Parmi les autres subventions, il y a la [Subvention canadienne pour l'épargne-études](#), la [Subvention](#)

[canadienne pour l'épargne-études supplémentaire](#) et le [Bon d'études canadien](#), qui sont liés à un [régime enregistré d'épargne-études](#).

## **B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation »**

Lorsqu'ils se sont adressés au Comité au sujet de mesures visant à soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation, les témoins ont abordé différents aspects de la question. Pour ce qui est de la santé, ils ont insisté sur la prestation de soins, sur certains troubles particuliers, sur la gestion et la reddition de comptes, sur les besoins en santé des peuples autochtones ainsi que sur d'autres questions connexes. Pour ce qui est de l'éducation et de la formation, ils ont mentionné l'appui financier et autres aides aux étudiants et aux établissements d'enseignement, les besoins en éducation et en formation des peuples autochtones et le soutien aux personnes ayant une déficience visuelle par la fourniture de documents en format adapté.

### **1. Santé**

#### **a. La prestation de soins**

[Médecins canadiens pour le régime public](#) et l'[Association médicale canadienne](#) étaient d'avis que le gouvernement devrait investir dans une stratégie nationale sur le vieillissement qui prévoirait des services intégrés en matière de soins à domicile, en hôpitaux, en hospices et en établissements de soins de longue durée. Dans son [mémoire](#), l'Association médicale canadienne a proposé d'affecter les 2,3 milliards de dollars qui seraient économisés par an, grâce à une meilleure intégration des services entre les divers secteurs à une infrastructure de soins continus; ce financement pourrait attirer des investissements stratégiques des provinces et territoires dans la construction, la rénovation et la mise à niveau des établissements de soins continus, de nouveaux modèles de résidence innovateurs et de soins de longue durée.

Pour répondre aux besoins en soins de santé des familles à faible revenu, [Organismes caritatifs neurologiques du Canada](#) et l'[Association médicale canadienne](#) ont encouragé le gouvernement à faire en sorte que les crédits d'impôt pour aidants soient remboursables.

Dans son [mémoire](#), Organismes caritatifs neurologiques du Canada a également souhaité voir bonifiée la prestation de compassion prévue dans le cadre de l'assurance-emploi. L'organisme, dans son [mémoire](#), a prôné la prolongation de la période de prestation, l'élargissement des critères d'admissibilité, l'élimination du délai de carence obligatoire et l'extension de l'admissibilité aux personnes qui fournissent des soins à ceux qui ont un trouble médical chronique ou épisodique grave.

La Fondation canadienne pour l'amélioration des services de santé a demandé dans son [mémoire](#) 10 millions de dollars par an sur cinq ans pour continuer de faciliter

l'innovation dans tous les secteurs des soins de santé, notamment les hôpitaux, les établissements de soins de longue durée et les régions sociosanitaires ainsi que l'intégration des soins dans tous ces secteurs.

### **b. Troubles neurologiques, cardiovasculaires, de l'alimentation et de santé mentale**

Dans son [mémoire](#), la Société Alzheimer du Canada a demandé 150 millions de dollars sur cinq ans pour lui permettre de collaborer avec la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC à la création d'un plan national de recherche et de prévention de la démence, lequel faciliterait un diagnostic précoce et l'accès au traitement et au soutien, accélérerait la recherche en démence et encouragerait un accès égal aux soins et aux services de santé au Canada.

Dans son [mémoire](#), Organismes caritatifs neurologiques du Canada a demandé 65,8 millions de dollars environ pour établir des partenariats avec le gouvernement dans le but de réaliser deux objectifs : combler les lacunes importantes sur le plan de la connaissance qu'a révélées l'Étude nationale de la santé des populations relative aux maladies neurologiques et améliorer l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement afin de permettre le développement de nouvelles mesures de diagnostic, l'amélioration de l'analyse des données et la mise sur pied d'une étude multigénérationnelle.

En vue d'encourager l'innovation, d'accélérer la découverte et d'améliorer l'efficacité dans l'application de nouveaux traitements et de traitements modifiant l'évolution de la maladie, la [Fondation des maladies du cœur et de l'AVC](#), le [Sunnybrook Health Sciences Centre](#) et la Société Alzheimer du Canada, dans son [mémoire](#), ont dit souhaiter recevoir 30 millions de dollars par an pour accroître la collaboration entre chercheurs et spécialistes de la santé.

La [National Initiative for Eating Disorders](#) a souligné que, pour réduire la fréquence des troubles de l'alimentation, les médecins de famille devraient être formés pour savoir les déceler, et les infirmières et conseillers en santé mentale devraient sensibiliser les jeunes au problème dans les écoles secondaires. Dans son [mémoire](#), l'organisme a demandé 3 millions de dollars sur cinq ans pour mettre sur pied un cadre de collecte de données relatives aux troubles de l'alimentation qui permettra, éventuellement, de créer un plan d'action visant à combler le manque d'information sur l'autisme, les maladies neurologiques et la santé mentale au Canada.

Dans son [mémoire](#), Partenaires pour la santé mentale a demandé un financement de 100 millions de dollars sur cinq ans pour établir un fonds national de prévention du suicide chez les jeunes, afin de faciliter la collaboration entre gouvernements, secteur privé et groupes de bénévoles et de jeunes; d'autres gouvernements ou le secteur privé ou caritatif verseraient des sommes équivalentes en contrepartie de l'investissement fédéral.

### **c. Gestion et reddition de comptes**

L'Association médicale canadienne a proposé dans son [mémoire](#) le maintien du financement de l'Inforoute Santé du Canada pour approfondir la technologie en matière d'information sur la santé, auquel on ajouterait 500 millions de dollars au titre de projets visant à améliorer la gestion des soins de santé par l'amélioration des dossiers médicaux électroniques.

À propos des besoins à long terme en soins de santé des Canadiens, l'[Association médicale canadienne](#) a proposé que les transferts fédéraux aux provinces et aux territoires comportent des mécanismes de reddition de comptes améliorés afin de permettre un suivi plus direct de l'utilisation des fonds. D'après [elle](#), de tels mécanismes constituent une alternative à une augmentation du financement par transferts.

[Médecins canadiens pour le régime public](#) a pressé le gouvernement de mettre sur pied deux grandes mesures : un cadre de reddition de comptes pour les provinces et territoires afin de réglementer le respect par les cliniques de la *Loi canadienne sur la santé* relativement aux frais modérateurs et à la surfacturation et un nouvel accord en matière de santé, qui améliorerait la reddition de comptes, assurerait l'harmonisation des soins de santé dans les provinces et territoires et appuierait l'initiative provinciale-territoriale visant à mettre sur pied un programme national d'assurance-médicaments.

### **d. Besoins des peuples autochtones sur le plan de la santé**

L'[Assemblée des Premières Nations](#) a pressé le gouvernement de reconduire au-delà de 2014-2015 un certain nombre de programmes liés à la santé des Premières Nations, notamment le Fonds d'intégration des services de santé, l'Initiative sur les ressources humaines en santé autochtone, l'Initiative sur le diabète chez les Autochtones, l'Initiative sur la santé maternelle et infantile, l'Initiative en santé buccodentaire chez les enfants et la Stratégie nationale de prévention du suicide chez les jeunes Autochtones. De façon plus générale, [elle](#) a proposé de nouveaux mécanismes de financement afin de délaissier les accords de contribution au profit d'un instrument fiscal qui reconnaîtrait les titres et les droits des Premières Nations, ce qui comprendrait la renégociation du facteur de progression, plafonné à 2 % en 1996-1997, qui s'applique au financement fédéral destiné aux Premières Nations.

Dans son [mémoire](#), l'Assemblée des Premières Nations a proposé que le gouvernement mette en œuvre une stratégie à long terme en vue de l'octroi d'un financement accru du Programme des services de santé non assurés de Santé Canada et du Programme pour la prévention de la violence familiale d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada et du rétablissement du financement de la Fondation autochtone de guérison.

Toujours dans ce [mémoire](#), l'Assemblée a exhorté le gouvernement à prendre des mesures pour améliorer la protection et le bien-être des enfants. Elle a proposé d'ajouter 108 millions de dollars au financement de base du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et de majorer le financement de ce programme de 3 %



par an; l'Assemblée a également demandé la modification de la politique d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada afin de soutenir les organismes de services à l'enfance et aux familles des Premières Nations dans les collectivités en réserve comptant moins de 1 000 enfants et une bonification du soutien fédéral existant destiné aux collectivités des Premières Nations en réserve où plus de 6 % des enfants sont pris en charge.

[YWCA Canada](#) a encouragé la mise sur pied d'un plan d'action national sur la violence faite aux femmes qui établirait des normes nationales pour la prévention, les services de soutien, les services juridiques, l'accès à la justice et les politiques sociales essentielles. Avec l'appui de l'Assemblée des Premières Nations, le [YWCA](#) a également demandé au gouvernement de lancer une enquête nationale sur les femmes autochtones portées disparues ou assassinées.

Pour ce qui est de sa collaboration avec des organismes et des groupes autochtones dans le but d'améliorer la santé des personnes souffrant de maladies cardiovasculaires, la [Fondation des maladies du cœur et de l'AVC](#) a demandé un apport de 50 millions de dollars afin d'appuyer les programmes locaux au sein des collectivités autochtones dont la vocation est d'améliorer la santé des peuples autochtones.

#### **e. Autres questions liées à la santé**

Dans son [mémoire](#), l'Association médicale canadienne a fait valoir que la création d'instruments d'épargne exonérés d'impôt aiderait les Canadiens à payer leurs frais médicaux non couverts par la loi; elle a spécifiquement fait mention du compte d'épargne libre d'impôt. Dans son [mémoire](#), l'Association a également proposé de verser 5 millions de dollars supplémentaires par année au programme Nouveaux Horizons pour les aînés dans le but de mettre sur pied des projets encourageant des activités saines chez les personnes âgées.

[Vols d'espoir](#) a demandé une modification à la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien* en vue de l'exonération du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien sur tous les vols offerts gratuitement par un organisme de bienfaisance enregistré à des Canadiens à faible revenu ayant besoin de voyager à des fins médicales. L'[organisme](#) a aussi proposé d'exonérer de ce droit les vols médicaux non urgents achetés auprès d'un transporteur aérien à l'aide de fonds donnés à titre caritatif par Vols d'espoir.

Dans son [mémoire](#), le Centre for Drug Research and Development a demandé 153 millions de dollars sur les cinq prochaines années, afin d'aider les familles canadiennes à obtenir des traitements adéquats et de contribuer à la viabilité durable du Centre comme entreprise nationale de grande échelle.



## 2. Études et formation

### a. Appui financier et autres aux étudiants et aux établissements d'enseignement

Dans son [mémoire](#), l'Alliance canadienne des associations étudiantes a proposé diverses modifications au Programme canadien de prêts aux étudiants, notamment le relèvement du plafond des prêts, et, lors de la détermination de l'admissibilité, l'exemption de tout revenu gagné durant les études et l'élimination de la politique concernant les contributions parentales ou, à défaut, la prise en compte de la contribution réelle des parents à l'éducation des enfants. L'Alliance canadienne des associations étudiantes a aussi prôné, dans son [mémoire](#), un relèvement de 9,4 % du financement du programme de bourses d'études canadiennes pour tenir compte de l'inflation depuis 2009 ainsi que l'élargissement du programme aux étudiants des cycles supérieurs qui ont des besoins financiers importants.

Dans son [mémoire](#), la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants a proposé que le gouvernement élimine ses dépenses fiscales actuelles au titre des crédits d'impôt en lien avec l'éducation et des régimes enregistrés d'épargne-études et affecte ces fonds au programme de bourses d'études canadiennes afin d'augmenter le montant des bourses non remboursables.

Afin de faciliter le passage des études à la vie professionnelle pour les jeunes, [Mitacs](#) et [l'Association des universités et collèges du Canada](#) ont appelé à une augmentation du financement des stages en recherche de Mitacs, surtout ceux offerts dans le cadre du programme de Mitacs, Accélération.

La [Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#) a demandé la mise en place d'une loi fédérale sur l'éducation postsecondaire qui serait établie en collaboration avec les provinces sur le modèle de la *Loi canadienne sur la santé* et s'accompagnerait d'un paiement de transfert en espèces réservé à l'éducation postsecondaire, et ce, dans le but d'accroître la reddition de comptes et, partant, de faciliter les objectifs à long terme concernant la qualité et l'accessibilité des études.

### b. Besoins en éducation et en formation des peuples autochtones

Convaincus que la scolarisation et l'emploi des peuples autochtones pourraient se traduire par une hausse des revenus pour le gouvernement fédéral, [Indspire](#) et l'Association des universités et collèges du Canada, dans son [mémoire](#), ont proposé que ce dernier augmente l'enveloppe de 10 millions de dollars sur deux ans pour le programme de bourses Bâtir un avenir meilleur, annoncée dans le budget de 2013, pour qu'elle atteigne les 40 millions de dollars nécessaires, par an, en misant sur le fait que la moitié de cette somme proviendrait de dons privés sollicités par Indspire.

L'[Association des universités et collèges du Canada](#) a demandé un soutien financier direct pour les étudiants autochtones afin de leur rendre l'enseignement supérieur plus accessible et de promouvoir leur réussite. Elle a aussi réclamé un appui

pécuniaire direct pour les établissements d'enseignement, en collaboration avec les collectivités locales, pour élargir l'accès aux études et à la formation aux étudiants autochtones et leur assurer une transition réussie vers le milieu du travail. De plus, dans son [mémoire](#), l'Association a prôné un appui accru au Programme des partenariats postsecondaires d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada ainsi que la création de 500 bourses d'études supérieures destinées aux étudiants autochtones. De son côté, la [Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#) a proposé l'abolition du plafonnement des hausses du financement accordé au Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire, et ce dans le but de réduire les obstacles financiers et de faciliter l'apprentissage des Autochtones.

L'[Assemblée des Premières Nations](#) a dit vouloir collaborer avec le Canada à l'élaboration d'un nouveau cadre financier pour l'éducation, de façon à assurer la prévisibilité et la pérennité des paiements de transfert aux écoles des Premières Nations. Elle était d'avis que ce cadre devrait comprendre le versement du 1,9 milliard de dollars supplémentaire mentionné dans le budget fédéral de 2014, et la renégociation du facteur de progression de 2 % du financement fédéral établi en 1996-1997.

En outre, l'Assemblée des Premières Nations a demandé dans son [mémoire](#) un nouveau financement de 500 millions par an sur cinq ans pour appuyer la formation et l'emploi des Premières Nations, la reconduction pour cinq ans de la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones, l'augmentation des ressources consacrées aux formations en matière de développement de compétences essentielles et d'alphabétisation, et aux services de garde d'enfants pour les jeunes parents intégrant le marché du travail.

### **c. Appuyer l'éducation des personnes ayant une déficience visuelle par la fourniture de publications dans un format adapté**

L'[Institut national canadien pour les aveugles](#) a demandé 3,25 millions de dollars sur les trois prochains exercices pour couvrir le coût de production de documentation imprimée dans un format adapté, étant donné que ce service n'est actuellement pas éligible au financement public. [II](#) a également proposé que le financement annuel du programme Cécogrammes soit affecté à la diffusion numérique de documents imprimés, de sorte que les Canadiens qui ont de la difficulté à lire des documents imprimés standards puissent les télécharger et les lire.

### **C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres que « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation »**

Les témoins ont été invités à s'exprimer sur un sujet en particulier. Lors de leur comparution, ils ont souvent abordé l'un des cinq autres thèmes retenus par le Comité, comme il est indiqué ci-après.

## 1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique »

L'[Association nationale des retraités fédéraux](#) et l'[ombudsman des vétérans](#) ont proposé que le gouvernement s'attaque aux lacunes de la *Nouvelle Charte des anciens combattants*. L'[ombudsman des vétérans](#), plus particulièrement, a exhorté le gouvernement à mettre en place les recommandations que le Comité permanent des anciens combattants de la Chambre des communes a présentées dans son rapport de juin 2014, intitulé *La Nouvelle Charte des anciens combattants : Allons de l'avant*. L'[ombudsman des vétérans](#) a aussi encouragé le gouvernement à envisager des mesures qui aideraient les anciens combattants en bonne santé à passer de la vie militaire à la vie civile, notamment par la voie de programmes de formation élaborés en collaboration avec les établissements d'enseignement postsecondaire, de sorte qu'ils soient dirigés vers des emplois où il y a pénurie de main-d'œuvre. Enfin, l'[ombudsman des vétérans](#) a proposé un relèvement de l'allocation pour déficience permanente et l'adoption de mesures visant à rendre cette allocation plus accessible.

Pour appuyer la recherche sur la santé du personnel militaire, des anciens combattants et de leurs familles, l'[Association nationale des retraités fédéraux](#) était d'avis que le gouvernement devrait accorder 1 million de dollars par an pendant cinq ans à l'Institut canadien de recherche sur la santé des militaires et des vétérans.

Dans le but d'améliorer la sécurité du revenu des futurs retraités, le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) et l'[Association nationale des retraités fédéraux](#) ont proposé un élargissement du Régime de pensions du Canada. Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a également appuyé une augmentation du montant du Supplément de revenu garanti et l'annulation du relèvement de l'âge d'admissibilité à cette prestation et à la Sécurité de la vieillesse.

Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a pressé le gouvernement de négocier une entente de 10 ans concernant le Transfert canadien en matière de santé. À son avis, l'entente devrait comprendre un facteur de progression annuel d'au moins 6 %. De plus, [il](#) a préconisé la création d'un plan national universel de médicaments sur ordonnance, un programme national de soins à domicile et en résidence communautaire et un accroissement du financement destiné aux centres de soins de santé communautaires et aux cliniques. Dans le même ordre d'idées, pour veiller à ce que les Canadiens aient toujours accès aux médicaments nécessaires, l'[Association nationale des retraités fédéraux](#) s'est dite en faveur de la mise sur pied d'une stratégie nationale de soins à domicile et d'accès aux médicaments.

Le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a demandé au gouvernement de mettre sur pied, en collaboration avec les provinces et les territoires et d'autres intervenants, un programme de soins et d'éducation destiné à la petite enfance.

Le [Conference Board du Canada](#) a encouragé le gouvernement à investir dans l'éducation et la formation pour appuyer la croissance économique.

Kevin Page, de l'[Université d'Ottawa](#), a estimé que ce serait une bonne chose d'améliorer les rapports sur le rendement des universités qui bénéficient du Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

Le [Conseil canadien des chefs d'entreprise](#) a proposé que les apprentis reçoivent des diplômes plutôt que des certificats ou autres types de grades, de manière à valoriser la formation d'apprenti comme option d'éducation postsecondaire et encourager davantage de jeunes à choisir une carrière dans les métiers.

## **2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation »**

Dans leur [mémoire](#), Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada ont pressé le gouvernement de mettre en place les recommandations que le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a présentées dans son rapport publié en 2011 intitulé *L'infrastructure des essais cliniques au Canada : Ordonnance pour améliorer l'accès aux nouveaux médicaments*.

Après avoir précisé qu'elle disposait des ressources nécessaires dont elle a besoin pour continuer ses activités jusqu'en 2017, la [Commission de la santé mentale du Canada](#) a demandé un financement qui lui permettrait de poursuivre son travail jusqu'en 2025.

L'[Association canadienne de la technologie de l'information](#) a appuyé le maintien des investissements dans l'Inforoute Santé du Canada.

[Polytechnics Canada](#) a défendu la création d'un crédit d'impôt pour les employeurs qui participent au programme Sceau rouge d'Emploi et Développement social Canada et dont les apprentis réussissent le programme et obtiennent la certification.

## **3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures »**

L'[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes](#) a proposé l'établissement d'un crédit d'impôt non remboursable de 15 % pour les primes d'assurance pour soins de longue durée.

## **4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation »**

[Arthur Cockfield](#), de l'Université Queen's et ayant comparu à titre personnel, a demandé que les crédits d'impôt pour les particuliers à faible revenu soient à la fois simplifiés et harmonisés avec les programmes de soutien de revenu provinciaux.

[Mike Moffat](#), de l'Université Western et ayant comparu à titre personnel, a suggéré que la Prestation universelle pour la garde d'enfants et le crédit pour taxe de vente harmonisée/taxe sur les produits et services soient fusionnés pour que les Canadiens reçoivent un seul chèque.

L'[Institut du mariage et de la famille Canada](#) a souhaité une augmentation de la Prestation universelle pour la garde d'enfants et de la Prestation fiscale canadienne pour enfants et s'est opposée à la création d'un programme de garderies national subventionné par le gouvernement fédéral qui mènerait à la perte de prestations assurées par le gouvernement.

[Frances Woolley](#), de l'Université Carleton et ayant témoigné à titre personnel, a souligné à propos de la Prestation fiscale canadienne pour enfants que les parents célibataires qui se mettent en ménage sont pénalisés et elle a prôné des règles d'admissibilité et un montant pour cette prestation similaires à ceux de la Prestation fiscale pour le revenu gagné.

#### **5. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens »**

Le [Conseil du patronat du Québec](#) a exhorté le gouvernement à examiner deux questions en particulier : sa récente décision de lier le montant du Transfert canadien en matière de santé au taux de croissance du produit intérieur brut du pays; et la *Loi canadienne sur la santé*. Dans son [mémoire](#), il a indiqué qu'il conviendrait d'examiner cette *Loi* afin de déterminer s'il est possible d'accorder aux provinces et aux territoires davantage de ressources financières et de souplesse pour qu'ils puissent se conformer aux exigences réglementaires de la *Loi*, de même qu'à ses dispositions en matière d'accessibilité et d'universalité.

Par ailleurs, le [Conseil du patronat du Québec](#) a indiqué que le gouvernement devrait s'efforcer d'enrayer plus efficacement la contrebande du tabac et favoriser davantage l'innovation dans le secteur de la fabrication du tabac afin de réduire les risques que présente le tabac pour la santé.



# CHAPITRE QUATRE : ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES CANADIENNES PAR LA RECHERCHE, LE DÉVELOPPEMENT, L'INNOVATION ET LA COMMERCIALISATION

---

## A. Contexte

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) définit en ces termes les activités de « [recherche et développement](#) » (R-D) : « travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications ». Cela inclut la recherche fondamentale et la recherche appliquée ainsi que le développement expérimental.

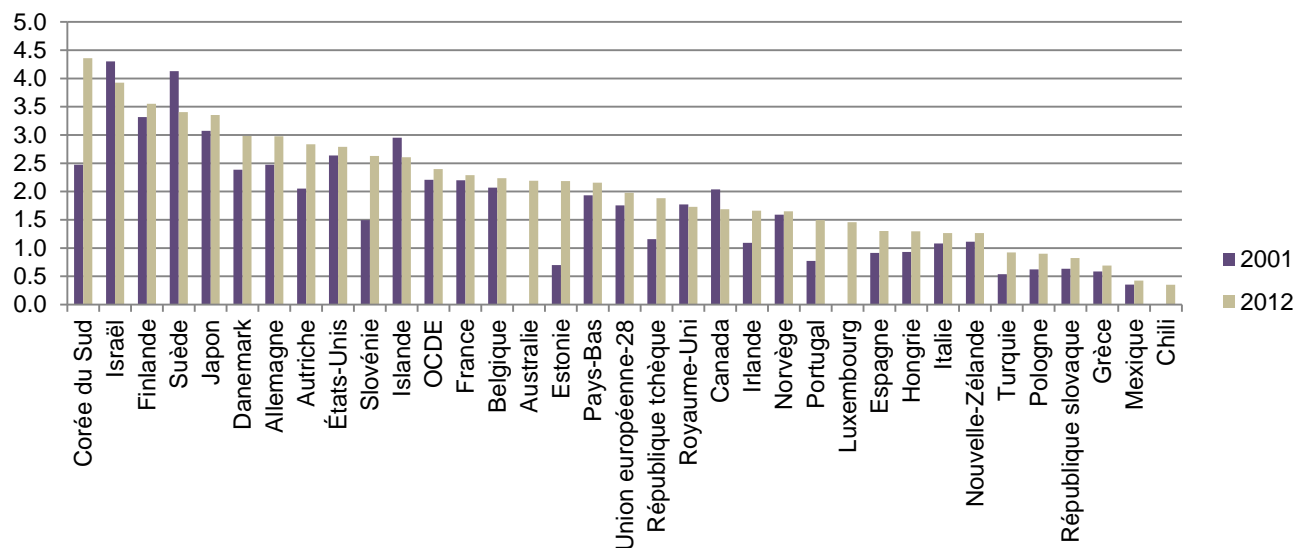
Toujours selon l'OCDE, le terme « [recherche fondamentale](#) » « consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière »; quant à la « [recherche appliquée](#) », elle désigne « des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir des connaissances nouvelles. Cependant, elle est surtout dirigée vers un but ou un objectif pratique ». Enfin, pour l'OCDE, le « [développement expérimental](#) » « consiste en des travaux systématiques fondés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà ».

D'après le Réseau Entreprises Canada, [innover](#), c'est trouver des méthodes audacieuses pour résoudre des problèmes, réagir aux changements ou améliorer certaines choses. En affaires, innover signifie créer ou améliorer des biens ou des services qui pourront ensuite être produits, vendus ou exploités par un tiers. C'est aussi élaborer de nouveaux processus d'affaires pour réduire les coûts et augmenter la productivité. Enfin, l'innovation permet d'améliorer la compétitivité des entreprises sur les marchés canadiens et mondiaux. La [commercialisation](#), qui est l'une des étapes les plus difficiles du processus d'innovation – parce qu'elle nécessite beaucoup de ressources – est la mise en marché de nouveaux produits ou services.

La figure 5 illustre les dépenses intérieures brutes en R-D dans plusieurs pays, exprimées en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), pour les années 2001 et 2012. Pour la moyenne des pays de l'OCDE, ce pourcentage est passé de 2,21 % en 2001 à 2,40 % en 2012, alors qu'au Canada, il a diminué, passant de 2,04 % en 2001 à 1,70 % en 2012.



**Figure 5 – Dépenses intérieures brutes en recherche et développement dans plusieurs pays, en pourcentage du produit intérieur brut, 2001 et 2012 (%)**



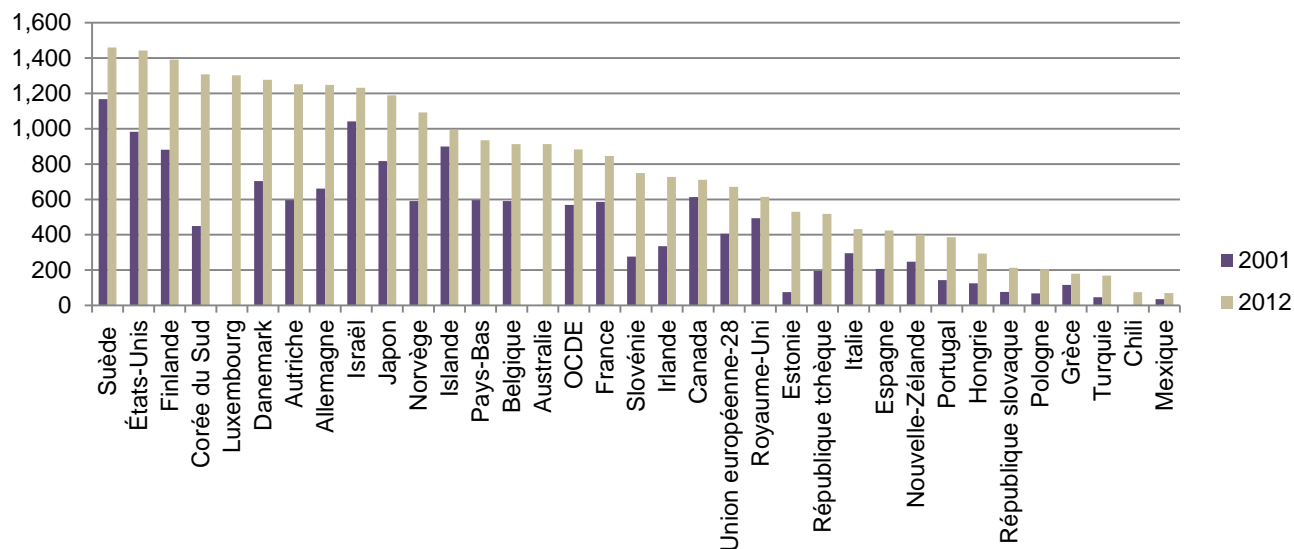
Note : Pour l'Australie, les données les plus récentes datent de 2010, pour l'Islande, le Mexique et la Nouvelle-Zélande, elles datent de 2011.

Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant de l'Organisation de coopération et de développement économiques, « Dépenses intérieures brutes de R-D (DIRD) en pourcentage du PIB », [Base de données sur les principaux indicateurs de la science et de la technologie](#), consultée le 27 octobre 2014 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

La figure 6 montre les dépenses intérieures brutes en R-D par habitant dans plusieurs pays, pour les années 2001 et 2012; les dépenses sont exprimées en dollars courants rajustés en fonction de la parité de pouvoir d'achat. Les dépenses par habitant pour la moyenne des pays de l'OCDE ont augmenté de 55,2 % entre 2001 et 2012, passant de 569 \$ à 883 \$. Avec des dépenses par habitant de 613 \$ en 2001, le Canada se situait au-dessus de la moyenne de l'OCDE; toutefois, avec une augmentation de 16,0 % entre 2001 et 2012, ces dépenses – de 711 \$ – étaient, en 2012, de 19 % inférieures à la moyenne de l'OCDE.



**Figure 6 – Dépenses intérieures brutes en recherche et développement par habitant dans plusieurs pays, 2001 et 2012 (dollars courants rajustés en fonction de la parité de pouvoir d'achat)**



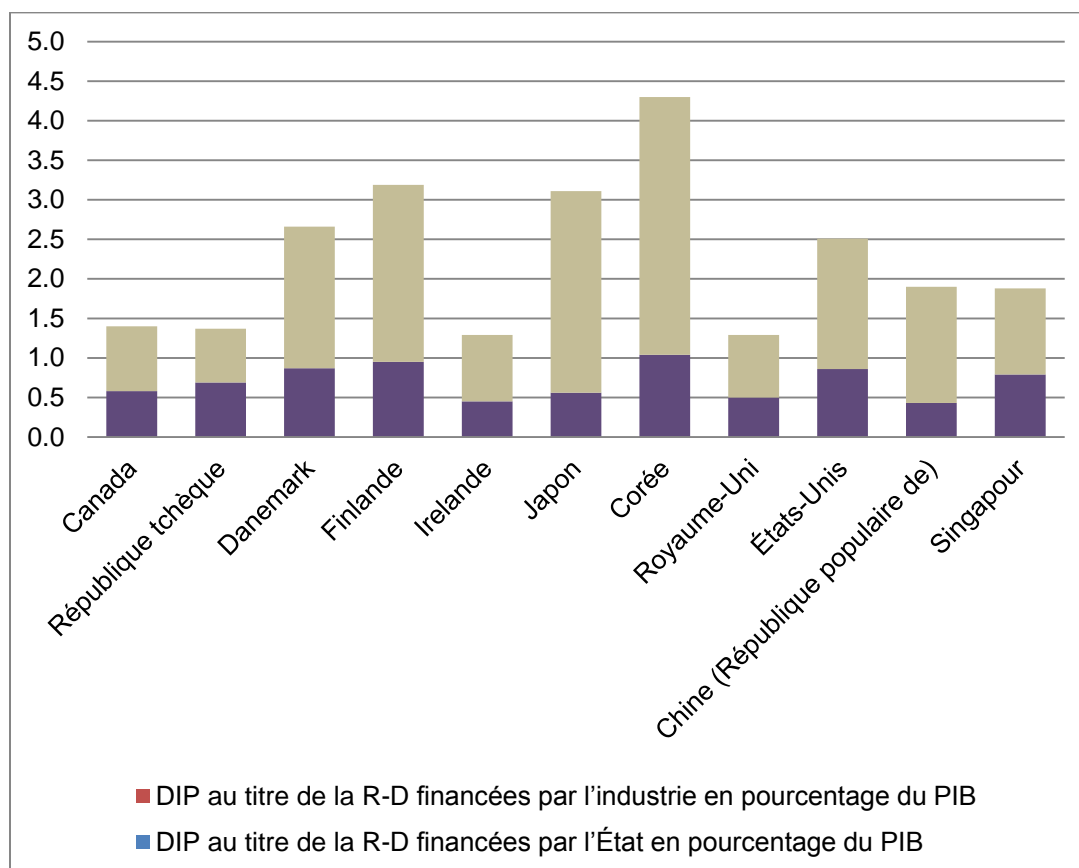
Note : Pour l’Australie, les données les plus récentes datent de 2010, pour l’Islande, le Mexique et la Nouvelle-Zélande, elles datent de 2011.

Selon l’OCDE, « parité de pouvoir d’achat » est « un taux de conversion monétaire qui permet d’exprimer dans une unité commune les pouvoirs d’achat des différentes monnaies. Dans leur forme la plus simple, (les parités de pouvoir d’achat) sont des prix relatifs qui montrent le ratio des prix en monnaies nationales du même bien ou service dans différents pays ».

Source : Figure produite à partir de renseignements provenant de l’Organisation de coopération et de développement économiques, « Dépenses intérieures brutes de R-D (DIRD) par habitant aux prix et PPA courants », [Base de données sur les principaux indicateurs de la science et de la technologie](#), consultée le 27 octobre 2014 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

La figure 7 montre, pour 2012, les dépenses intérieures en R-D en pourcentage du PIB par les gouvernements et par le secteur privé dans des pays choisis. Dans la presque totalité de ces pays, les dépenses au titre de la recherche et du développement consenties par le secteur privé sont supérieures à celles des gouvernements pour l’année donnée.

**Figure 7 – Dépenses intérieures brutes en recherche et développement en pourcentage du produit intérieur brut, par source, pays choisis, 2012 (%)**



Notes : Pour les États-Unis, les dépenses brutes ne comprennent pas les dépenses en capital et les dépenses des gouvernements d'État.

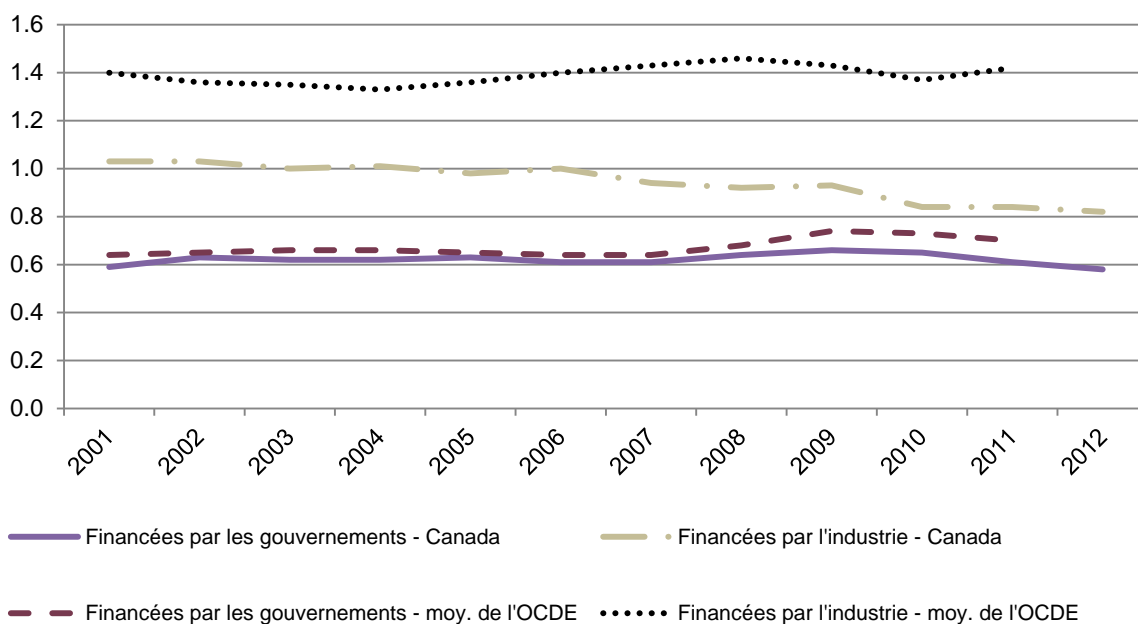
« DIP » : dépenses intérieures brutes.

« PIB » : produit intérieur brut.

Source : Figure produite à partir de renseignements provenant de l'Organisation de coopération et de développement économiques, [Base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie](#), consultée le 27 novembre 2014.

La figure 8 montre, pour le Canada et la moyenne des pays de l'OCDE, les dépenses intérieures brutes en R-D en pourcentage du PIB par les gouvernements et le secteur privé pour la période de 2001 à 2012. Au Canada, la part du secteur privé est passée de 1,03 % en 2001 à 0,82 % en 2012, tandis que celle des gouvernements est restée relativement stable.

**Figure 8 – Dépenses intérieures brutes en recherche et développement en pourcentage du produit intérieur brut, par source, Canada et pays de l'OCDE, 2001–2012 (%)**



Note : Pour la moyenne des pays de l'OCDE, les données de 2011 sont les plus récentes.

Source : Figure produite à partir de renseignements de l'Organisation de coopération et de développement économiques, [Base de données des principaux indicateurs de la science et de la technologie](#), consultée le 27 novembre 2014.

Au Canada, le gouvernement fédéral soutient la recherche fondamentale et appliquée, ainsi que le développement expérimental, au moyen de mesures fiscales, tels le [crédit d'impôt à l'investissement pour la recherche scientifique et développement expérimental](#) et les activités des conseils subventionnaires fédéraux, soit le [Conseil de recherches en sciences humaines](#), le [Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie](#) et les [Instituts de recherche en santé du Canada](#). De plus, il existe un large éventail de programmes et d'initiatives qui appuient la commercialisation, dont les [centres d'excellence en commercialisation et en recherche](#) et le [Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches Canada](#).

**B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation »**

Les témoins invités par le Comité à prendre la parole sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation » ont fait des propositions concernant des mesures fiscales, le financement fédéral et d'autres mesures de soutien.

## 1. Mesures fiscales

[Clean Energy Canada](#) a préconisé l'élargissement de la déduction pour amortissement (catégories 43.1 et 43.2) pour qu'elle s'applique aux systèmes photovoltaïques, aux investissements effectués pour rendre des immeubles prêts à accueillir des panneaux solaires et aux technologies de stockage énergétique.

Indiquant que les changements apportés en 2012 au crédit d'impôt à l'investissement pour la recherche scientifique et le développement expérimental rendent moins attrayante l'exécution de nouveaux projets de R-D au Canada, l'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) a indiqué qu'il est nécessaire de le rendre comparable aux crédits offerts dans d'autres pays. L'[Association canadienne de la technologie de l'information](#) a suggéré d'augmenter le taux d'imposition applicable aux dépenses en recherche scientifique et développement expérimental admissibles, qui passerait de 15 à 17 %; elle a aussi proposé d'annuler la décision d'exclure les dépenses en capital des dépenses admissibles au titre de la recherche scientifique et du développement expérimental.

Les [Manufacturiers et exportateurs du Canada](#) ont estimé que les crédits d'impôt inutilisés pour la recherche scientifique et le développement expérimental devraient pouvoir être transférés à un programme de dépenses directes qui appuierait la R-D et qui pourrait aider les petites entreprises manufacturières à surmonter les difficultés liées au développement de produits.

L'[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#) a proposé de renouveler le crédit d'impôt pour l'exploration minière pour une période supplémentaire de trois ans.

## 2. Financement fédéral

En ce qui concerne le financement fédéral, des témoins ont proposé d'augmenter le financement des conseils subventionnaires fédéraux, de même que le financement d'initiatives existantes, et de créer de nouvelles mesures dans certains domaines.

[Polytechnics Canada](#) a fait observer que le programme d'innovation dans les collèges et la communauté du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada est le seul programme du Conseil qui appuie la recherche appliquée dans les collèges, et il a proposé d'en accroître le financement. L'[organisme](#) a aussi demandé d'augmenter le financement prévu pour les coûts indirects des programmes de recherche et que le programme d'innovation dans les collèges et la communauté y soit admissible.

[U15, Regroupement des universités de recherche du Canada](#) a fait valoir l'importance des investissements dans la recherche fondamentale pour le maintien de l'excellence en recherche et a préconisé du financement durable et prévisible pour les trois conseils subventionnaires fédéraux ainsi que pour la Fondation canadienne pour l'innovation.

L'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) a proposé que les prêts remboursables consentis au titre du fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile deviennent des prêts non remboursables. Pour que les incitatifs offerts par le Canada soient comparables à ceux d'autres pays, [elle](#) a proposé de modifier certains aspects de ce fonds, notamment les règles d'imposition.

L'[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#) a demandé que soit maintenu le financement de l'initiative géoscientifique ciblée et que cette initiative soit reconduite pour une autre période de cinq ans. [Elle](#) a également proposé que l'initiative mobilise davantage l'industrie aux étapes de la planification et de la conception et que la hausse des taux de découvertes fasse explicitement partie de ses objectifs.

À l'appui de la R-D, le [Réseau canadien de l'eau](#) a demandé un investissement de 60 millions de dollars sur 10 ans de manière à attirer des fonds des entreprises et des autres ordres de gouvernement.

L'[Association des produits forestiers du Canada](#) a préconisé la création d'un fonds de 60 millions de dollars pour une période de cinq ans afin d'appuyer des activités de R-D menées dans les collèges et les universités. [Elle](#) a suggéré de transformer le fonds pour les biocarburants de la prochaine génération de Technologies du développement durables du Canada en un fonds pour la bioraffinerie, qui serait mis à la disposition d'un plus grand nombre de secteurs, dont la foresterie, l'agriculture, la biochimie, les textiles et les biocarburants.

Soulignant les recherches limitées au Canada dans le domaine du développement de produits et de technologies à haut rendement énergétique, le [Conseil du bâtiment durable du Canada](#) a proposé des investissements fédéraux dans la commercialisation de ces produits.

[Downsview Aerospace Innovation and Research](#) a demandé au gouvernement fédéral un montant de 60 millions de dollars sur cinq ans pour transformer les installations existantes du parc Downsview en un pôle de l'aérospatiale. Dans son [mémoire](#), l'organisme a proposé que la Société immobilière du Canada ait le mandat de travailler avec lui dans le cadre d'un partenariat public-privé pour créer ce pôle.

Le [Réseau canadien de recherche sur les éléments des terres rares](#) a demandé un soutien financier de 25 millions de dollars sur cinq ans pour renforcer la position et la réputation du Canada en matière de ressources en terres rares, pour améliorer le commerce international, pour développer un personnel hautement qualifié, de même que pour créer et maintenir des emplois.

Dans son [mémoire](#), TRIUMF a préconisé l'affectation de 68 millions de dollars sur cinq ans pour accroître la compétitivité des entreprises dans le domaine de la R-D concernant les isotopes, la médecine nucléaire et la science des matériaux. En particulier, [TRIUMF](#) a mentionné l'établissement d'un laboratoire, appelé Canada's Accelerator Platform To Unleash Research Excellence (CAPTURE), qui appuierait les travaux de

TRIUMF et l'achèvement de leur nouveau laboratoire appelé Advanced Rare IsotopE Laboratory (ARIEL).

Les [Coopératives et mutuelles Canada](#) ont proposé le versement de 50 millions de dollars dans le Fonds canadien d'investissement coopératif créé par le secteur des coopératives pour favoriser l'innovation, ainsi que le soutien des petites et moyennes entreprises et coopératives.

La [National Angel Capital Organization](#) a demandé un financement de 5 millions de dollars sur une période de trois ans pour entreprendre une campagne visant à sensibiliser les investisseurs privés à l'investissement providentiel. De plus, [elle](#) a encouragé la création de mécanismes soutenant la croissance des entreprises qui bénéficient d'investissements.

La [Société de promotion économique de Rimouski](#) a sollicité une aide pour créer des réseaux entre chercheurs, établissements d'enseignement et entreprises dans le secteur de la biotechnologie marine, afin d'appuyer les chercheurs dans l'obtention des fonds pour la commercialisation de leurs recherches.

### **3. Autres mesures de soutien**

Des témoins ont fait mention de différents types de soutien non reliés à l'impôt ni aux dépenses de programme, et d'autres mesures qui, selon eux, favoriseraient la R-D, l'innovation ou encore la commercialisation.

L'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) a proposé la création d'un institut de recherche dans le secteur de l'automobile, qui appuierait la recherche, le développement, l'innovation ou la commercialisation de nouveaux produits et procédés de fabrication dans le secteur.

De l'avis de la [Confédération des syndicats nationaux](#), il est nécessaire que le gouvernement élabore une politique industrielle, assortie d'investissements dans l'infrastructure, en vue de promouvoir et de soutenir le secteur manufacturier.

Les [Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada](#) se sont dites en faveur d'une reddition de comptes plus rigoureuse, par le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, au sujet des activités de R-D menées par l'industrie pharmaceutique du Canada.

Enfin, [Clean Energy Canada](#) a demandé une remise fédérale pouvant s'élever jusqu'à 7 500 \$ pour l'achat de véhicules électriques; pareille remise serait comparable à celle qu'offre le gouvernement fédéral des États-Unis.

### **C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres qu'« Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation »**

Les témoins ont été invités à s'exprimer sur un sujet en particulier. Lors de leur comparution, ils ont souvent abordé l'un des cinq autres thèmes retenus par le Comité, comme il est indiqué ci-après.

#### **1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique »**

Le [Conseil canadien des chefs d'entreprise](#) a proposé la création d'un programme de soutien direct de la R-D pour encourager l'innovation et améliorer la productivité dans le secteur privé.

#### **2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation »**

En ce qui concerne les investissements dans les moyens de recherche, l'[Association des universités et collèges du Canada](#) a demandé un financement soutenu et à long terme pour les conseils subventionnaires fédéraux, de même que le financement pluriannuel stable de l'infrastructure de recherche par l'entremise de la Fondation canadienne pour l'innovation.

De façon analogue, pour promouvoir l'innovation et le développement des compétences à long terme, la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants a proposé dans son [mémoire](#) que le gouvernement réoriente vers la recherche le financement des conseils subventionnaires actuellement dirigé vers les priorités à court terme du secteur privé et qu'il tienne compte du mérite universitaire déterminé par un processus d'évaluation par les pairs. Pour promouvoir la recherche supérieure et augmenter le nombre d'inscriptions aux études supérieures de même que les taux d'achèvement, la Fédération a également proposé dans son [mémoire](#) d'augmenter le nombre de bourses d'études supérieures du Canada en fonction du taux de croissance moyen du financement fédéral de la recherche et de distribuer ces bourses parmi les conseils subventionnaires en fonction des inscriptions.

#### **3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures »**

Afin d'accroître la compétitivité du secteur du transport en commun, l'[Association canadienne du transport urbain](#) a proposé la création d'un partenariat entre le gouvernement et le Canadian Urban Transit Research Innovation Consortium, qui effectuerait des investissements en R-D dans ce secteur.

Le [Mowat Centre](#) a encouragé le gouvernement fédéral à collaborer avec les gouvernements provinciaux à l'élaboration d'une stratégie pour le secteur manufacturier;

cette stratégie porterait entre autres sur les occasions à saisir dans le secteur manufacturier avancé.

L'[Association canadienne de l'électricité](#) a proposé de renouveler le Partenariat automobile du Canada, qui prévoit des fonds pour les activités de R-D dans le secteur de l'automobile, incluant les véhicules électriques.

#### **4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation »**

Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont proposé la création d'un incitatif fiscal (« patent box ») qui récompenserait les entreprises novatrices par un taux d'imposition réduit sur les bénéfices provenant de la commercialisation de brevets au Canada.

#### **5. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens »**

La [Chambre de commerce du Canada](#) a proposé que le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental soit remplacé par un régime qui favorise plus directement l'innovation grâce à des taux d'imposition moindres pour les revenus d'entreprise découlant de brevets ou d'innovations au Canada; elle a mentionné en particulier les régimes adoptés au Royaume-Uni, au Pays-Bas, en Irlande et en Suisse. Pour limiter les abus possibles à l'égard du régime fiscal, par exemple dans le cas où des entreprises modifieraient régulièrement un brevet existant pour continuer à tirer avantage du crédit d'impôt, la [Chambre de commerce du Canada](#) a suggéré de plafonner le montant des revenus auquel s'appliquerait le crédit d'impôt et d'établir des règles strictes d'admissibilité à ce crédit.



# CHAPITRE CINQ : ASSURER LA PROSPÉRITÉ ET LA SÉCURITÉ DES COLLECTIVITÉS, NOTAMMENT EN SOUTENANT LES INFRASTRUCTURES

---

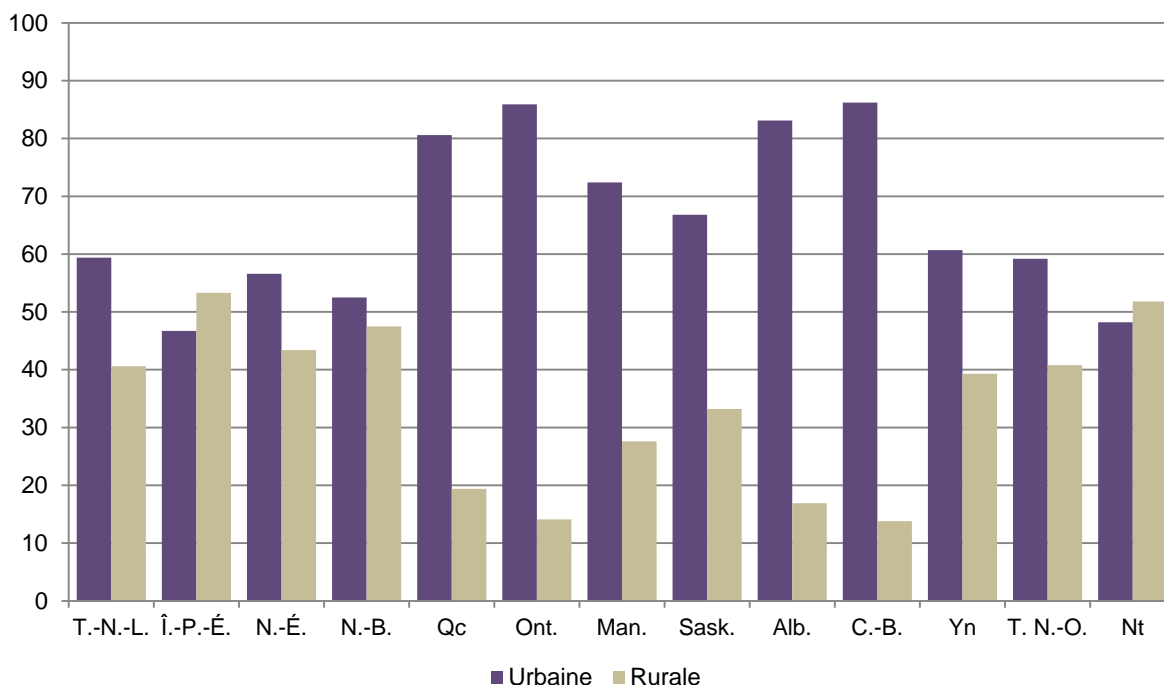
## A. Contexte

### 1. Collectivités urbaines et rurales

La proportion de la population canadienne vivant en zone urbaine augmente sans cesse depuis 1851 : elle était de 81,1 % en 2011, soit environ 27,1 millions de Canadiens. De ce nombre, près de 11,6 millions – 34,5 % de la population – vivaient dans l'une des trois grandes [régions métropolitaines de recensement](#) : Toronto, Montréal et Vancouver. Les régions métropolitaines de recensement comptent une population totale d'au moins 100 000 habitants, dont 50 000 ou plus vivent dans le « noyau ». En 2011, 6,3 millions de personnes habitaient en zone rurale : ce nombre est resté relativement stable depuis 1991. Étant donné que la population urbaine a augmenté de façon constante durant les deux dernières décennies, la proportion de Canadiens vivant en zone rurale a diminué, passant de 23,4 % en 1991 à 18,9 % en 2011.

Comme le montre la figure 9, pour l'année 2011, la proportion de Canadiens vivant en zone rurale était plus élevée dans les provinces de l'Atlantique et dans les territoires que dans le reste du pays, et c'est dans les quatre provinces les plus peuplées, soit l'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Alberta, qu'il y avait les proportions les plus élevées d'habitants vivant en zone urbaine. La proportion d'habitants vivant en zone rurale est à la baisse dans toutes les provinces et tous les territoires depuis 1991, sauf au Manitoba où elle est restée stable.

**Figure 9 – Proportion d’habitants vivant en zone urbaine et en zone rurale par province et par territoire en 2011 (en pourcentage)**



Notes : Par « population rurale », on entend les personnes qui demeurent à l’extérieur des centres comptant 1 000 résidents et à l’extérieur des régions comptant 400 personnes ou plus au kilomètre carré.

L’expression « population urbaine » désigne tout le reste de la population.

Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant de Statistique Canada, [Population urbaine et rurale, par province et territoire](#).

Un certain nombre de ministères et d’organismes fédéraux et de sociétés de la Couronne – tels que les [organismes de développement régional](#), [Infrastructure Canada](#) et la [Société canadienne d’hypothèques et de logement](#) – facilitent le développement de collectivités urbaines et rurales prospères et sécuritaires, notamment par le financement de l’infrastructure et de logements abordables.

## 2. Infrastructure

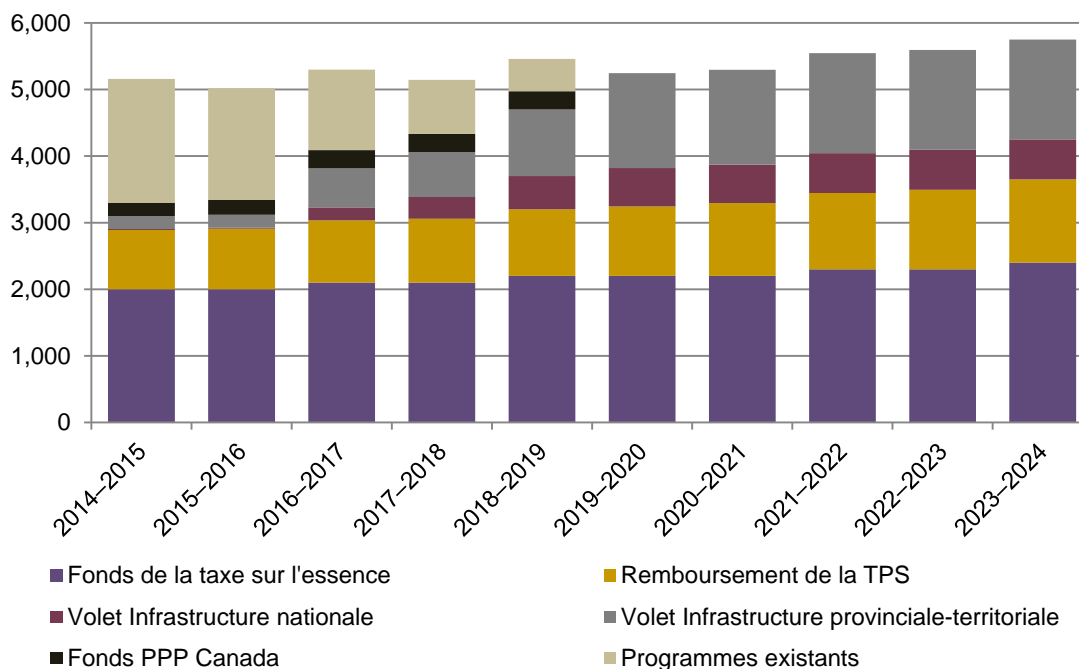
Une infrastructure publique en bonne condition est considérée comme essentielle à la fois au développement de collectivités prospères et au mieux-être des personnes qui les composent. Selon [Infrastructure Canada](#), les sommes considérables investies dans l’infrastructure publique de base, ce qui inclut les ponts, les routes, les systèmes d’aqueduc et d’eaux usées, le transport en commun et les installations culturelles et récréatives, par tous les ordres de gouvernement ont eu pour effet d’abaisser l’« âge moyen » de l’infrastructure, lequel correspond au pourcentage de vie utile dépensé.

Cela étant dit, des investissements soutenus sont nécessaires pour maintenir la qualité et l'adéquation de l'infrastructure publique.

Comme l'infrastructure publique appartient en grande partie aux provinces, aux territoires et aux municipalités, le rôle du gouvernement fédéral consiste principalement à fournir un soutien financier pour des projets liés à l'infrastructure. Ainsi, Infrastructure Canada administre bon nombre de programmes de financement, bien que d'autres organisations fédérales fournissent également un soutien.

Dans le [budget de 2013](#), on a proposé le [Nouveau Plan Chantiers Canada](#), qui prévoit un investissement dans l'infrastructure provinciale-territoriale et municipale, réparti sur 10 ans (2014-2015 à 2023-2024), et qui remplace le plan Chantiers Canada. Le nouveau plan bénéficie de trois principaux fonds que voici : le [Fonds PPP Canada](#); le [Fonds d'amélioration des collectivités](#), qui comprend le [Fonds de la taxe sur l'essence](#) et le remboursement additionnel de TPS aux municipalités; et le [Nouveau Fonds Chantiers Canada](#), qui comporte le [volet Infrastructures nationales](#) et le [volet Infrastructures provinciales-territoriales](#), constitué en partie par le [Fonds des petites collectivités](#). La figure 10 donne la ventilation des dépenses fédérales prévues, au titre du Nouveau Plan Chantiers Canada, pour l'infrastructure provinciale-territoriale et municipale pour la période allant de 2014-2015 à 2023-2024.

**Figure 10 – Dépenses fédérales prévues au titre du  
Nouveau Plan Chantiers Canada,  
pour la période 2014-2015 à 2023-2024 (en millions de dollars)**



Notes : « TPS » signifie « taxe sur les produits et services ».

Les « programmes existants » comprennent les autres programmes administrés par Infrastructure Canada, ainsi que les programmes administrés par d'autres ministères et organismes fédéraux.

Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant du ministère des Finances, [Emploi, croissance et prospérité à long terme – Le Plan d'action économique de 2013](#), 21 mars 2013, p. 197, et du Bureau du directeur parlementaire du budget, [Dépenses fédérales en infrastructure – Estimation des coûts](#), 11 avril 2013, p. 6.

Outre l'enveloppe affectée à l'infrastructure provinciale-territoriale et municipale, le gouvernement fédéral possède et maintient un vaste portefeuille d'infrastructures publiques comptant entre autres des ponts, des aéroports, des ports et des infrastructures frontalières. Tous les projets d'infrastructure fédéraux dont les dépenses en immobilisations excèdent 100 millions de dollars font l'objet d'un processus de présélection en partenariats publics-privés.

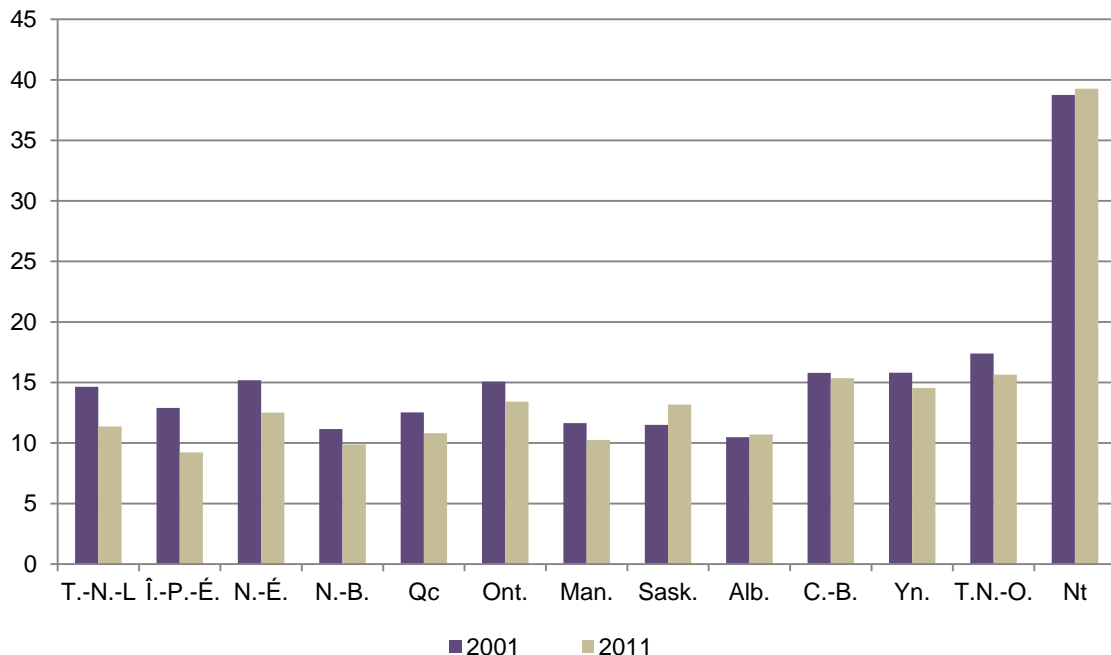
Le gouvernement fédéral soutient également l'infrastructure publique dans les réserves des Premières Nations au moyen d'un certain nombre de programmes administrés par [Affaires autochtones et Développement du Nord Canada](#). Parmi ces programmes, indiquons le [Programme d'immobilisations et d'entretien](#), le [Fonds d'infrastructure pour les Premières nations](#) et le [Plan d'action pour la gestion de l'eau potable dans les collectivités des Premières Nations](#).

### 3. Logement

Selon la [Société canadienne d'hypothèques et de logement](#), le logement est « acceptable » s'il est adéquat sur le plan de la qualité et de la taille, et si les dépenses en logement du ménage ne dépassent pas 30 % du revenu du ménage avant impôt; les ménages dont le logement ne satisfait pas à ces critères et qui ne peuvent pas obtenir un logement acceptable sont considérés comme ayant un besoin impérieux en matière de logement. La disponibilité de logements acceptables peut influencer sur le bien-être des personnes et des collectivités, ainsi que sur l'état de santé, la réussite scolaire et la participation au marché du travail.

En 2011, année la plus récente pour laquelle on possède des données, le pourcentage de ménages canadiens considérés comme ayant un besoin impérieux en matière de logement était de 12,5 %, en baisse par rapport à 13,7 % en 2001. Comme l'indique la figure 11, en 2011, la proportion de ménages ayant un besoin impérieux en matière de logement était la plus élevée au Nunavut, suivi des Territoires du Nord-Ouest, de la Colombie-Britannique et du Yukon. C'est à l'Île-du-Prince-Édouard qu'elle était la moins élevée, suivie du Nouveau-Brunswick. Pendant la période allant de 2001 à 2011, la proportion de ménages ayant un besoin impérieux en matière de logement ne s'est accrue qu'en Saskatchewan, au Nunavut et en Alberta.

**Figure 11 – Proportion de ménages ayant un besoin impérieux en matière de logement, par province/territoire, 2001 et 2011 (en pourcentage)**



Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, « [Ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement, Canada, provinces, territoires et régions métropolitaines, 1991-2011](#) ».

Par l'initiative [Investissement dans le logement abordable](#), le gouvernement fédéral fournit des fonds aux provinces et aux territoires pour la conception et la mise en œuvre de programmes de logement abordable; aux contributions fédérales s'ajoutent des contributions de contrepartie des provinces et des territoires. De plus, par l'entremise de la [Société canadienne d'hypothèques et de logement](#), le gouvernement fédéral effectue des investissements à l'appui de son portefeuille de logements sociaux existants dans les réserves et à l'extérieur; la plupart de ces logements ont été construits entre 1946 et 1993. Enfin, le [Centre du logement abordable](#) de la Société canadienne d'hypothèques et de logement fournit des services consultatifs et financiers aux concepteurs des secteurs privé, public et sans but lucratif pour les aider à exécuter de nouveaux projets de logement abordable sans le soutien financier permanent du gouvernement fédéral.

Au sujet du logement abordable dans les réserves, la Société canadienne d'hypothèques et de logement réalise diverses initiatives, dont le [Programme de logement sans but lucratif dans les réserves](#) et le [programme de Prêt direct](#) pour les projets de logement social admissibles. Par ailleurs, [Affaires autochtones et Développement du Nord Canada](#) offre un soutien en matière de logement dans les réserves.

Pour prévenir et réduire l'itinérance, le gouvernement fédéral apporte une aide financière et des services de soutien aux collectivités du Canada, incluant les collectivités autochtones et éloignées, dans le cadre de la [Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance](#).

## **B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures »**

Les témoins invités par le Comité à prendre la parole sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures », se sont attardés aux programmes de financement de l'infrastructure provinciale-territoriale et municipale, aux règles fédérales d'attribution des contrats pour des projets d'infrastructure, aux partenariats publics-privés (PPP) et à d'autres types de participation du secteur privé à des projets d'infrastructure. Ils ont également émis des commentaires sur l'infrastructure électrique, sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation des effets des catastrophes, sur l'infrastructure aéroportuaire et sur le tourisme, ainsi que sur le logement et l'itinérance.

### **1. Programmes de financement de l'infrastructure provinciale-territoriale et municipale**

Au sujet des avantages économiques, sociaux et environnementaux du transport en commun, l'[Amalgamated Transit Union](#) a préconisé le financement permanent du transport en commun, notamment à partir d'une part du Fonds de la taxe sur l'essence et d'une portion de la taxe sur les produits et services et/ou d'une charge sociale sur la masse salariale des employeurs. Selon l'[Association canadienne du transport urbain](#), le gouvernement devrait collaborer avec les provinces et les municipalités afin d'augmenter la part des fonds d'infrastructure affectée au transport en commun. Qui plus est, pour

rehausser l'efficacité des investissements fédéraux dans le transport en commun, [elle](#) a estimé qu'il conviendrait de mieux intégrer les principes d'aménagement du territoire dans les décisions en matière d'investissement et d'adopter des incitatifs fiscaux visant à encourager l'utilisation du transport en commun.

Reconnaissant que les municipalités devront adapter leurs usines de traitement des eaux usées aux nouvelles mesures réglementaires fédérales, la [Fédération canadienne des municipalités](#) a demandé que le gouvernement fédéral s'engage à aider les municipalités à assumer le coût des travaux pendant les 20 prochaines années. [Elle](#) a proposé l'établissement d'un fonds dédié aux projets de traitement des eaux usées auquel contribueraient tous les ordres de gouvernement et dans lequel le gouvernement fédéral verserait chaque année 300 millions de dollars.

L'[Association canadienne des parcs et loisirs](#) a exposé les avantages qu'offrent les installations de loisirs et sportives pour la santé de même que sur le plan social, et elle a proposé que le gouvernement fédéral se joigne aux administrations provinciales et municipales pour établir un programme qui financerait les réparations, l'entretien, l'adaptation ou le remplacement de ces installations. Selon [elle](#), la contribution annuelle du gouvernement fédéral à ce programme devrait s'élever à 925 millions de dollars par an pendant trois ans.

En ce qui concerne le Nouveau Fonds Chantiers Canada, la [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) a estimé que les demandes de financement de projets de routes et de ponts en milieu rural qui soutiennent le secteur des ressources naturelles devraient être étudiées en fonction de leurs retombées économiques. Par ailleurs, [elle](#) a proposé qu'une partie du financement prévu par le volet Infrastructures provinciales-territoriales du Nouveau Fonds Chantiers Canada soit affectée aux collectivités rurales; elle a aussi proposé que les futurs programmes d'infrastructure fédéraux comprennent un volet qui touche les petites collectivités, dont le seuil démographique est inférieur au seuil actuel. L'[Union des municipalités du Québec](#) a fait observer que le gouvernement fédéral et la province du Québec n'ont pas encore conclu d'entente au sujet du Nouveau Fonds Chantiers Canada; elle les a encouragés à le faire sans tarder, car un certain nombre de volets du Nouveau Fonds, dont le volet destiné aux petites collectivités, n'ont pas encore été mis en place faute d'entente.

À propos de l'approche fédérale en matière d'investissement dans l'infrastructure provinciale-territoriale et municipale, le [Mowat Centre](#) a préconisé une approche plus stratégique et coordonnée qui tient compte davantage des priorités des provinces et des municipalités, et d'un large éventail de considérations stratégiques.

## **2. Partenariats publics-privés et autres types de participation du secteur privé à des projets d'infrastructure**

Le [Conseil canadien pour les partenariats public-privé](#) a invité le gouvernement à s'occuper de l'effet dissuasif de l'utilisation du processus d'approvisionnement en partenariat public-privé pour des projets en particulier : la contribution maximale du gouvernement fédéral aux projets financés au moyen du Fonds PPP Canada est de 25 %,

tandis qu'elle est de 33 % dans le cas du Nouveau Fonds Chantiers Canada. L'[Association canadienne du transport urbain](#) a préconisé une augmentation de la contribution fédérale maximale au titre du Fonds PPP Canada, laquelle passerait de 25 à 33 %.

Selon le [Conseil canadien pour les partenariats public-privé](#), les municipalités et les collectivités autochtones n'ont généralement pas la capacité de participer à des projets financés en partenariat public-privé, lesquels peuvent être complexes. C'est pourquoi [il](#) a proposé la création d'un guichet unique qui offrirait à ces collectivités des services juridiques, techniques et d'experts-conseils intégrés afin de faciliter la gestion d'un tel projet. À propos de la complexité des partenariats public-privé qui entraînent des coûts initiaux relativement élevés pour les petits projets, l'[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes](#) a proposé d'uniformiser la documentation sur les partenariats public-privé pour des projets de moins de 50 millions de dollars.

La [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) a estimé que des modifications devraient être apportées aux critères d'admissibilité du Fonds PPP Canada pour faciliter l'accès des collectivités rurales aux fonds.

En ce qui a trait aux moyens de stimuler l'investissement du secteur privé et des régimes de pensions dans l'infrastructure, le [Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#) a préconisé des changements à la politique fiscale canadienne, tandis que le [Mowat Centre](#) a invité le gouvernement à mobiliser les caisses de retraite dans le cadre d'une stratégie nationale d'infrastructure et à examiner d'autres moyens de financer les projets d'infrastructure, dont le recyclage des actifs, les banques d'investissement dans les infrastructures et les ententes d'avantages communautaires. [KPMG](#) s'est dite en faveur de l'adaptation du modèle australien de recyclage des actifs en fonction du contexte canadien.

### **3. Règles fédérales d'attribution des contrats pour des projets d'infrastructure**

Estimant que les processus d'appels d'offres fermés pour les projets de construction restreint la concurrence et augmente ainsi les coûts, [Merit Canada](#) a demandé de remplacer cette pratique par un processus ouvert pour les projets financés par le gouvernement fédéral, y compris les projets d'infrastructure. Selon l'[organisme](#), les processus d'appel d'offres sont également minés par les fonds de ciblage des emplois, utilisés par les syndicats pour subventionner les salaires payés par les employeurs qui embauchent des travailleurs syndiqués, ce qui procure un avantage injuste à ces employeurs par rapport aux autres employeurs n'ayant pas de travailleurs syndiqués et avec qui ils pourraient être en concurrence. Merit Canada a indiqué que le commissaire à la concurrence et l'Agence du revenu du Canada devraient examiner les fonds de ciblage d'emplois afin d'en assurer la conformité à la *Loi sur la concurrence* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, respectivement.

[Marcelin Joanis](#), de Polytechnique Montréal et ayant comparu à titre personnel, s'est dit en faveur de règles d'attribution des contrats qui récompensent l'innovation



et qui favorisent le rendement maximal de chaque dollar investi dans l'infrastructure. Soulignant l'importance de la recherche universitaire dans ce domaine, [il](#) a exhorté les organismes publics à rendre disponibles un plus grand nombre de données à cet égard.

#### **4. Infrastructure électrique**

Afin de mieux protéger l'infrastructure électrique du Canada, l'[Association canadienne de l'électricité](#) a proposé une augmentation du financement accordé au Centre canadien de réponse aux incidents cybernétiques. [Elle](#) a également proposé des modifications au *Code criminel* pour créer de nouvelles peines qui seraient plus proportionnelles aux dommages considérables que peuvent causer les vols de cuivre à l'infrastructure électrique.

Pour soutenir les activités de R-D qui contribuent à la modernisation de l'infrastructure du réseau électrique, l'[Association canadienne de l'électricité](#) a demandé le renouvellement du financement du Fonds pour l'énergie propre et de l'Initiative écoÉNERGIE.

#### **5. Adaptation aux changements climatiques et atténuation des effets des catastrophes**

À propos de la nécessité pour les gouvernements et les entreprises de mieux anticiper les événements météorologiques extrêmes et de s'y adapter, le [Canadian Climate Forum](#) a estimé qu'il faut arriver à mieux comprendre les conditions météorologiques changeantes et les tendances climatiques, et s'est dit en faveur de plus grands investissements à cet égard. [Il](#) a proposé en particulier de prolonger et/ou d'accroître le financement du programme Recherche sur les changements climatiques et l'atmosphère.

Le [Canadian Climate Forum](#) et le [Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#) ont demandé que l'on élabore des stratégies de planification de l'infrastructure en tenant compte des changements climatiques. À cet effet, le [Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#) a sollicité des investissements supplémentaires pour consolider l'infrastructure de collecte des eaux pluviales et l'infrastructure électrique afin d'accroître leur résistance aux événements météorologiques extrêmes, tandis que le [Canadian Climate Forum](#) a proposé la création d'incitatifs pour encourager les organismes gouvernementaux, les entreprises et les collectivités à intégrer le concept de « résilience climatique » dans leur planification stratégique. L'[Association canadienne de l'électricité](#) a plaidé pour le renouvellement des fonds affectés à la plateforme d'adaptation de Ressources naturelles Canada.

La [Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#) a réclamé la création d'un programme national d'atténuation des effets des catastrophes qui, doté d'un budget de 200 millions de dollars répartis sur cinq ans, pourrait financer des projets d'atténuation des risques structurels et non structurels; les projets structurels comprendraient la construction de digues, le rehaussement des propriétés et la construction de chenaux pour la protection contre les inondations, tandis que les projets non structurels prévoiraient des stratégies d'atténuation des conséquences des inondations. [Elle](#) a aussi demandé que le

gravier appartenant à la municipalité fasse partie des dépenses admissibles en vue du partage des coûts dans le cadre des lignes directrices sur les Accords d'aide financière en cas de catastrophe.

## 6. Infrastructure aéroportuaire et tourisme

Le [Conseil des aéroports du Canada](#) a fait observer que le financement de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien n'a pas permis à l'organisme de faire face à la hausse du nombre de passagers aériens et a proposé que le financement soit rajusté en conséquence. Il a aussi conseillé d'augmenter le financement de l'Agence des services frontaliers du Canada pour permettre l'installation de bornes de contrôle frontalier automatisé supplémentaires et a proposé d'accroître le soutien des programmes de voyageurs fiables comme NEXUS. Enfin, il a proposé que des changements soient apportés au Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires de façon que les petits aéroports du Réseau national d'aéroports puissent être éligibles au financement.

Le [Conseil des aéroports du Canada](#) a également demandé que l'on effectue une évaluation approfondie des taxes et des droits sur les tarifs aériens et de leurs répercussions sur la compétitivité des aéroports canadiens. Il a ajouté qu'il ne faudrait pas augmenter davantage ces droits et taxes, tandis que l'[Association de l'industrie touristique du Canada](#) a estimé même qu'il faudrait les réduire.

Signalant que la croissance du secteur du tourisme a été beaucoup moins prononcée au Canada que dans d'autres pays, l'[Association de l'industrie touristique du Canada](#) a réclamé des investissements annuels de 35 millions de dollars sur trois ans dans le cadre d'une campagne nationale de promotion visant à attirer des visiteurs des États-Unis.

## 7. Logement

La [Fédération canadienne des municipalités](#) et le [Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#) ont encouragé le gouvernement à maintenir voire à augmenter les fonds pour le logement abordable. Le [Wellesley Institute](#) a proposé de doubler les fonds affectés à l'initiative en matière de logement abordable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et a demandé que le gouvernement fasse marche arrière relativement à la diminution du soutien au logement abordable. Par ailleurs, le [Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#) a suggéré d'envisager l'adoption de mesures fiscales facilitant l'accès à la propriété pour les familles à faible revenu, tandis que le [Wellesley Institute](#) a demandé une augmentation de 10 % du financement de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance.

Au sujet des moyens que le gouvernement peut prendre pour faciliter l'accès à la propriété, l'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a proposé différentes mesures : maintien des dépenses fédérales dans l'infrastructure municipale de base, ce qui entraîne une baisse des taxes municipales; exemption de la taxe sur les produits et services des taxes perçues par les administrations provinciales et municipales sur les

nouvelles habitations et augmentation de la période d'amortissement maximale pour les prêts hypothécaires assurés garantis par le gouvernement, laquelle passerait à 30 ans pour les acheteurs d'une première maison qualifiés.

En ce qui a trait au secteur de la rénovation domiciliaire, l'[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#) a préconisé la création d'un crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire pour lutter contre l'économie clandestine. [Elle](#) a appuyé le rétablissement du programme écoÉNERGIE Rénovation.

### **C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres qu'« Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures »**

Les témoins ont été invités à s'exprimer sur un sujet en particulier. Lors de leur comparution, ils ont souvent abordé l'un des cinq autres thèmes retenus par le Comité, comme il est indiqué ci-après.

#### **1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique »**

Pour soutenir la croissance économique, le [Conseil canadien des chefs d'entreprise](#), le [Conference Board du Canada](#) et Kevin Page, de l'[Université d'Ottawa](#), ont préconisé une hausse des investissements fédéraux dans l'infrastructure.

#### **2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation »**

Pour obtenir des fonds supplémentaires pour les réserves des Premières Nations, notamment pour le logement, l'[Assemblée des Premières Nations](#) a exhorté les Premières Nations et le gouvernement fédéral à instaurer un cadre de financement qui respecte les traités et les droits inhérents des Premières Nations et qui répond aux besoins de son peuple.

[YWCA Canada](#) a indiqué que le transfert des fonds du Secrétariat des partenariats de lutte contre l'itinérance, géré par Ressources humaines et Développement des compétences Canada, au modèle Logement d'abord, qui est un projet de démonstration et de recherche financé par le gouvernement fédéral, doit être accompagné d'une analyse comparative entre les sexes et d'une stratégie qui vise à s'assurer que le modèle est adapté à l'itinérance chez les femmes.

#### **3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation »**

La [Confédération des syndicats nationaux](#) a invité le gouvernement à adopter des mesures qui facilitent la transition vers une économie produisant moins d'émissions de gaz à effet de serre.

#### 4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens »

Précisant que les projets d'infrastructure publics s'autofinancent en grande partie, le [Congrès du travail du Canada](#) a suggéré que les investissements initiaux dans ces projets puissent être financés par une hausse du taux fédéral d'imposition des sociétés de façon qu'il atteigne 19,5 %.

Dans son [mémoire](#), la Chambre de commerce du Canada a demandé l'établissement d'une stratégie fédérale à long terme en matière d'infrastructure qui permettrait un financement prévisible et transparent, qui encouragerait l'utilisation de plans de gestion d'actifs, accroîtrait la coordination entre les gouvernements provinciaux-territoriaux et le secteur privé, et se concentrerait sur les domaines où le rendement sur l'investissement est le plus élevé pour les entreprises et les gouvernements, comme une infrastructure habilitante pour le commerce.

À l'appui des collectivités, la [Coalition du budget vert](#) a proposé un crédit d'impôt d'au plus 3 000 \$ pour aider les Canadiens qui doivent assumer des coûts de rénovation lorsqu'un agent certifié confirme que le radon détecté dans leur domicile présente un risque pour la santé. Afin d'examiner, d'évaluer et d'identifier les mécanismes nécessaires en vue d'assurer les mêmes avantages et la même protection environnementale à tous, elle a demandé dans son [mémoire](#) l'affectation de 30 millions de dollars, répartis sur trois ans, pour la création d'une commission d'enquête visant à garantir des environnements sains pour les Canadiens, et l'affectation de 30 millions de dollars chaque année pour un comité fédéral-provincial/territorial et un bureau fédéral de l'équité en matière de santé de l'environnement.

La [Coalition du budget vert](#) a également estimé que le gouvernement devrait financer l'installation de stations de rechargement rapide pour les véhicules électriques dans les grands centres urbains, accorder une déduction pour amortissement accéléré pour toutes formes de stockage d'énergie et tenir compte de l'adaptation aux changements climatiques dans toutes les activités d'évaluation et de planification des projets d'infrastructure du plan Chantiers Canada.

Tout en soulignant la faiblesse actuelle des coûts d'emprunt du gouvernement, [Scott Clark](#), de C.S. Clark Consulting et ayant comparu à titre personnel, s'est dit en faveur de la création d'une stratégie nationale d'infrastructure qui serait financée par des emprunts; une telle stratégie pourrait même comprendre des partenariats avec des caisses de retraite. Par ailleurs, afin de favoriser les investissements provinciaux dans les infrastructures, il a préconisé la création d'un organisme de financement fédéral qui prêterait de l'argent aux provinces au taux d'emprunt fédéral.

Dans son [mémoire](#), le Conseil du patronat du Québec a exhorté les gouvernements fédéral et du Québec, ainsi que les intervenants locaux, à conjuguer leurs efforts en vue de trouver des moyens de financement appropriés pour les grands projets d'infrastructure au Québec; selon [lui](#), il conviendrait d'envisager le recours à des partenariats publics-privés.

Faisant mention du rapport de 2013 intitulé *Établir des relations, créer des partenariats*, l'Association canadienne des producteurs pétroliers a souligné dans son [mémoire](#) que le gouvernement doit consulter les collectivités autochtones d'une manière qui cadre avec les recommandations contenues dans ce rapport. À son [avis](#), il doit y avoir une réconciliation entre les collectivités des Premières Nations, l'industrie et tous les ordres de gouvernement au Canada pour régler les revendications territoriales et faire participer les entrepreneurs autochtones à la réalisation de projets d'exploitation des ressources.

[Solidarité rurale du Québec](#) a demandé que, dans les programmes d'aide au développement et à l'emploi pour la formation ou le soutien de l'innovation commerciale, le gouvernement tienne compte de la taille des communautés, de la densité de population, du type de ressources naturelles, de l'éloignement des grands centres et de l'accessibilité des services et de l'infrastructure. L'[organisme](#) a aussi proposé que le gouvernement établisse, dans le cadre d'une éventuelle politique rurale fédérale, un accord avec chacune des municipalités régionales de comté afin de renforcer et de soutenir le développement des milieux ruraux grâce au financement décentralisé; il a souvent été question du pacte rural de la Politique nationale de la ruralité du Québec comme modèle possible.

En outre, [Solidarité rurale du Québec](#) a demandé au gouvernement de soutenir les entreprises locales et le développement communautaire rural en limitant le libre-échange avec les marchés agricoles internationaux, en investissant dans le secteur local de la biomasse forestière et en augmentant l'accès local abordable à Internet haute vitesse.



# CHAPITRE SIX : AMÉLIORER LES RÉGIMES CANADIENS DE TAXATION ET DE RÉGLEMENTATION

---

## A. Contexte

### 1. Impôt sur le revenu des particuliers

Les taux d'imposition marginaux progressifs du revenu des particuliers font partie du régime fiscal canadien depuis la création de l'impôt sur le revenu par la *Loi de l'impôt de guerre sur le revenu de 1917*. L'impôt sur le revenu des particuliers constitue la plus grande source de recettes fiscales fédérales et représentait environ 62 % du total de ces [recettes](#) en 2013-2014. Pour l'année d'imposition 2014, le taux d'imposition des particuliers varie de 15 à 29 %. Ce taux s'applique au revenu imposable, soit le revenu total moins les déductions, les crédits d'impôt non remboursables étant soustraits de l'impôt à payer. Quant aux crédits d'impôt remboursables, accordés même en l'absence de revenu imposable et calculés séparément des crédits d'impôt non remboursables, ils dépendent du revenu familial.

Au Canada, c'est le particulier, plutôt que la famille, qui est imposé. Cela dit, les incitatifs fiscaux peuvent être partagés entre les époux ou conjoints de fait, comme dans le cas des crédits d'impôt personnels, et le revenu familial peut être pris en compte pour établir l'admissibilité à certains programmes gouvernementaux, comme la prestation fiscale canadienne pour enfants.

### 2. Impôt sur le revenu des sociétés

Au Canada, depuis 1916, le revenu annuel net des sociétés est imposable; l'impôt sur le revenu des sociétés est la deuxième source de recettes fiscales fédérales en importance et représentait près de 17 % du total de ces [recettes](#) en 2013-2014. Les sociétés résidant au Canada paient de l'impôt sur leur revenu imposable mondial, tandis que les sociétés étrangères paient de l'impôt sur le revenu imposable gagné au Canada. Pour autant qu'il y ait une attente raisonnable de profit, les sociétés peuvent déduire de leur revenu couru les dépenses engagées pour produire des biens et services. Les dépenses courantes sont déductibles l'année où elles sont effectuées, tandis que l'achat de biens d'équipement est amortissable sur un certain nombre d'années selon les taux prescrits, ou taux de déduction pour amortissement. En outre, les intérêts à payer sur les emprunts contractés pour gagner un revenu d'entreprise sont déductibles, tout comme les pertes d'entreprise.

Le tableau 1 montre les taux d'imposition des sociétés pour les années d'imposition de 2000 à 2014. Le taux d'imposition du revenu général des sociétés s'applique aux entreprises qui n'ont pas droit aux réductions d'impôt consenties aux sociétés d'une certaine taille ou de certains secteurs; il comprend la réduction du taux général pour l'année d'imposition, ce taux étant offert à toutes les sociétés résidant au Canada.

Deux des réductions les plus courantes sont le crédit d'impôt pour bénéficiaires de fabrication et de transformation et la déduction accordée aux petites entreprises.

**Tableau 1 – Taux de l'impôt fédéral sur le revenu des sociétés, Canada, de 2000 à 2014 (%)**

	Taux d'imposition du revenu général des sociétés	Taux d'imposition du revenu des sociétés tiré de la fabrication et de la transformation	Taux d'imposition des sociétés avec la déduction accordée aux petites entreprises	Taux de la surtaxe
<b>2000</b>	28,0	21,0	12,0	1,12
<b>2001</b>	27,0	21,0	12,0	1,12
<b>2002</b>	25,0	21,0	12,0	1,12
<b>2003</b>	23,0	21,0	12,0	1,12
<b>2004 à 2007</b>	21,0	21,0	12,0	1,12
<b>2008</b>	19,5	19,5	11,0	0,00
<b>2009</b>	19,0	19,0	11,0	0,00
<b>2010</b>	18,0	18,0	11,0	0,00
<b>2011</b>	16,5	16,5	11,0	0,00
<b>2012 à 2014</b>	15,0	15,0	11,0	0,00

Source : Tableau préparé à partir des renseignements provenant de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, S.R.C. 1985, ch. 1 (5<sup>e</sup> supplément), plusieurs années.

### 3. Taxe à la consommation et taxe d'accise

Depuis 1991, le gouvernement fédéral impose une taxe sur les produits et services (TPS) sur presque toutes les ventes de produits et de services au Canada et leur importation au pays. La TPS, soit une taxe sur la valeur ajoutée dont le taux actuel est de 5 %, est une taxe sur la consommation finale; les entreprises peuvent demander un remboursement de la taxe sur les intrants pour les achats liés à leurs activités commerciales. Toutefois, la [taxe](#) n'est pas imposée sur des produits et services exonérés et elle est appliquée à un taux de 0 % sur certains produits et services, notamment les produits alimentaires de base et les exportations; ces dernières sont parfois appelées « articles détaxés ». Les détaillants de produits alimentaires de base ne peuvent



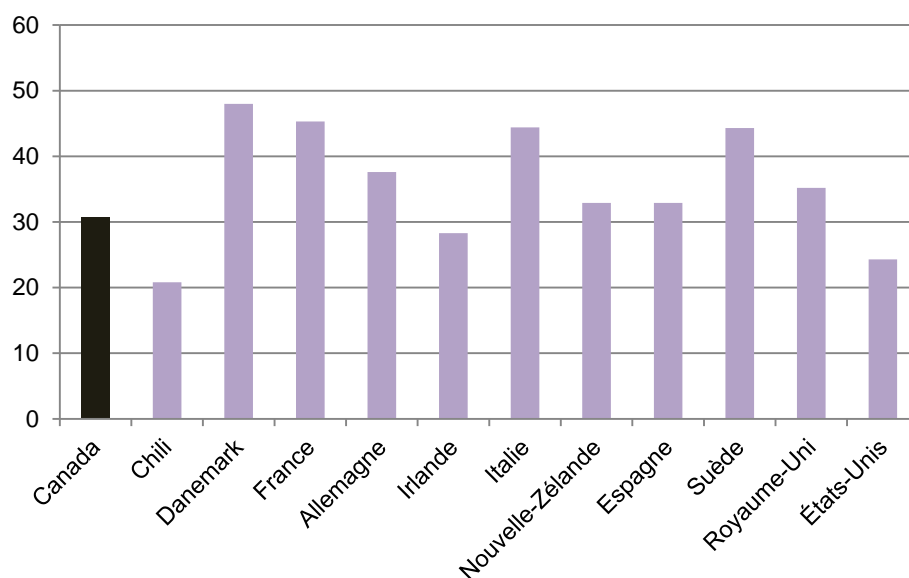
demander le remboursement de la taxe sur les intrants pour les achats liés à la production de ceux-ci, mais les détaillants des exportations le peuvent.

Par ailleurs, le gouvernement fédéral tire des revenus de la taxe d'accise ou de droits appliqués à la vente et à l'importation de produits précis, notamment [l'alcool](#), [le tabac](#), [l'essence et le carburant diesel](#) et d'autres [marchandises](#) et [services](#) particuliers. Les droits de douane peuvent aussi s'appliquer aux [marchandises](#) importées au Canada.

#### 4. Compétitivité fiscale

Certains commentateurs utilisent la compétitivité fiscale – à savoir le fardeau fiscal imposé aux entreprises et aux particuliers résidant dans un pays par rapport au fardeau dans un ou plusieurs autres pays – pour évaluer la mesure dans laquelle les entreprises et les particuliers pourraient trouver qu'un pays précis constitue une destination intéressante pour l'investissement étranger ou pour y vivre, respectivement. La figure 12 montre, pour 2012, l'ensemble des recettes fiscales à l'échelle nationale et infranationale comme pourcentage du produit intérieur brut de certains pays.

**Figure 12 – Ensemble des recettes fiscales en pourcentage du produit intérieur brut, pays choisis, 2012 (%)**



Notes : L'« ensemble des recettes fiscales » comprend les taxes infranationales, les cotisations de sécurité sociale et les charges sociales.

« PIB » signifie produit intérieur brut.

Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant de l'Organisation de coopération et de développement économiques, [Statistiques sur les recettes fiscales](#).

## 5. Observation fiscale

À l'instar d'autres pays, le Canada souhaite avoir un régime fiscal équitable pour les contribuables qui protège l'assiette fiscale. Pour que le régime fiscal atteigne ces objectifs, les contribuables doivent se conformer aux lois fiscales, ce qui donne lieu à un fardeau en matière d'observation de la loi.

Selon les estimations de l'[Agence du revenu du Canada](#), pour 2010-2011, 17,6 % des déductions ou des crédits d'impôt demandés le plus souvent par des particuliers ont été refusés à la suite de l'examen de l'admissibilité à la déduction ou au crédit, ou de leur montant. Quant à la vérification des petites et moyennes entreprises, pour 2007-2008, l'[Agence](#) a redressé les déclarations de revenus de 27,5 % de ces entreprises, pour atteindre une moyenne de 6 000 \$ en redressement.

En général, les pays utilisent un régime fiscal territorial pour les filiales étrangères des entreprises nationales; ce régime permet de reporter l'imposition nationale des revenus obtenus par une filiale étrangère jusqu'à ce que ces revenus soient rapatriés sous forme de dividendes versés à un contribuable particulier. Les gouvernements sont préoccupés par la fiscalité internationale des multinationales, car elles tentent parfois de profiter de lois fiscales favorables dans certains pays dans le but de réduire leurs obligations fiscales générales. En septembre 2014, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les pays membres du groupe des vingt ont publié des recommandations en vue de traiter l'[érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices](#) des entreprises multinationales.

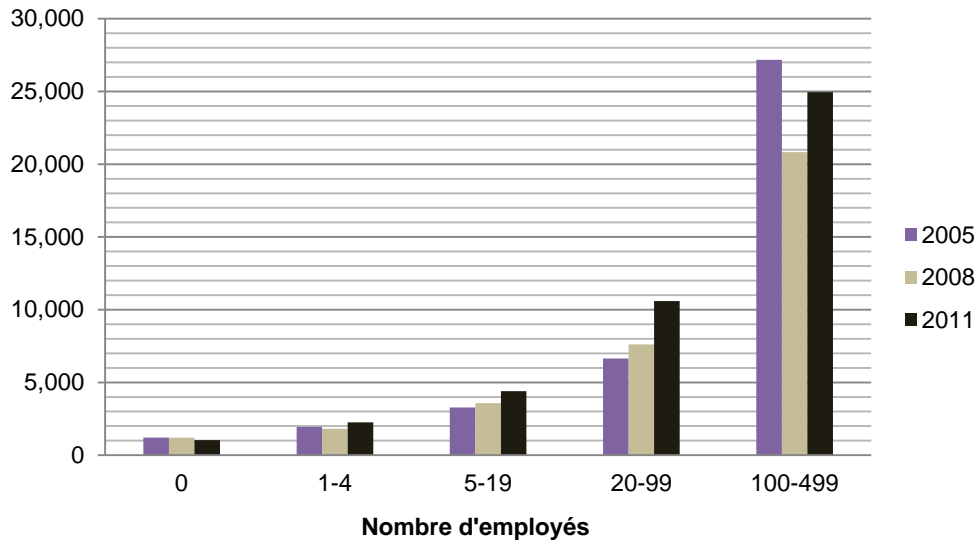
## 6. Coûts de la réglementation pour les entreprises

Les règlements, principal instrument utilisé par les gouvernements pour atteindre les objectifs stratégiques, contiennent des principes, des règles ou des conditions régissant le comportement des particuliers et des entreprises. Selon la méthode des coûts standards utilisée à l'OCDE, les entreprises engagent deux types de coûts attribuables à la réglementation : les coûts financiers et les coûts de mise en conformité.

Au Canada, la [Directive du Cabinet sur la gestion de la réglementation](#) offre le principal cadre de travail pour l'élaboration de la réglementation fédérale. Conformément à cette directive, lorsque de nouveaux règlements sont mis en œuvre, les ministères et les organismes doivent maintenir le nombre net de règlements et un fardeau administratif net sur les entreprises, une pratique connue sous le nom de « règle du un-pour-un ». En outre, les ministères et les organismes doivent tenir compte des répercussions des règlements sur les petites entreprises dès leur élaboration.

La figure 13 montre le coût annuel moyen de conformité à la réglementation pour les entreprises canadiennes de diverses tailles en 2005, en 2008 et en 2011.

**Figure 13 – Coût annuel moyen de la conformité à la réglementation des entreprises du Canada, selon le nombre d'employés, 2005, 2008 et 2011 (dollars constants de 2011)**



Note : Le coût de la conformité à la réglementation comprend les frais administratifs liés aux versements des retenus à la source pour les cotisations à l'assurance-emploi et au Régime de pensions du Canada; les relevés d'emploi du gouvernement du Canada; les feuillets T4 et les relevés pour l'impôt sur le revenu d'emploi; les demandes d'indemnisation pour accidents du travail et les remises au titre de l'indemnisation pour accidents du travail; les déclarations d'impôts sur le revenu et de taxes de vente fédérales et provinciales; l'enregistrement de société; les enquêtes de Statistique Canada; les licences et permis d'exploitation municipaux et provinciaux et autres exigences réglementaires.

Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant du gouvernement du Canada, [Rapport sur le coût de la mise en conformité des PME à la réglementation](#), septembre 2013.

## **B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation »**

Les témoins que le Comité a invités à comparaître pour discuter de la question de l'amélioration des régimes canadiens de taxation et de réglementation ont exprimé leur point de vue sur divers sujets. En ce qui a trait au régime d'imposition, ils se sont exprimés sur les recettes fiscales, la simplification, la réforme et l'observation du régime fiscal, la fiscalité internationale et le traitement fiscal accordé à certaines personnes physiques et morales. En ce qui concerne le régime de réglementation, ils ont fait valoir leur point de vue sur les frais pour les transactions par carte de crédit, les titres, les organismes de bienfaisance et les services financiers fournis par le gouvernement fédéral.

## 1. Régime d'imposition

### a. Recettes fiscales

En ce qui concerne les méthodes permettant d'accroître les recettes fiscales, le [Centre canadien de politiques alternatives](#) a demandé d'agrandir l'assiette fiscale en appliquant la taxe sur les produits et services aux activités et services du secteur financier, en imposant un plafond cumulatif des cotisations dans les abris fiscaux, comme le compte d'épargne libre d'impôt, en instaurant une taxe successorale, en éliminant la déduction pour les options d'achat d'actions et les gains en capital, en assurant une meilleure observation du régime fiscal et en facilitant la détection de la fraude fiscale et les poursuites.

Dans le même ordre d'idées, les [Canadiens pour une fiscalité équitable](#) ont appuyé les mesures visant à accroître les recettes fiscales et ont proposé d'éliminer les échappatoires fiscales qui profitent de façon disproportionnée aux particuliers fortunés et qui augmentent l'inégalité du revenu; il a été plus particulièrement question de la déduction pour options d'achat d'actions accordée aux employés. L'[organisme](#) a demandé également que les incitatifs fiscaux antérieurs soient évalués pour en connaître l'efficacité, et qu'une évaluation soit réalisée avant l'instauration de nouvelles mesures.

### b. Simplification, réforme et observation du régime fiscal

Sur la question de l'augmentation du nombre de dispositions fiscales depuis 1987, et du bureau permanent et indépendant de simplification fiscale du Royaume-Uni, [Arthur Cockfield](#), de l'Université Queen's et ayant comparu à titre personnel, a préconisé la création d'un groupe d'experts indépendants chargé de fournir des conseils sur les moyens, à court et à long terme, de simplifier le régime fiscal canadien. Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont proposé sensiblement la même chose.

[M. Cockfield](#) a aussi parlé du niveau d'imposition, affirmant que l'assiette fiscale devrait être élargie et que le nombre d'abris fiscaux et d'échappatoires devrait être réduit; les taux d'imposition pouvant sans doute être réduits en même temps. [Mike Moffat](#), de l'Université Western et ayant comparu à titre personnel, a proposé de réduire les taux d'imposition, principalement dans le cas de la tranche de revenu la plus basse, au lieu d'offrir de nombreux incitatifs fiscaux aux personnes à faible revenu.

Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont parlé de ce qui est communément appelé la Commission Carter qui, dans les années 1960, a examiné en détail la *Loi de l'impôt sur le revenu* et ont donné à entendre que, en raison de la plus grande mobilité du capital, il faudrait examiner le régime fiscal dans son ensemble pour savoir si nous avons un bon équilibre entre les taxes à la consommation, l'impôt des sociétés et l'impôt des particuliers.

Dans son témoignage sur les tarifs et le lourd fardeau administratif imposé aux sociétés – surtout les petites et moyennes entreprises – pour obtenir le taux de la nation la

plus favorisée, [M. Moffat](#) a proposé de fixer ce taux à zéro pour les numéros tarifaires ayant des taux effectifs très bas.

En ce qui concerne le fardeau administratif imposé aux non-résidents qui fournissent des services aux sociétés canadiennes, le [Tax Executives Institute, inc.](#) a fait observer que la *Loi de l'impôt sur le revenu* exige des non-résidents qu'ils paient la retenue d'impôt à moins de présenter un formulaire à l'Agence du revenu du Canada. L'[organisme](#) a demandé la création d'un système d'autocertification pour les non-résidents lorsqu'il existe des conventions fiscales réduisant à zéro la retenue d'impôt.

En outre, le [Tax Executives Institute, inc.](#) a estimé que la transmission électronique des formulaires s'avère un moyen important de réduire les coûts d'observation des entreprises et a proposé que les contribuables puissent remplir les formulaires T-106 et T-1134 par voie électronique. Les [Comptables professionnels agréés du Canada](#) ont demandé que les données financières des entreprises soient normalisées en vue de leur transmission électronique, ce qui réduirait les coûts d'observation.

Au sujet des différends entre les contribuables et l'Agence du revenu du Canada, le [Tax Executives Institute, inc.](#) a fait valoir que cela peut entraîner des délais et des incertitudes et a demandé que l'Agence puisse régler ces différends en se fondant sur l'évaluation de la probabilité que le ministre du Revenu national soit débouté devant les tribunaux.

### **c. Fiscalité internationale**

[M. Cockfield](#), qui a affirmé que beaucoup de recettes fiscales se trouvent à l'étranger, a demandé au gouvernement d'investir pour débusquer les fraudeurs fiscaux. De manière semblable, les [Canadiens pour une fiscalité équitable](#) ont invité le gouvernement à prendre des mesures pour que les contribuables aient de moins en moins recours aux paradis fiscaux, notamment une plus grande divulgation des investissements étrangers.

[Brigitte Alepin](#), de Agora Fiscalité et ayant comparu à titre personnel, a fait observer que les taux d'imposition des sociétés sont de plus en plus bas dans certains pays; [elle](#) a demandé la tenue d'une conférence pour permettre au Canada de discuter avec d'autres pays et d'harmoniser éventuellement les taux d'imposition des pays. L'[Association des banquiers canadiens](#) a appuyé l'idée d'un taux d'imposition des sociétés concurrentiel à l'échelle internationale.

Le [Tax Executive Institute, inc.](#) a attiré l'attention sur les recommandations de l'Organisation de coopération et de développement économiques quant à l'érosion de la base d'imposition et au transfert des bénéfices et a instamment prié le gouvernement de ne mettre en œuvre ces recommandations qu'après en avoir évalué les conséquences possibles sur l'économie canadienne. La firme [Deloitte](#) a proposé d'apporter de tels changements seulement si les partenaires commerciaux du Canada mettent en œuvre des mesures semblables et a préconisé des dispositions ciblées, plutôt que générales.

Enfin, les [Canadiens pour une équité fiscale](#) ont exhorté le gouvernement à mettre en œuvre ces recommandations.

#### **d. Traitement fiscal accordé à certaines personnes physiques et morales**

En ce qui concerne l'augmentation des prêts par les caisses de crédit, et leur capacité d'obtenir des capitaux de croissance par rapport aux sociétés cotées en bourse, la [Centrale des caisses de crédit du Canada](#) a souhaité la création d'un crédit d'impôt de 5 % pour la croissance du capital; selon elle, sans une telle mesure, les caisses de crédit payeront un taux d'imposition effectif supérieur à celui des banques en 2017.

L'[Institut des fonds d'investissement du Canada](#) a signalé que le traitement fiscal et réglementaire des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs et des régimes de pension agréés collectifs diffèrent; [il](#) a demandé qu'ils jouissent du même traitement en ce qui concerne les mesures de charges sociales, l'autoadhésion et le blocage des cotisations de l'employeur.

Pour que les fonds communs de placement jouissent du même traitement que les autres fonds, l'[Institut des fonds d'investissement du Canada](#) a proposé que la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée leur soient appliquées de manière plus équitable. [Il](#) a également proposé que les revenus d'intérêts et les revenus de source étrangère soient admissibles à la réduction du taux général de 13 % accordée aux sociétés.

L'[Association des gestionnaires de portefeuille du Canada](#) a indiqué que les taxes à la consommation ne devraient pas s'appliquer à l'épargne-retraite et a dit souhaiter que les services de gestion de placement en soient exemptés ou, si cela n'est pas possible, que les gouvernements fédéral et provinciaux s'entendent pour supprimer ou atténuer les disparités provinciales touchant la part provinciale de la taxe de vente harmonisée.

Afin de permettre aux contribuables d'épargner en vue d'une retraite plus longue, l'[Institut des fonds d'investissement du Canada](#) a préconisé la diminution du montant du retrait minimal obligatoire sur les fonds enregistrés de revenu de retraite ou la hausse de l'âge auquel doit avoir lieu le premier retrait obligatoire. Dans le même ordre d'idées, le [Conference for Advanced Life Underwriting](#) a demandé lui aussi de hausser cet âge et [il](#) a proposé diverses façons de calculer le montant du retrait obligatoire.

Dans son témoignage sur les sommes importantes qui, au lieu de servir à des fins caritatives, sont détenues par des fondations privées, [M<sup>me</sup> Alepin](#) a préconisé l'augmentation du taux annuel de débours de ces fondations pour le faire passer de 3,5 à 8 %.

En ce qui concerne les règles applicables aux placements dans des régimes d'épargne fiscalement avantageux, l'[Association des gestionnaires de portefeuille du Canada](#) a proposé d'élargir la liste des bourses de valeurs désignées dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour que les bourses coréennes, russes et brésiliennes y figurent.

## **e. Incitatifs fiscaux pour les particuliers et les familles**

Dans leurs témoignages sur les allégements fiscaux, [Frances Woolley](#), de l'Université Carleton et ayant comparu à titre personnel, et le [Centre canadien de politiques alternatives](#) ont demandé instamment au gouvernement de ne pas réduire les impôts.

L'[Institut des fonds d'investissement du Canada](#) a fait valoir son point de vue sur les incitatifs fiscaux pour l'épargne-retraite et a proposé de hausser à 10 000 \$ la cotisation maximale annuelle à un compte d'épargne libre d'impôt après l'atteinte de l'équilibre budgétaire.

Pour permettre aux particuliers d'investir davantage dans les petites entreprises, l'[Association canadienne du commerce des valeurs mobilières](#) a proposé de reporter l'impôt sur les gains en capital pour ceux qui vendent des actions de petites entreprises et en achètent d'autres dans les six mois.

[Jennifer Robson](#), de l'Université Carleton et ayant comparu à titre personnel, a constaté qu'à l'heure actuelle les incitatifs fiscaux pour l'épargne personnelle favorisent les plus riches et a plaidé pour une aide fiscale plus grande pour les ménages dont les moyens sont modestes ou faibles.

Le [Conference for Advanced Life Underwriting](#) a prié le gouvernement de sensibiliser les Canadiens à leurs obligations financières en matière de services de soins de longue durée et de faire en sorte que les règles fiscales incitent un plus grand nombre de Canadiens à souscrire une assurance de soins de longue durée. L'[organisme](#) a proposé, plus particulièrement, de souscrire une telle assurance grâce à un retrait libre d'impôt d'un régime enregistré d'épargne-retraite.

[Imagine Canada](#) a demandé la création d'un « crédit d'impôt allongé », c'est-à-dire accorder un meilleur crédit d'impôt pour don de bienfaisance aux personnes qui, pour une année d'imposition, font des dons d'une valeur supérieure à ceux de l'année précédente.

Selon [M. Moffat](#), le fardeau administratif lié aux dépenses fiscales est lourd et de nombreuses dépenses fiscales personnelles pourraient être supprimées et remplacées par une réduction des taux d'imposition, une meilleure Prestation universelle pour la garde d'enfants et/ou un remboursement plus avantageux de la taxe sur les produits et services et de la taxe de vente harmonisée.

Sur la question du remboursement de la taxe sur les produits et services et de la taxe de vente harmonisée, [M. Cockfield](#) a fait observer que les personnes à faible revenu qui ne produisent pas de déclaration de revenus ne reçoivent pas de remboursement; [il](#) a préconisé la création d'un programme semblable au programme américain d'assistance fiscale bénévole.

[M<sup>me</sup> Robson](#) a souligné que les allégements fiscaux peuvent prendre diverses formes et a lancé un appel pour que les Canadiens soient consultés et qu'ils s'entendent avant de modifier fondamentalement la façon de calculer les obligations fiscales des



personnes avec famille, et pour qu'une analyse du fardeau administratif et de mise en œuvre soit effectuée.

[M<sup>me</sup> Woolley](#) a constaté que le fractionnement du revenu familial hausse le taux d'imposition marginal du conjoint ayant le revenu le plus faible et a proposé plutôt la création d'un programme pour les familles avec enfants qui combinerait la prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants.

L'[Institut du mariage et de la famille Canada](#) a appuyé l'idée du fractionnement du revenu familial puisqu'il s'agit d'une mesure qui, à son avis, permettrait l'équité horizontale dans les familles.

## **2. Régime de réglementation de certains secteurs**

### **a. Frais pour les transactions par carte de crédit**

[Imagine Canada](#), qui a souligné que les frais élevés pour les transactions par carte de crédit ont une incidence sur le montant des dons versés aux organismes de bienfaisance, a invité le secteur de la bienfaisance à négocier une entente volontaire visant à régir les frais de transactions.

[Restaurants Canada](#) a attiré l'attention sur l'existence de frais élevés pour les transactions par carte de crédit et de l'application de ces frais sur la partie de la taxe de vente sur l'addition. L'[organisme](#) a proposé de fixer un plafond réglementaire pour les frais d'interchange, assorti de règles empêchant l'imposition d'autres frais aux commerçants pour compenser la perte de revenus et interdisant aux sociétés émettrices de cartes de crédit de recevoir des frais pour la perception, par les entreprises, de la taxe sur les produits et services et de la taxe de vente harmonisée.

### **b. Titres**

Sur la question de la réglementation canadienne en matière de valeurs mobilières, l'[Association des gestionnaires de portefeuille du Canada](#) a attiré l'attention sur le régime coopératif en matière de réglementation des marchés de capitaux; [elle](#) a invité le gouvernement à poursuivre son travail pour que tous les organismes provinciaux de réglementation des valeurs mobilières participent à ce régime. Dans le même ordre d'idées, l'[Association des banquiers canadiens](#) a appuyé les efforts du gouvernement visant à harmoniser la réglementation en la matière au Canada.

### **c. Organismes de bienfaisance**

Selon [Gareth Kirkby](#), ayant comparu à titre personnel, l'Agence du revenu du Canada vérifie des organismes de bienfaisance dont les préférences en matière de politiques publiques diffèrent de celles du gouvernement. [Il](#) a demandé l'abolition du programme de vérification des activités politiques de l'Agence, préconisé l'adoption de définitions claires dans le *Règlement de l'impôt sur le revenu* pour ce qui est des



organismes de bienfaisance et proposé que l'Agence leur communique les critères qu'elle utilise pour évaluer leurs activités.

#### **d. Services financiers fournis par le gouvernement fédéral**

[Imagine Canada](#) a fait observer que les organismes de bienfaisance se heurtent à des restrictions réglementaires et administratives qui limitent leur accès aux services fédéraux de développement d'entreprises fournis aux entreprises du secteur privé; l'[organisme](#) a demandé la suppression de ces restrictions.

### **C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres qu'« Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation »**

Les témoins ont été invités à s'exprimer sur un sujet en particulier. Lors de leur comparution, ils ont souvent abordé l'un des cinq autres thèmes retenus par le Comité, comme il est indiqué ci-après.

#### **1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique »**

Le [Conseil canadien des chefs d'entreprise](#), le [Conference Board of Canada](#) et la [Fédération canadienne des contribuables](#) ont demandé un examen exhaustif du régime fiscal afin de le simplifier et de soutenir la croissance économique.

Pour accroître le financement de nouvelles entreprises, l'[Institut Fraser](#) a proposé d'éliminer l'impôt sur les gains en capital ou, dans certains cas, de le reporter. La [Fédération canadienne des contribuables](#) a appuyé l'idée d'un mécanisme qui permettrait l'étalement des gains en capital sur un certain nombre d'années afin d'éviter l'imposition du plein montant des gains au moment de la ventes des actifs.

La [Fédération canadienne des contribuables](#) a proposé de réduire les taux d'imposition du revenu des particuliers et le nombre de tranches de revenu. La [Fédération canadienne des contribuables](#) et le [Frontier Centre for Public Policy](#) ont déconseillé la création de « crédits d'impôt ultraciblés ». L'[Institut Fraser](#) a proposé la création d'un plan à moyen terme visant à accroître le caractère concurrentiel de l'impôt sur le revenu des particuliers, par rapport à d'autres pays.

Le [mémoire](#) du Syndicat canadien de la fonction publique a fait état d'une série de mesures permettant d'augmenter les recettes fédérales. Plus particulièrement, le [mémoire](#) a proposé d'établir le taux fédéral d'imposition des sociétés à 22 % et d'éliminer certaines mesures fiscales, notamment la déduction pour achat d'actions, la déduction pour gain en capital, la déduction pour repas et frais de représentation et les déductions qui favorisent les secteurs pétroliers et gaziers et l'industrie minière. Le [mémoire](#) a aussi préconisé l'application plus rigoureuse des lois pour lutter contre la fraude fiscale et le recours aux paradis fiscaux, l'adoption d'un taux d'imposition du revenu des particuliers de 35 % sur les revenus de plus de 250 000 \$, l'augmentation du taux d'imposition du secteur des

banques et des finances et l'introduction d'un impôt sur les successions de plus de 5 millions de dollars.

Selon la [Fédération canadienne des contribuables](#), si le gouvernement décide d'accorder des réductions d'impôt aux familles, il pourrait envisager d'offrir une déduction pour frais de garde de 10 000 \$ aux parents qui restent à la maison. Le parent qui travaille paierait celui qui reste à la maison et ce dernier pourrait demander la déduction.

## **2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation »**

Afin d'augmenter le montant maximal de la Prestation nationale pour enfant, [YWCA Canada](#) a estimé qu'il faudrait allouer à cette prestation les dépenses fiscales relatives aux crédits d'impôt aux familles, comme la Prestation universelle pour la garde d'enfants et le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants.

## **3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation »**

Les [Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada](#) ont demandé la mise en œuvre immédiate des dispositions relatives à la propriété intellectuelle de l'accord économique et commercial global que le Canada a conclu avec l'Union européenne et ont signalé que toute autre mesure visant les doubles litiges devrait faire l'objet de consultations sur les politiques auprès des parties concernées. L'[organisme](#) a aussi demandé que la disposition du projet de loi C-17, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues, qui abaisse le seuil de divulgation des renseignements commerciaux par Santé Canada, soit amendée.

L'[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#) a fait observer que la déduction pour amortissement accéléré doit être concurrentielle par rapport aux incitatifs comparables offerts par d'autres pays. Dans le même ordre d'idées, sur la question de la différence des taux de déduction pour amortissement accéléré entre le Canada et les États-Unis, les [Manufacturiers et exportateurs du Canada](#) ont proposé de rendre permanent le taux d'amortissement de 50 % des machines et du matériel de fabrication et de transformation.

La [Confédération des syndicats nationaux](#) a demandé au gouvernement de revenir sur sa décision d'éliminer graduellement le crédit d'impôt relatif à une société à capital de risque de travailleurs.

Au sujet de l'aide financière pour les entreprises de tous les secteurs, la [Société de promotion économique de Rimouski](#) a suggéré que le processus de demande d'aide financière soit amélioré pour que les entreprises et les institutions puissent trouver plus facilement les sources de financement et en demander le renouvellement.

Dans leur [mémoire](#), les Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada ont proposé que Santé Canada adopte un régime législatif et réglementaire moderne et complet pour l'évaluation, l'approbation et le contrôle des produits pharmaceutiques au Canada et que la réglementation fédérale soit harmonisée aux pratiques internationales exemplaires.

#### **4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures »**

Comme moyen de favoriser l'accroissement des capitaux, l'[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes](#) a proposé d'éliminer l'impôt sur le capital pour les institutions financières.

L'[Association canadienne de l'électricité](#) s'est dite en faveur d'une plus grande harmonisation de la réglementation avec les États-Unis, ce qui permettrait une meilleure intégration du réseau électrique en Amérique du Nord.

#### **5. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens »**

La [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#) a suggéré que le gouvernement abaisse le crédit pour l'emploi visant les petites entreprises, qui passerait à 9 % en 2015 et que, à l'appui de la règle du « un pour un », il dévoile un bilan de base détaillé des obligations réglementaires. Dans son [mémoire](#), le Conseil du patronat du Québec a indiqué que la règle du « un pour un » devrait s'appliquer à tout nouveau règlement fédéral en matière de transport, de télécommunications ou de services financiers.

Dans son [mémoire](#), la Chambre de commerce du Canada a préconisé un examen complet des régimes de taxation et de réglementation au Canada afin d'uniformiser davantage les régimes et d'en augmenter l'efficacité. Dans son [mémoire](#), elle a demandé l'élimination des crédits d'impôt qui ne sont guère rentables ou qui n'atteignent pas l'objectif prévu et d'utiliser les gains qui en découlent pour abaisser les taux d'imposition des particuliers et des sociétés.

La Chambre de commerce du Canada a également demandé dans son [mémoire](#) que le gouvernement fédéral facilite la conclusion d'un accord sur le commerce intérieur complet qui permettrait la vente de biens et de services entre les provinces/territoires malgré des différences dans les règlements et les normes. Pour réduire les frais administratifs, [elle](#) a exhorté le gouvernement fédéral à travailler avec les provinces et les territoires à l'élaboration d'un cadre réglementaire commun pour les échanges commerciaux entre les provinces/territoires, un cadre qui serait assorti d'un mécanisme de règlement des conflits accessible et abordable.

La [Coalition du budget vert](#) a demandé au gouvernement de reconduire le Programme sur la qualité de l'air au-delà de 2016 et d'augmenter le financement annuel de sa composante adaptation pour qu'il s'établisse à non moins de 45 millions de dollars.

Le [Conseil canadien du commerce de détail](#) et le Conseil du patronat du Québec, dans son [mémoire](#), ont proposé que le gouvernement maintienne un régime tarifaire compétitif au niveau international et, avant de mettre en application tout nouvel accord de commerce international, qu'il fournisse de la formation et de l'information aux entreprises quant aux avantages possibles de ces accords. En particulier, le [Conseil canadien du commerce de détail](#) a proposé l'élimination des droits de douane appliqués sur une série de biens essentiels et de vêtements importés au Canada; ce changement prendrait effet en janvier 2015, date à laquelle le bénéfice du Tarif de préférence général sera retiré de tous les biens provenant de 72 pays compétitifs ayant des revenus élevés, dont la Chine et l'Inde. [Il](#) a aussi exhorté le gouvernement à respecter l'engagement qu'il a pris de réduire les frais de transaction par carte de crédit que doivent payer les commerçants.

Le [Conseil du patronat du Québec](#) a demandé au gouvernement de revoir ses politiques relatives au commerce international qui se fait en ligne et d'en évaluer les répercussions sur la compétitivité des entreprises canadiennes de même que sur les revenus fiscaux du gouvernement fédéral.

Comme de plus en plus de produits culturels sont diffusés dans Internet et ne sont pas assujettis aux mesures réglementaires visant le contenu canadien, la [Coalition canadienne des arts](#) a demandé au Parlement d'examiner des modèles de revenus pour disposer d'une stratégie culturelle numérique canadienne.

Afin d'harmoniser le traitement fiscal des installations dans le secteur manufacturier et avec les pays concurrents, l'[Association canadienne du gaz](#) et l'Association canadienne des producteurs pétroliers, dans son [mémoire](#), ont proposé d'instaurer un taux de déduction pour amortissement accéléré au titre des installations de gaz naturel liquéfié.

Dans son [mémoire](#), l'Association canadienne du gaz a proposé une subvention ou un incitatif fiscal pour le gaz naturel comme carburant de transport de rechange, par exemple en maintenant l'exonération du gaz naturel liquéfié et du gaz naturel comprimé de la taxe d'accise fédérale sur le carburant.

# CHAPITRE SEPT : OPTIMISER LE NOMBRE ET LE TYPE D'EMPLOIS POUR LES CANADIENS

---

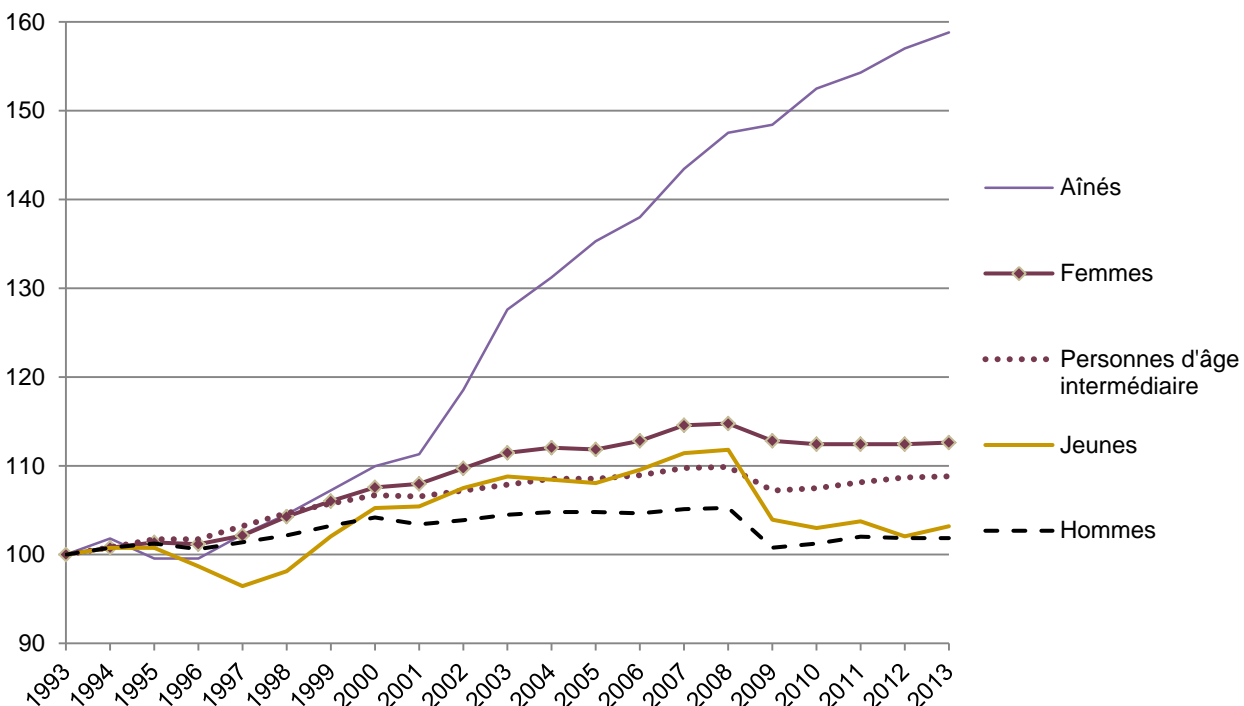
## A. Contexte

### 1. Emploi

En 2013, 17,7 millions de personnes, soit environ 15 millions d'employés et environ 2,7 millions de travailleurs autonomes, travaillaient au Canada, soit une augmentation de 1,3 % (223 500 personnes) par rapport à 2012. Cette augmentation s'inscrit dans la tendance à la hausse des niveaux d'emploi au Canada, qui a commencé à la fin de la dernière récession mondiale.

Comme le montre la figure 14, le taux d'emploi du Canada, soit le nombre de personnes occupées exprimé en pourcentage du nombre de personnes faisant partie de la population en âge de travailler, est généralement en progression depuis deux décennies, mais le taux d'emploi en 2013 (61,8 %) a été inférieur au sommet atteint en 2008 (63,5 %). Par sexe, la hausse du taux d'emploi au cours des 20 dernières années est attribuable au fait qu'un plus grand nombre de femmes se sont insérées dans le marché du travail.

**Figure 14 – Taux d'emploi, par sexe et par groupe d'âge, Canada, 1993-2013  
(indice : 1993=100)**



Notes : Le « taux d'emploi » correspond au nombre de personnes occupées, exprimé en pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus. Le taux est indexé à 100 pour l'année 1993.

« Jeunes » : personnes âgées de 15 à 24 ans; « Personnes d'âge intermédiaire » : personnes âgées de 25 à 54 ans; « Aînés » : personnes âgées de 55 ans ou plus.

Source : Figure préparée à partir de renseignements provenant de Statistique Canada, tableau [282-0002](#), « Enquête sur la population active (EPS), estimations selon le sexe et le groupe d'âge détaillé – annuel » CANSIM (base de données), consultée le 10 novembre 2014.

En ce qui concerne les groupes d'âge, le nombre de travailleurs âgés (55 ans et plus) a presque triplé au cours des 20 dernières années, passant de 1,2 million en 1993 à 3,4 millions en 2013; leur taux d'emploi a progressé, passant de 22,1 % à 35,1 %. Par rapport aux travailleurs âgés, le taux d'emploi des travailleurs d'âge intermédiaire (25 à 54 ans) a augmenté dans une moindre mesure : il est passé de 74,9 % en 1993 à 81,5 % en 2013, tandis que le taux d'emploi des jeunes (15 à 24 ans) est demeuré relativement stable pendant la même période : il s'est établi à 53,4 % en 1993 et à 55,1 % en 2013. De 2008 à 2013, le taux d'emploi des jeunes a diminué, passant de 59,7 % en 2008 à 55,1 % en 2013; le taux d'emploi des travailleurs d'âge intermédiaire a oscillé autour de 82,0 % pendant la période, tandis que le taux d'emploi des travailleurs âgés est passé de 32,6 % à 35,1 %.

Les deux millions d'employés en régime de travail temporaire en 2013 – emploi saisonnier (21,3 %), emploi d'une durée déterminée ou contrat (53,4 %), emploi

occasionnel ou autres emplois (25,2 %) – représentaient environ 13,4 % des 15 millions d'employés cette année-là. Le nombre d'employés permanents exprimé en pourcentage de l'ensemble des employés a diminué, passant de 88,7 % en 1997 à 86,6 % en 2013, et le nombre d'employés temporaires exprimé en pourcentage de l'ensemble des employés s'est accru, passant de 11,3 % à 13,4 %; dans ce cas-ci, plus de la moitié de l'augmentation s'est produite après le début de la récession de l'automne 2008.

Le gouvernement fédéral fournit des fonds directs pour l'emploi au moyen de la [Stratégie emploi jeunesse](#), laquelle aide les jeunes, en particulier ceux qui se heurtent à des obstacles à l'emploi, à s'insérer dans le marché du travail. Cette stratégie comprend plusieurs volets : [Connexion compétences](#), [Objectif carrière](#), [Emplois d'été Canada](#) et [Programme fédéral d'expérience de travail étudiant](#). Les fonds d'exploitation d'Emploi et Développement social Canada appuient divers services d'emploi nationaux qui ont pour but d'aider les Canadiens à trouver un emploi convenable : il s'agit du [Guichet emplois](#), de [l'Information sur le marché du travail](#), de la présentation d'emploi assistée et des services de placement.

Le gouvernement fédéral appuie aussi des programmes visant à accroître l'emploi des personnes handicapées, notamment par l'entremise du [Fonds d'intégration pour les personnes handicapées](#), du [Fonds pour l'accessibilité](#) et du [Programme d'aide aux entrepreneurs ayant une incapacité](#).

Enfin, il y a les mesures fiscales fédérales qui s'appliquent aux particuliers et qui facilitent l'emploi : [déduction pour frais de garde d'enfants](#), [Prestation universelle pour la garde d'enfants](#), [déduction pour frais de déménagement](#) et [Prestation fiscale pour le revenu de travail](#). Les mesures fiscales pertinentes qui s'appliquent aux entreprises sont : le [crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis](#), le [crédit pour l'embauche visant les petites entreprises](#) et le [crédit pour l'emploi visant les petites entreprises](#).

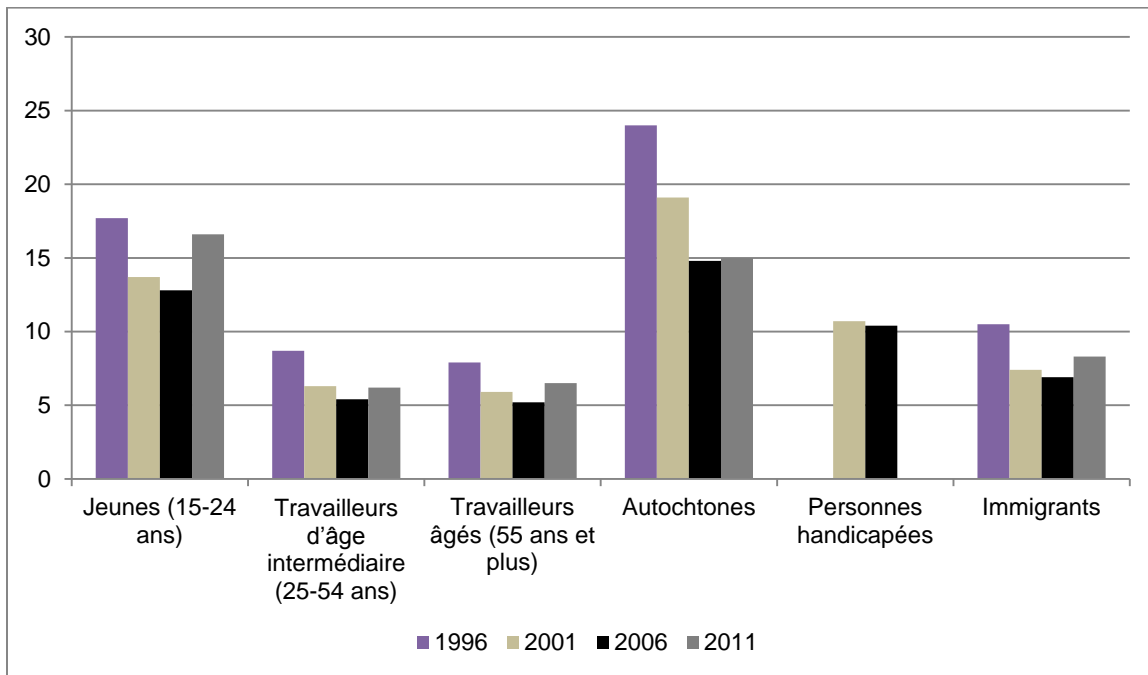
## **2. Chômage**

En 2013, plus de 1,3 million de personnes au Canada ont été en chômage, soit 20,8 % de moins qu'en 2008. Toujours en 2013, le taux de chômage du Canada (7,1 %) a été supérieur au taux enregistré en 2008 (6,1 %). Le taux de chômage des jeunes (13,7 %) a été supérieur à celui des travailleurs intermédiaires et des travailleurs âgés, qui ont été respectivement de 5,9 % et de 6,0 %. De 2008 à 2013, la progression de 2,1 points de pourcentage du taux de chômage chez les jeunes a été supérieure à la hausse du taux de chômage des travailleurs intermédiaires et des travailleurs âgés, qui a été respectivement de 0,8 et de 1,0 point de pourcentage.

La figure 15 montre le taux de chômage, c'est-à-dire le nombre de chômeurs exprimé en pourcentage du nombre de personnes faisant partie de la population active, chez les jeunes, les travailleurs d'âge intermédiaire, les travailleurs âgés, les Autochtones, les personnes handicapées et les immigrants pour certaines années depuis 1996.



**Figure 15 – Taux de chômage, par groupe de population, Canada, 1996, 2001, 2006 et 2011 (%)**



Note : Les taux de chômage des personnes handicapées ne sont disponibles que pour les années 2001 et 2006 et concernent les personnes âgées de 15 à 64 ans.

Sources : Tableau préparé à partir de renseignements provenant de Statistique Canada, [Recensement du Canada de 2001](#), [Recensement de la population de 2006](#), [Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : tableaux de données](#), [Enquête sur la participation et les limitations d'activités 2001 : Éducation, emploi et revenu des adultes handicapés et non handicapés – Tableaux](#), n° 89-587-XIF au catalogue, et [Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 : L'expérience de travail des personnes avec incapacité au Canada](#), n° 89-628-X au catalogue, n° 7.

Au Canada, la durée moyenne du chômage est passée de 14,8 semaines en 2008 à 21,1 semaines en 2013. En 2013, 75,5 % des chômeurs ont été sans emploi pendant 26 semaines ou moins, tandis que 33,1 % l'ont été pendant 4 semaines ou moins; 20,2 % l'ont été pendant 27 semaines ou plus et 4,3 % pendant une période inconnue. Le pourcentage de chômeurs qui ont été sans emploi pendant au moins un an a plus que doublé de 2008 à 2013, passant de 6,7 % (74 800 personnes) en 2008 à 12,2 % (164 600 personnes) en 2013.

Le programme d'[assurance-emploi](#) est financé par les cotisations des employés, des employeurs et des travailleurs autonomes. Selon la partie I du programme, le gouvernement fédéral utilise les fonds de l'assurance-emploi pour verser deux types de prestations de revenu aux cotisants temporairement sans emploi et qui satisfont à certains critères : les [prestations régulières](#), versées en cas de perte d'emploi, et les [prestations spéciales](#), versées notamment en cas de maladie, lors de la naissance d'un enfant et pour prendre soin d'un membre de la famille. Selon le [Rapport de contrôle et d'évaluation de](#)



[2013](#), 62,9 % des cotisants ont reçu des prestations régulières en 2012, soit à peu près la même proportion qu'en 2003 (62,7 %), mais moins qu'un 2010 (71,7 %). Le tableau 2 présente diverses mesures de l'admissibilité et de l'accessibilité à l'assurance-emploi pour les exercices 2006–2007 à 2012–2013.

**Tableau 2 – Mesures de l'admissibilité et de l'accessibilité à l'assurance-emploi**

	2006– 2007	2007– 2008	2008– 2009	2009– 2010	2010– 2011	2011– 2012	2012– 2013
Ratio de bénéficiaires de prestations régulières par rapport au nombre de cotisants	67,5 %	63,2 %	62,2 %	69,7 %	71,7 %	64,1 %	62,9 %
Ratio de bénéficiaires de prestations régulières par rapport à la population potentiellement admissible à l'assurance-emploi	57,0 %	54,6 %	54,1 %	59,7 %	62,7 %	55,1 %	53,9 %
Ratio de bénéficiaires de prestations régulières par rapport au nombre de chômeurs	45,9 %	44,2 %	43,6 %	49,0 %	46,4 %	41,3 %	38,8 %

Notes : Les « cotisants à l'AE » comprennent les personnes qui ont cotisé à l'AE au cours des 12 mois précédents.

La « population potentiellement admissible à l'AE » comprend le nombre de chômeurs dont la cessation d'emploi est récente qui satisfont aux critères d'admissibilité au programme parce qu'ils : n'ont pas quitté leur emploi sans motif acceptable ou pour retourner aux études à temps plein. Ceux qui quittent leur emploi pour étudier à temps plein ne sont pas admissibles aux prestations.

Source : Emploi et Développement social Canada, [Rapport de contrôle et d'évaluation de 2013](#), graphique 21, chapitre 2.

La partie II du régime d'AE favorise l'insertion des prestataires d'AE dans le marché du travail au moyen de programmes de formation professionnelle, des mesures incitant les employeurs à embaucher des travailleurs, des mesures incitant les employés à accepter un emploi, des conseils pour le démarrage d'une petite entreprise ou d'aide pour la recherche d'emploi. Comme le stipulent les diverses [Ententes sur le développement du marché du travail](#), ces mesures de soutien sont le fruit d'une collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux-territoriaux. Par ailleurs, le gouvernement fédéral accorde un soutien direct en réalisant des initiatives pancanadiennes prévues par la partie II, dont la [Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones](#) (SFCEA) (qui prévoit des prestations pour les Autochtones bénéficiaires de l'AE et pour d'autres Autochtones), le programme

[Recherche et Innovation](#), et les [Partenariats du marché du travail](#) avec les employeurs, les associations patronales et syndicales, les groupes communautaires et les collectivités.

De l'aide est offerte aux Canadiens qui ne sont pas admissibles à l'AE sous la forme de prestations d'emploi et de mesures de soutien qui font l'objet de paiements de transfert fédéraux aux gouvernements des provinces et des territoires. En particulier, ces mesures sont exécutées par l'entremise des [Ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées](#) et des [Ententes sur le marché du travail \(EMT\)](#); la [Subvention canadienne pour l'emploi](#) est instaurée dans le contexte des négociations fédérales-provinciales/territoriales pour le renouvellement des EMT en 2014-2015. Le gouvernement fédéral consulte actuellement les intervenants au sujet de l'avenir de la SFCEA d'Emploi et Développement social Canada et du [Fonds pour les compétences et les partenariats](#).

## **B. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur le thème « Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens »**

Au sujet de l'optimisation du nombre et du type d'emplois pour les Canadiens, les témoins ont fait part de leurs observations sur diverses questions, dont l'information sur le marché du travail, la mobilité de la main-d'œuvre et les travailleurs étrangers temporaires, les charges sociales, les Ententes sur le développement du marché du travail, la formation et le développement des compétences, l'entrepreneuriat et les initiatives sectorielles.

### **1. Information sur le marché du travail**

Dans son [mémoire](#), la Chambre de commerce du Canada a proposé que le Forum des ministres du marché du travail coordonne la collecte et la diffusion de l'information sur le marché du travail afin qu'il soit possible de mieux cerner les pénuries de main-d'œuvre au Canada. Pour leur part, le [Conseil canadien du commerce de détail](#), la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#) et la Chambre de commerce de la région de Toronto, dans son [mémoire](#), ont estimé qu'une meilleure information sur le marché du travail aiderait à mieux cerner les pénuries de compétences et faciliterait la planification du marché du travail. Le [Congrès du travail du Canada](#) a demandé la tenue d'un sommet national concernant l'amélioration de l'information sur le marché du travail.

Dans son [mémoire](#), la Chambre de commerce du Canada a également demandé que Statistique Canada élargisse l'enquête sur les postes vacants de manière à déterminer les pénuries de compétences regroupées géographiquement. La [Chambre de commerce du Canada](#) et le [Congrès du travail du Canada](#) ont dit souhaiter que Statistique Canada réintroduise l'Enquête sur le milieu de travail et les employés.

### **2. Mobilité de la main-d'œuvre et travailleurs étrangers temporaires**

Pour réduire la nécessité de recourir aux travailleurs étrangers temporaires, la Chambre de commerce du Canada a proposé dans son [mémoire](#) que le gouvernement du Canada adopte des mesures d'incitation pour le paiement des frais de réinstallation que doivent assumer les travailleurs de métiers qui sont disposés à déménager temporairement pour occuper un emploi dans une collectivité rurale ou éloignée.

Au sujet de la nécessité de s'attaquer aux obstacles liés à l'offre et à la répartition de la main-d'œuvre, et pour réduire la demande de travailleurs étrangers temporaires, le [Syndicat des métiers de la construction du Canada](#) a proposé que le gouvernement offre un crédit d'impôt pour la mobilité de la main-d'œuvre ou une subvention pour les déplacements par l'entremise du régime d'assurance-emploi, qui couvrirait les frais de déplacement que doivent assumer les travailleurs pour occuper un emploi; ce crédit ou subvention pourrait être appliqué dès maintenant ou à la suite d'un projet pilote.

Dans son [mémoire](#), le Congrès du travail du Canada a demandé la création d'une commission des travailleurs étrangers temporaires, un organisme de contrôle indépendant qui veillerait à la suppression progressive des permis de travail temporaire délivrés pour des emplois peu qualifiés et mal rémunérés.

Le [Conseil du patronat du Québec](#) a demandé que l'on procède à un examen des incidences, sur les employeurs, des modifications apportées en juin 2014 au programme fédéral des travailleurs étrangers temporaires. En particulier, l'[Association canadienne des producteurs pétroliers](#) a suggéré au gouvernement de relancer le projet pilote Canada-Alberta qui portait sur des professions en particulier et qui permettait aux travailleurs étrangers temporaires qualifiés de changer d'employeurs sans devoir en obtenir l'autorisation du gouvernement fédéral. Comme les exigences de production à court terme peuvent nécessiter le recrutement rapide de travailleurs temporaires, [elle](#) a demandé que le gouvernement respecte le délai d'exécution de 10 jours qu'il a établi pour les évaluations du marché du travail requises aux fins du recrutement de travailleurs étrangers temporaires.

### **3. Cotisations à l'assurance-emploi**

La [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#) et la [Chambre de commerce du Canada](#) ont proposé d'appliquer aux employeurs et aux employés le même taux de cotisation à l'assurance-emploi.

Pour appuyer la formation en cours d'emploi, la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#) et le [Conseil du patronat du Québec](#) ont préconisé la création d'un crédit d'assurance-emploi pour les dépenses en formation : les employeurs qui fournissent une formation formelle aux employés bénéficieraient d'un taux de cotisation réduit à l'assurance-emploi. Dans son [mémoire](#), le Conseil du patronat du Québec a aussi demandé que le gouvernement fédéral rétablisse sa contribution de 20 % au régime d'assurance-emploi, contribution qui existait jusqu'en 1990, et que les employeurs et employés se partagent à parts égales les 80 % restants.

Dans son [mémoire](#), l'Association canadienne des producteurs pétroliers a préconisé la création de taux de cotisation variables à l'assurance-emploi : pour les employeurs, les taux tiendraient compte des antécédents en matière de licenciements; pour les employeurs et les employés à la fois, les taux seraient positivement corrélés aux taux de chômage régionaux, ce qui pourrait entraîner le déplacement de travailleurs vers les régions où le taux de chômage est faible.

#### 4. Ententes sur le développement du marché du travail

Dans son [mémoire](#), l'Association canadienne des producteurs pétroliers a estimé que le gouvernement devrait réformer le programme des Ententes sur le développement du marché du travail – en particulier les Subventions salariales ciblées, le Programme d'aide au travail indépendant et les Partenariats pour la création d'emplois – afin d'harmoniser la prestation des services avec ce qui est prévu dans les ententes provinciales sur le marché du travail.

Pour réduire le nombre de postes vacants, la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#) a proposé que les employeurs aient accès aux fonds accordés aux Ententes sur le développement du marché du travail pour un large éventail d'options de formation, dont la formation informelle en milieu de travail.

#### 5. Formation et développement des compétences

Pour favoriser une culture de la formation et du développement des compétences dans les milieux de travail canadiens, le [Congrès du travail du Canada](#), la [Chambre de commerce du Canada](#) et la [Metcalf Foundation](#) ont proposé d'appuyer les programmes de mentorat ou d'autres programmes comme des stages rémunérés et des stages coop, qui permettraient aux travailleurs d'acquérir une expérience en milieu de travail dans de petites entreprises. En outre, pour accroître le nombre d'apprentis qui terminent leur formation et obtiennent un diplôme, la Chambre de commerce du Canada a préconisé, dans son [mémoire](#), des incitatifs financiers pour les employeurs. La [Metcalf Foundation](#) a estimé que des campagnes de promotion fédérales visant à renseigner les employeurs sur les avantages des investissements dans la formation en milieu de travail pourraient déboucher sur des gains de productivité et favoriser le développement des compétences en milieu de travail.

Dans son [mémoire](#), le Conseil du patronat du Québec a demandé que le crédit d'impôt pour la formation en apprentissage s'applique aux autres apprentissages gérés par la Commission des partenaires du marché du travail du Québec.

Pour protéger et appliquer les droits des stagiaires relativement aux normes de rémunération, de santé et de sécurité, l'[Association canadienne des stagiaires](#) a proposé que le Parlement modifie le *Code canadien du travail* pour que les stagiaires qui sont au service d'employeurs sous réglementation fédérale soient considérés comme des employés au sens du *Code*. Pour améliorer la surveillance et l'établissement de rapports au sujet des stagiaires, [elle](#) a également demandé que Statistique Canada inclue les stages dans l'Enquête sur la population active.

[Monster Canada](#) a suggéré que, de concert avec les employeurs, le ministère de la Défense nationale investisse dans un outil logiciel de conversion des compétences militaires qui aiderait les membres des Forces armées canadiennes à trouver des emplois civils; cet outil établirait un lien entre les compétences, l'expérience et la formation des militaires et les possibilités d'emploi civil adaptées à leur profil. Pour cette initiative,

l'[organisme](#) a proposé un financement initial de 1,7 million de dollars par unité de conversion et un budget de fonctionnement annuel de 400 000 \$.

## 6. Entrepreneuriat

[Startup Canada](#) a demandé l'affectation de 15 millions de dollars sur trois ans pour porter à 100 le nombre actuel de 20 communautés mises en place par l'organisme dans différentes municipalités urbaines et rurales du Canada. De façon analogue, [Futurpreneur Canada](#) a demandé l'affectation de 37,5 millions de dollars répartis sur cinq ans pour aider 5 600 jeunes à profiter de son programme complet de démarrage d'entreprises, lequel prévoit du financement par prêts et du mentorat, des mesures de soutien des entreprises et des services de réseautage pour jeunes entrepreneurs pendant au plus cinq ans; l'organisme a aussi demandé 2 millions de dollars pour aider 2 000 autres jeunes à participer à son programme de mentorat élargi.

## 7. Initiatives sectorielles

Pour créer des emplois dans le domaine scientifique, la [Coalition du budget vert](#) a proposé de réinvestir dans la protection de l'environnement du Canada au moyen de mesures de conservation. Pour favoriser la création d'emplois verts, [elle](#) a estimé qu'il faut continuer d'éliminer les subventions inefficaces accordées pour les combustibles fossiles et mettre un terme aux nouvelles subventions pour le gaz naturel liquéfié de même qu'au crédit d'impôt pour l'exploration minière. De plus, pour atteindre les objectifs internationaux d'Aichi concernant la biodiversité, établis par les Nations Unies en 2010, la Coalition du budget vert a préconisé dans son [mémoire](#) un investissement de 20 millions de dollars par année pendant cinq ans pour soutenir des emplois dans le secteur de la conservation.

Pour soutenir l'emploi dans certains secteurs de l'énergie en particulier, contrer les cycles économiques internationaux et limiter l'incidence des changements dans le cours des produits, l'[Institut de recherche et d'informations socio-économiques](#) a estimé que le gouvernement devrait faciliter la diversité dans la production d'énergie au-delà des secteurs pétrolier et gazier, en particulier en facilitant la transition écologique et l'utilisation d'énergies renouvelables.

Au sujet des taux aux États-Unis et des emplois dans le secteur manufacturier du Canada, l'[Association canadienne de l'industrie de la chimie](#) a exhorté le gouvernement à établir une déduction pour amortissement dont le taux varie entre 45 et 50 % pour l'achat de machines et de matériel.

Le [Toronto Region Board of Trade](#) a proposé que les gouvernements collaborent avec l'industrie pour faciliter l'organisation de partenariats et de stages coop dans l'industrie et le milieu universitaire et qu'ils utilisent les ententes d'avantages communautaires qui se rattachent aux grands projets d'infrastructure et qui précisent souvent les besoins en matière de recrutement et de formation de travailleurs locaux.

Faisant observer que les marchés internationaux sont synonymes de création d'emplois, de diversification des revenus et d'accroissement du tourisme, la [Coalition canadienne des arts](#) a demandé, pour 2015, une augmentation de 35 millions de dollars

du crédit parlementaire destiné au Conseil des arts du Canada, en vue d'atteindre à long terme une enveloppe de 300 millions de dollars par an. [Elle](#) a également demandé un montant de 25 millions de dollars répartis sur trois ans pour la promotion culturelle dans les ambassades, le développement du commerce et de l'entreprise, et des tournées internationales pour les artistes canadiens et leurs œuvres.

### **C. Modifications proposées par les témoins invités à s'exprimer sur des thèmes autres qu'« Optimiser le nombre et le type d'emplois pour les Canadiens »**

Les témoins ont été invités à s'exprimer sur un sujet en particulier. Lors de leur comparution, ils ont souvent abordé l'un des cinq autres thèmes retenus par le Comité, comme il est indiqué ci-après.

#### **1. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique »**

La [Fédération canadienne des contribuables](#) a demandé une réduction des cotisations à l'assurance-emploi et la transformation du régime en comptes d'épargne d'assurance-emploi; à la retraite, les travailleurs pourraient transférer le montant de leur compte dans leurs économies de retraite.

Pour favoriser l'emploi des anciens combattants, l'[Association nationale des retraités fédéraux](#) a proposé la création d'un crédit d'impôt pour les employeurs qui embauchent des anciens combattants.

Faisant valoir le système intégré virtuel du marché du travail de l'Allemagne, le [Conseil canadien des chefs d'entreprise](#) a préconisé l'établissement d'un portail unique et exhaustif réunissant toutes les données possibles sur la situation du marché du travail et sur les emplois vacants.

Aux fins de la création d'emplois, le [Syndicat canadien de la fonction publique](#) a demandé de plus grands investissements publics dans l'infrastructure, le logement abordable, l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, ainsi que dans le niveau de services offert par le gouvernement dans ces secteurs. Pour stimuler la hausse des taux de salaire, [il](#) a demandé que le gouvernement cesse d'intervenir dans les processus de négociation collective et qu'il instaure un salaire minimum fédéral de 14 \$ de l'heure. De plus, [il](#) a proposé que les futurs excédents budgétaires servent à rétablir les prestations d'assurance-emploi à leur niveau antérieur et que d'autres modifications soient apportées en vue de protéger les travailleurs canadiens et les travailleurs étrangers au pays contre les abus possibles de la part d'employeurs.



## **2. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation »**

[YWCA Canada](#) et la [Childcare Resource and Research Unit](#) ont proposé la création d'un système national de garde d'enfants semblable à celui qui existe au Québec afin d'augmenter le produit intérieur brut du Canada et les revenus nets du gouvernement grâce à une plus grande participation des femmes au marché du travail. La [Childcare Resource and Research Unit](#) a exhorté le ministère des Finances à évaluer l'efficacité des trois mesures que voici et de publier les résultats de son évaluation : la Prestation universelle pour la garde d'enfants, le fractionnement du revenu proposé et la déduction pour frais de garde d'enfants. En outre, pour renforcer les services de garde d'enfants des provinces et des territoires, [elle](#) a demandé 700 millions de dollars en transferts d'urgence aux provinces et aux territoires.

La [Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#) était d'avis que Statistique Canada devrait évaluer le nombre de stages non rémunérés au Canada et, comme ces stages ne sont pas assujettis à la législation du travail canadienne, le gouvernement devrait voir à la création de mécanismes de surveillance plus directs afin de faire respecter les droits juridiques des stagiaires non rémunérés.

Dans son [mémoire](#), la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants a proposé une augmentation du financement de la Stratégie emploi jeunesse et l'élaboration d'une stratégie d'après le modèle du système allemand de formation par alternance, en vue de rehausser les offres d'emploi et de formation pour les jeunes du Canada.

## **3. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation »**

La [Confédération des syndicats nationaux](#) a demandé divers changements au régime d'assurance-emploi. À son [avis](#), au moins 60 % des contribuables devraient avoir accès aux prestations; il faudrait revoir le maximum des gains assurables et utiliser l'excédent du fonds d'assurance-emploi pour améliorer le régime. [Elle](#) a demandé de surcroît la création d'une caisse d'assurance-emploi distincte qui serait gérée par le secteur privé.

Faisant mention de l'Australian Workforce and Productivity Agency, [Polytechnics Canada](#) a demandé la création d'un conseil indépendant de l'information sur le marché du travail qui recueillerait et fournirait des données sur le marché du travail à l'ensemble des Canadiens. L'[organisme](#) a aussi suggéré que ce conseil soit chargé de surveiller les apprentis au Canada et de fournir de l'information sur leurs progrès, leur mobilité et les obstacles auxquels ils font face.

La [Confédération des syndicats nationaux](#) a suggéré que le gouvernement adopte des mesures qui faciliteraient la transition vers une économie qui crée des emplois « verts ».

#### **4. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Assurer la sécurité et la prospérité des collectivités, notamment en soutenant les infrastructures »**

Le [Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#) a demandé au gouvernement de se joindre aux provinces et aux municipalités pour élaborer une stratégie d'emploi globale qui comprendrait un programme de commerce international coordonné, des investissements ciblés dans l'infrastructure des transports et du transport en commun pour régler les problèmes qui se répercutent sur la croissance économique et sur la création d'emplois, tels que l'engorgement des réseaux, des mesures relatives au marché du travail, telles que des programmes de formation professionnelle et d'apprentissage, et des modifications au système d'immigration.

#### **5. Témoins invités à s'exprimer sur le thème « Améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation »**

Au sujet de la prestation fiscale pour le revenu de travail, [Arthur Cockfield](#), de l'Université Queen's et ayant comparu à titre personnel, a proposé de prolonger la durée de la prestation et d'en relever le montant.

[Restaurants Canada](#) a fait observer que les employés qui gagnent à peine plus de 2 000 \$ par année n'ont pas droit aux prestations d'assurance-emploi et que les deux tiers des personnes admissibles au remboursement des cotisations le reçoivent réellement; l'organisme a demandé la création d'une exemption de base du paiement des cotisations, qui serait semblable à l'exemption annuelle de base du Régime de pensions du Canada et qui s'appliquerait aux employeurs comme aux employés.



## **CHAPITRE HUIT : LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ**

---

### **ÉQUILIBRER LE BUDGET FÉDÉRAL POUR ASSURER LA VIABILITÉ FINANCIÈRE ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE**

- 1. Que le gouvernement fédéral reste fixé sur son plan de retour à l'équilibre budgétaire et fasse adopter une loi d'équilibre budgétaire pour garantir à l'avenir la rigueur sur le plan fiscal et la modération des dépenses.**
- 2. Que, étant donné la fragilité de l'économie mondiale et la volatilité du cours des produits de base, le gouvernement fédéral maintienne son engagement en faveur de la viabilité financière.**
- 3. Que le gouvernement fédéral continue de scruter les dépenses publiques pour éliminer le gaspillage et les inefficiences. Dans le cadre de cet effort, il devrait lancer un examen permanent des actifs fédéraux pour assurer l'usage le plus efficace et le plus efficient possible des ressources de l'État et optimiser ainsi leur valeur pour les contribuables.**
- 4. Que le gouvernement fédéral continue d'examiner la rémunération et les avantages du secteur public pour assurer leur équité et leur viabilité financière et les rendre plus compétitifs par rapport à ceux des autres employeurs du secteur public et des employeurs du secteur privé.**
- 5. Que le gouvernement fédéral et la Banque du Canada continuent d'appuyer le régime de ciblage de l'inflation actuel.**
- 6. Que le gouvernement fédéral mise sur ses succès récents et les accords de libre-échange historiques conclus entre autres avec l'Union européenne et la Corée du Sud et continue de poursuivre un programme commercial ambitieux pour stimuler la croissance économique et faciliter l'accès des biens et services canadiens à de nouveaux marchés internationaux.**

### **SOUTENIR LES FAMILLES ET AIDER LES CANADIENS VULNÉRABLES EN METTANT L'ACCENT SUR LA SANTÉ, L'ÉDUCATION ET LA FORMATION**

- 7. Que le gouvernement fédéral maintienne ses transferts d'une ampleur sans précédent aux provinces et s'assure qu'il n'y a pas de réductions au titre des soins de santé, des services sociaux et de l'éducation.**

**8. Que le gouvernement fédéral continue d'insister sur l'importance de la santé, du sport et d'une vie active. Dans le cadre de ces efforts, il devrait assurer l'existence d'un soutien aux athlètes amateurs, aux organismes qui font la promotion de saines habitudes de vie auprès des enfants et des adultes ainsi qu'aux familles désireuses d'inscrire leurs enfants à des sports ou à d'autres activités de conditionnement physique.**

**9. Que, pour améliorer le système de santé des Canadiens, le gouvernement fédéral continue de soutenir la recherche en santé et les découvertes médicales.**

**10. Que le gouvernement fédéral continue d'accorder des soutiens et des fonds ciblés et axés sur les résultats aux organismes de bienfaisance qui s'occupent de santé, de maladies et de déficiences. Compte tenu de l'importance des recherches et des initiatives menées, le gouvernement devrait envisager, en partenariat avec les secteurs public et privé, d'accorder des fonds ciblant des problèmes de plus en plus présents comme la démence, le soutien aux personnes aveugles, la maladie mentale et les troubles de l'alimentation.**

**11. Que le gouvernement fédéral examine les moyens d'aider les Canadiens à épargner pour les soins de longue durée. Il devrait en outre examiner des moyens novateurs de favoriser la sécurité de la retraite, entre autres, en modifiant les taux de retrait des fonds enregistrés de revenu de retraite.**

**12. Que, de concert avec les provinces et les territoires, le gouvernement fédéral envisage d'évaluer des mesures de réussite des transferts d'éducation postsecondaire aux provinces et aux territoires. De plus, il conviendrait que le gouvernement collabore avec les provinces et les territoires à l'amélioration de l'information sur le marché du travail.**

**13. Que le gouvernement fédéral aide les étudiants canadiens en envisageant d'exempter une plus grande part de leur revenu en cours d'études lorsque sont évalués les actifs aux fins du Programme canadien de prêts aux étudiants.**

**14. Que le gouvernement fédéral continue d'accorder un financement afin d'accroître la participation au Régime de gestion des terres des Premières Nations, qui favorise l'autonomie et le développement économique des Premières Nations.**

**15. Que le gouvernement fédéral modifie son approche de financement en matière de logement dans les réserves afin d'encourager des projets qui favorisent les emplois et la formation professionnelle, les**

partenariats avec d'autres organismes de financement et de meilleures conditions de logement.

16. Que, compte tenu qu'il en coûte toujours plus pour élever une famille, le gouvernement fédéral continue comme par le passé à remettre de l'argent dans la poche des familles. En apportant en outre une aide financière directe aux familles, que ce soit en bonifiant la Prestation universelle pour la garde d'enfants ou en baissant l'impôt des familles comme il est proposé de le faire, le gouvernement devrait manifester sa détermination à faire baisser les impôts.

17. Que le gouvernement fédéral continue à miser sur des initiatives fructueuses qui encouragent les dons de bienfaisance. À cet égard, il devrait explorer des moyens d'augmenter les dons de bienfaisance comme un crédit d'impôt allongé.

18. Que, compte tenu de son importance pour la prospérité et le bien-être des Canadiens, le gouvernement fédéral continue de favoriser la littératie financière. À cet égard, il devrait veiller à ce que les Canadiens aient accès aux ressources, aux outils et à l'information qu'il leur faut pour prendre de judicieuses décisions financières.

#### **ACCROITRE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES CANADIENNES PAR LA RECHERCHE, LE DÉVELOPPEMENT, L'INNOVATION ET LA COMMERCIALISATION**

19. Que le gouvernement fédéral, misant sur son succès, continue d'appuyer la recherche, l'innovation et le développement et développe d'avantage son fonds d'excellence en recherche « Apogée Canada ». En outre, conscient des coûts indirects de la recherche, le gouvernement devrait fournir des fonds stables et prévisibles aux conseils subventionnaires en vue de renforcer les partenariats de recherche avec les établissements d'enseignement postsecondaire.

20. Que le gouvernement fédéral encourage et aide les entreprises à trouver des solutions proprement nationales. Il devrait en outre collaborer avec elles à l'instauration d'une culture de l'innovation, entre autres, en aidant les petites et moyennes entreprises désireuses d'accéder au Programme d'encouragements fiscaux à la recherche scientifique et au développement expérimental et en explorant la faisabilité d'une « boîte à brevets ». Par la suite, le gouvernement devrait se faire le champion de la croissance des entreprises canadiennes novatrices et favoriser la création de stages de recherche qui bénéficient aux entreprises comme aux étudiants. Enfin, le gouvernement devrait encourager le secteur privé à investir davantage dans la recherche et le développement.

21. Que le gouvernement règle le problème de productivité en aidant les petites et moyennes entreprises canadiennes à devenir des champions mondiaux, notamment en favorisant leur accès à du capital et à de l'aide à la pré-commercialisation.

22. Que, dans son soutien aux métiers spécialisés et à tous les types d'établissements d'enseignement postsecondaire et de collectivités, le gouvernement fédéral envisage d'enrichir le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté destiné aux collèges et aux écoles polytechniques.

23. Que le gouvernement fédéral envisage de nouvelles façons de soutenir davantage l'industrie aérospatiale canadienne. Dans le cadre de ces efforts, il devrait envisager tous les moyens de stimuler au Canada la recherche, l'élaboration de projets et la création d'emplois en aérospatiale au Canada, notamment par la création de carrefours d'innovation.

24. Que le gouvernement fédéral reconduise l'Initiative géoscientifique ciblée.

#### **ASSURER LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ DES COLLECTIVITÉS, NOTAMMENT EN SOUTENANT LES INFRASTRUCTURES**

25. Que, compte tenu de leurs succès avérés et de leur rentabilité pour le contribuable, le gouvernement fédéral continue de favoriser les partenariats public-privé dans l'aménagement d'infrastructures.

26. Que, pour favoriser la création d'emplois et la croissance économique et bâtir sur les récents investissements fédéraux de 5,8 milliards de dollars dans l'infrastructure, le gouvernement fédéral encourage les provinces et les territoires à participer au processus d'établissement des projets d'infrastructure dans le cadre du nouveau Plan Chantiers Canada.

27. Que le gouvernement fédéral continue d'investir dans l'infrastructure des municipalités et des petites collectivités en accordant une attention spéciale à l'atténuation des catastrophes naturelles.

28. Que le gouvernement fédéral cherche à accroître la protection de l'infrastructure électrique et de l'infrastructure énergétique essentielle, y compris en luttant contre le vol de cuivre.

29. Que le gouvernement fédéral cherche à stimuler l'investissement privé dans les véhicules au gaz naturel et dans l'infrastructure connexe. Qu'il veuille également à ce que les collectivités du Canada aient accès au gaz naturel à un prix abordable.

30. Que le gouvernement fédéral mise sur ses contributions et sa protection de l'environnement du Canada et maintienne son engagement à l'égard de son Plan de conservation national.

## **AMÉLIORER LES RÉGIMES CANADIENS DE TAXATION ET DE RÉGLEMENTATION**

31. Que le gouvernement fédéral réaffirme son engagement déjà fort à maintenir les impôts bas et à ne pas en imposer de nouveaux aux Canadiens. Il faudrait, notamment éviter toute forme de taxe sur le carbone qui nuirait à des secteurs clés de l'économie ou que devraient assumer les familles canadiennes en payant des prix plus élevés. Par ailleurs, le gouvernement devrait continuer d'assurer la compétitivité du régime fiscal pour favoriser la création d'emploi et attirer des investissements. À cet égard, il devrait maintenir son engagement envers les petites entreprises et en faveur de la compétitivité des taux de l'impôt sur le revenu des particuliers.

32. Que le gouvernement fédéral augmente l'équité fiscale et l'égalité du régime fiscal et continue comme par le passé de combattre l'évasion fiscale, notamment l'évasion fiscale internationale, et de fermer les niches fiscales afin que tous les Canadiens paient leur juste part d'impôt.

33. Que le gouvernement fédéral explore de nouvelles façons de simplifier la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de réduire sa complexité et le fardeau qu'elle fait peser sur les contribuables canadiens.

34. Que le gouvernement poursuive ses efforts pour réduire les tracasseries administratives des entreprises et se conforme à sa règle de plafonnement du nombre de règlements. En plus d'alléger la réglementation, le gouvernement devrait s'employer à se moderniser, entre autres en réduisant sa consommation de papier et en tirant parti de solutions technologiques et numériques.

35. Que, dans le but de renforcer l'économie canadienne, le gouvernement fédéral continue d'encourager les provinces et les territoires à éliminer les obstacles internes au commerce et qu'il envisage des incitatifs pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre au Canada.

36. Que, pour protéger et favoriser l'intégrité du système financier et améliorer les marchés de capitaux, le gouvernement fédéral collabore avec les provinces et les territoires qui le souhaitent à l'établissement d'un unique organisme commun de réglementation des valeurs mobilières solide et capable de protéger et de favoriser l'intégrité de nos marchés financiers.

37. Que, pour maintenir la réputation de notre système bancaire comme le plus solide au monde, le gouvernement fédéral réexamine sans cesse les lois et les règlements pour assurer la sûreté et la sécurité du secteur financier. Il devrait en outre poursuivre ses efforts pour protéger les consommateurs de produits et de services financiers et garantir l'accessibilité de même que le caractère abordable de ces produits et services.

38. Que, compte tenu de leur importance comme institutions financières et de leur place au sein des collectivités, le gouvernement fédéral soutienne les coopératives de crédit et les caisses populaires qui envisagent de passer sous réglementation fédérale. Il conviendrait également que le gouvernement examine des moyens de mettre les coopératives de crédit et les caisses populaires sur un pied d'égalité avec les grandes institutions financières du Canada.

39. Que le gouvernement fédéral étende la déduction pour amortissement accéléré (DAA) ou crée des incitatifs fiscaux semblables. En outre, pour donner à certains secteurs canadiens, comme la fabrication, l'énergie et les technologies propres, un avantage concurrentiel sur le marché nord-américain, le gouvernement devrait étudier la possibilité de prolonger l'horizon de la DAA.

40. Que, pour soutenir les petites sociétés d'exploration minière, le gouvernement fédéral envisage de pérenniser le crédit d'impôt pour l'exploration minière de 15 % pour les titulaires d'actions accréditives.

41. Que le gouvernement fédéral, de concert avec les provinces et les territoires, examine de quelle façon les provinces et les aéroports intéressés pourraient participer à un projet pilote hors taxes à l'arrivée.

42. Que le gouvernement fédéral continue de réduire ou d'abolir les droits de douane applicables aux marchandises vendues au détail au Canada, à commencer par les droits les plus bas.

## **OPTIMISER LE NOMBRE ET LE TYPE D'EMPLOIS POUR LES CANADIENS**

43. Qu'en collaboration avec les provinces, les territoires et l'industrie, le gouvernement fédéral continue de promouvoir les métiers spécialisés. Il devrait en outre favoriser l'augmentation du taux d'achèvement des formations d'apprenti par des mesures incitatives ou en continuant de réformer le marché du travail pour les apprentis.

44. Que le gouvernement fédéral continue de repérer des moyens d'augmenter la participation au marché du travail et à l'économie des Canadiens vulnérables comme les jeunes, les néo-Canadiens, les Canadiens autochtones et les personnes handicapées, et qu'il continue de promouvoir l'égalité des sexes.

**45. Que le gouvernement continue comme par le passé d'aider les jeunes à acquérir une formation professionnelle et axée sur les compétences, de les mettre en relation avec le monde du travail et de créer pour eux des opportunités de stages et des occasions d'acquérir de l'expérience. De plus, il conviendrait que le gouvernement donne suite aux recommandations contenues dans le rapport sur l'emploi des jeunes au Canada qu'a produit le Comité permanent des finances de la Chambre des communes.**

**46. Que le gouvernement fédéral soutienne le mentorat en affaires pour les jeunes et considère de nouveaux incitatifs à investir dans les jeunes entrepreneurs.**

**47. Que le gouvernement fédéral continue de soutenir fermement les anciens combattants par des investissements et des services clés et en explorant de nouveaux moyens de réintégrer les vétérans au marché du travail après leur service comme un convertisseur de compétences militaires.**





## Agriculture, pêches, alimentation, exploitation forestière et minière

[Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture](#)

[Alliance pour les fruits et les légumes frais](#)

[Association canadienne de la distribution de fruits et légumes](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association des produits forestiers du Canada](#)

[Association des vignerons du Canada](#)

[Association minière du Canada](#)

[Biox Corporation](#)

[Canadian Cattlemen's Association](#)

[Canadian Rare Earth Element Network](#)

[Canards Illimités Canada](#)

[Coalition canadienne filière alimentaire pour la salubrité des aliments](#)

[Collège des médecins de famille du Canada](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Conseil canadien du canola](#)

[Conseil des viandes du Canada](#)

[Explorers and Producers Association of Canada](#)

[Farmers of North America Strategic Agriculture Institute](#)

[Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Food and Beverage Ontario](#)

[Gates, Philip A.](#)

[Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[Medicine Hat and District Chamber of Commerce](#)

[PearTree Financial Services](#)

[Publiez ce que vous payez Canada](#)

[Rothsay Biodiesel](#)

## Aide étrangère

[House, Brett](#)

[Ingénieurs sans frontières Canada](#)

## Arts et culture

[Alliance des arts médiatiques indépendants](#)

[Alliance pour les arts visuels](#)

[Assemblée canadienne de la danse](#)

[Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques](#)

[Association canadienne des organismes artistiques](#)

[Association des bibliothèques de recherche du Canada](#)

[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#)

[Association of Canadian Publishers](#)

[Association québécoise de la production médiatique](#)

[Birnie, Paul Scott](#)

[Caisse des acteurs du Canada](#)

[Caisse des acteurs du Canada](#)

[Canadian Lighthouses of Lake Superior](#)

[Canadian Media Production Association](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Coalition canadienne des arts](#)

[Craft Council of British Columbia](#)

[Culture Montréal](#)

[Design Exchange](#)

[Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#)

[Festivals et événements majeurs Canada](#)

[Front des artistes canadiens](#)

[Guilde canadienne des médias](#)

[Héritage Canada la fiducie nationale](#)

[Hospitality Newfoundland and Labrador](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Opera.ca](#)

[Orchestres Canada](#)

[Park, Alex](#)

[Professional Association of Canadian Theatres](#)

[Professional Writers Association of Canada](#)

[Quebec Writers Federation](#)

[Royal Conservatory of Music](#)

[Société de développement des périodiques culturels québécois](#)

[Vancouver Art Gallery](#)

[Ville de Montréal](#)

## **Budgets fédéraux, élaboration des politiques, fonction publique et Parlement**

[Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale](#)

[Alliance de la Fonction publique du Canada](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne des agents financiers](#)

[Association canadienne du commerce des valeurs mobilières](#)

[Association des banquiers canadiens](#)

[Association des psychiatres du Canada](#)

[Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés](#)

[Bayne, Catherine](#)

[Centrale des caisses de crédit du Canada](#)

[Cherwonogrodzky, Peter](#)

[Comité des Chefs sur les revendications de l'APN](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Conseil canadien des chefs d'entreprise](#)

[Conseil des académies canadiennes](#)

[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Conseil national des femmes du Canada](#)

[Conseil pour les entreprises sociales du Canada](#)

[Corporation Visa Canada](#)

[Di Cecca, Ricardo](#)

[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)

[Face of Poverty Consultation](#)

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

[Fédération canadienne des femmes diplômées des universités](#)

[First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition](#)

[Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce](#)

[Institut des fonds d'investissement du Canada](#)

[Institut professionnel de la fonction publique du Canada](#)

[Interior Systems Contractors Association of Ontario](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Merit Canada](#)

[Ryerson University](#)

[Société canadienne de psychologie](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Toronto Region Board of Trade](#)

[YWCA Canada](#)

## **Collectivités rurales, éloignées et nordiques**

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne des hygiénistes dentaires](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association minière du Canada](#)

[Centrale des caisses de crédit du Canada](#)

[Chambre de commerce de Clarington](#)

[Coalition du budget vert](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Conseil de recherches en sciences humaines du Canada](#)

[Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada](#)

[Coopératives et mutuelles Canada](#)

[Fédération étudiante universitaire du Québec](#)

[Fondation canadienne pour l'innovation](#)

[Grands Frères Grandes Soeurs du Canada](#)

[Instituts de recherche en santé du Canada](#)

[Inuit Tapiriit Kanatami](#)

[Natation Canada](#)

[Northwest Territories and Nunavut Chamber of Mines](#)

[Northwest Territories Association of Communities](#)

[Partenariat en faveur des sciences et de la technologie](#)

[Réseau canadien de l'eau](#)

[Société canadienne de science de laboratoire médical](#)

[Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain](#)

## Commerce et investissement à l'échelle nationale et internationale

[Alliance pour les fruits et les légumes frais](#)

[Aritzia](#)

[Aritzia](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques](#)

[Association canadienne des opérations de traversiers](#)

[Association canadienne des producteurs d'acier](#)

[Association canadienne du transport urbain](#)

[Association des administrations portuaires canadiennes](#)

[Association des banquiers canadiens](#)

[Association des industries de l'automobile du Canada](#)

[Association des parcs universitaires de recherche](#)

[Campus Stores Canada](#)

[Canadian Cattlemen's Association](#)

[Canadian Independent Petroleum Marketers Association](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Coalition canadienne des technologies propres](#)

[Coalition nationale contre le tabac de contrebande](#)

[Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada \(Rx & D\)](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Conseil canadien des chefs d'entreprise](#)

[Conseil canadien du canola](#)

[Conseil des viandes du Canada](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Deloitte](#)

[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)

[eBay Canada Limited](#)

[Famille des compagnies Johnson & Johnson au Canada](#)

[Fédération canadienne du vêtement](#)

[Gates, Philip A.](#)

[Ingénieurs sans frontières Canada](#)

[Institut canadien de recherches avancées](#)

[Institut canadien des engrais](#)

[Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Medicine Hat and District Chamber of Commerce](#)

[PEER Group](#)

[Produits alimentaires et de consommation du Canada](#)

[South Coast British Columbia Transportation Authority \(TransLink\)](#)

[Toronto Region Board of Trade](#)

[Wright, James](#)

## Éducation et formation axée sur les compétences

[ABC Life Literacy Canada](#)

[Alliance canadienne des associations étudiantes](#)

[Alliance canadienne du camionnage](#)

[Altosaar, Illimar](#)

[ArrowMight Canada Ltd](#)

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des fournisseurs de chemins de fer](#)

[Association canadienne des physiciens et physiciennes](#)

[Association canadienne des professeures et professeurs d'université](#)

[Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants](#)

[Association canadienne pour les études supérieures](#)

[Association des industries de l'automobile du Canada](#)

[Association des produits forestiers du Canada](#)

[Association des services funéraires du Canada](#)

[Association des universités de la francophonie canadienne](#)

[Association des universités et collèges du Canada](#)

[Association minière du Canada](#)

[Association nationale des retraités fédéraux](#)

[Association of Canadian Publishers](#)

[Association of Equipment Manufacturers](#)

[Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs](#)

[Au Canada, le sport c'est pour la vie](#)

[Bureau canadien de l'éducation internationale](#)

[Campus Stores Canada](#)

[Canadian Association for Co-operative Education](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

[Caucus national des 2e et 3e cycles](#)

[Centre canadien de rayonnement synchrotron](#)

[Centre d'accès équitable aux bibliothèques](#)

[Centre for Family Literacy](#)

[Centre pour la science dans l'intérêt public](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[Clubs garçons et filles du Canada](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Collèges Ontario](#)

[Community Learning Network](#)

[Conseil canadien des chefs d'entreprise](#)

[Conseil de recherches en sciences humaines du Canada](#)

[Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada](#)

[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)

[Conseil des technologies de l'information et des communications](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Conseil national des femmes du Canada](#)

[Consortium canadien pour la recherche](#)

[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)

[Consortium national de formation en santé](#)

[Dubé, Jean](#)

[Éducation physique et santé Canada](#)

[Face of Poverty Consultation](#)

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants \(Colombie-Britannique\)](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants \(Terre-Neuve et Labrador\)](#)

[Fédération canadienne des femmes diplômées des universités](#)

[Fédération canadienne des sciences humaines](#)

[Fédération canadiennes des étudiantes et étudiants-Manitoba](#)

[Fédération canadiennes des étudiantes et étudiants-Ontario](#)

[Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#)

[Fédération étudiante universitaire du Québec](#)

[First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition](#)

[Fondation canadienne pour l'innovation](#)

[Institut canadien de recherche sur la santé des militaires et des vétérans](#)

[Institut canadien des engrais](#)

[Institut de chimie du Canada](#)

[Institut national canadien pour les aveugles](#)

[Instituts de recherche en santé du Canada](#)

[International Union of Painters & Allied Trades](#)

[Inuit Tapiriit Kanatami](#)

[Kwantlen Polytechnic University](#)

[Langues Canada](#)

[Literacy Alberta](#)

[Marche des dix sous du Canada](#)

[McGill University](#)

[McMaster University](#)

[Mitacs](#)

[Northwest Territories and Nunavut Chamber of Mines](#)

[OCAD University](#)

[Partenariat en faveur des sciences et de la technologie](#)

[Polytechnics Canada](#)

[Queen's University](#)

[Réseau Trans-tech](#)  
[Ryerson University](#)  
[Société canadienne de psychologie](#)  
[Société canadienne de science de laboratoire médical](#)  
[Sport interuniversitaire canadien](#)

[Thompson Rivers University Students' Union](#)  
[U15 - Regroupement des universités de recherche du Canada](#)  
[University of Alberta](#)  
[University of British Columbia](#)

[University of Calgary](#)  
[University of Manitoba](#)  
[University of Toronto](#)

## Emplois, marchés du travail et syndicats

[ABC Life Literacy Canada](#)  
[Aliments Maple Leaf inc.](#)  
[Alliance canadienne des associations étudiantes](#)  
[Alliance de la Fonction publique du Canada](#)  
[Association canadienne de la construction](#)  
[Association canadienne de la technologie de l'information](#)  
[Association canadienne de pipelines d'énergie](#)  
[Association canadienne des centres de santé communautaire](#)  
[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)  
[Association canadienne des fournisseurs de chemins de fer](#)  
[Association canadienne des individus retraités](#)  
[Association canadienne des opérations de traversiers](#)  
[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)  
[Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants](#)  
[Association des hôtels du Canada](#)  
[Association des industries de l'automobile du Canada](#)  
[Association des services funéraires du Canada](#)

[Association des universités de la francophonie canadienne](#)  
[Association des universités et collèges du Canada](#)  
[Association of Equipment Manufacturers](#)  
[Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs](#)  
[Canadian Association for Co-operative Education](#)  
[Canadian Cattlemen's Association](#)  
[Canadian Coalition for Public Health in the Twenty-first Century](#)  
[Canadian Home Instead Senior Care](#)  
[Centre d'accès équitable aux bibliothèques](#)  
[Chambre de commerce du Canada](#)  
[Childcare Resource and Research Unit \(CRRU\)](#)  
[Chron et colite Canada](#)  
[Clubs garçons et filles du Canada](#)  
[Coalition canadienne des aidantes et aidants naturels](#)  
[Coalition canadienne des organismes bénévoles en santé](#)  
[Collèges et instituts Canada](#)  
[Collèges Ontario](#)  
[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Congrès du travail du Canada](#)  
[Conseil canadien des chefs d'entreprise](#)  
[Conseil de recherches en sciences humaines du Canada](#)  
[Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada](#)  
[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)  
[Conseil des technologies de l'information et des communications](#)  
[Conseil des viandes du Canada](#)  
[Conseil du patronat du Québec](#)  
[Conseil national des femmes du Canada](#)  
[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)  
[Consortium national de formation en santé](#)  
[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)  
[Downsview Aerospace Innovation and Research](#)  
[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)  
[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#)  
[Fédération canadienne des femmes diplômées des universités](#)  
[Fédération canadiennes des étudiantes et étudiants-Manitoba](#)

[Fédération canadiennes des étudiantes et étudiants-Ontario](#)

[Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#)

[First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition](#)

[Fondation canadienne pour l'innovation](#)

[Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce](#)

[Heidinger, Harold](#)

[Ingénieurs Canada](#)

[Institut canadien des engrais](#)

[Institut national canadien pour les aveugles](#)

[Instituts de recherche en santé du Canada](#)

[Kwantlen Polytechnic University](#)

[Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#)

[Les Syndicats des métiers de la construction du Canada](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[Marche des dix sous du Canada](#)

[Medicine Hat and District Chamber of Commerce](#)

[Merit Canada](#)

[Northwest Territories and Nunavut Chamber of Mines](#)

[Organismes caritatifs neurologiques du Canada](#)

[Polytechnics Canada](#)

[Progressive Contractors Association of Canada](#)

[Reckitt Benckiser Pharmaceuticals Canada](#)

[Ryerson University](#)

[Société canadienne de la sclérose en plaques](#)

[Société canadienne de science de laboratoire médical](#)

[Société canadienne du cancer](#)

[Société Parkinson Canada](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Thompson Rivers University Students' Union](#)

[Toronto Region Board of Trade](#)

[U15 - Regroupement des universités de recherche du Canada](#)

[University of Toronto](#)

## Énergie, environnement et changements climatiques

[Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel](#)

[Alliance de l'Efficacité Énergétique du Canada](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne des carburants renouvelables](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des industries du recyclage](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Association des produits forestiers du Canada](#)

[Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés](#)

[Association minière du Canada](#)

[Biox Corporation](#)

[Biox Corporation](#)

[Canadian Climate Forum](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

[Canards Illimités Canada](#)

[Citoyens pour une politique juste](#)

[Clean Energy Canada](#)

[Coalition du budget vert](#)

[Conseil canadien de l'innovation minière](#)

[Conseil canadien de l'innovation minière](#)

[Conseil national des femmes du Canada](#)

[Conservation de la nature Canada](#)

[Cycling British Columbia](#)

[Enerkem](#)

[Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition](#)

[Future of Howe Sound Society](#)

[IGPC Ethanol Inc.](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Mobilité électrique Canada](#)

[Réseau canadien de l'eau](#)

[Rothsay Biodiesel](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain](#)

[Wright, James](#)

## Enfants, jeunes et familles

[Association canadienne des centres de santé communautaire](#)

[Association canadienne des programmes de ressources pour la famille](#)

[Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance](#)

[Association des services sociaux des municipalités de l'Ontario](#)

[Au Canada, le sport c'est pour la vie](#)

[Campagne 2000 Éradiquer la pauvreté des enfants au Canada](#)

[Canadian Coalition for Public Health in the Twenty-first Century](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

[Centre canadien de lutte contre les toxicomanies](#)

[Centre pour la science dans l'intérêt public](#)

[Childcare Resource and Research Unit \(CRRU\)](#)

[Clubs garçons et filles du Canada](#)

[Coalition canadienne d'action contre le tabac](#)

[Coalition canadienne des aidantes et aidants naturels](#)

[Coalition of Child Care Advocates of British Columbia](#)

[Collège des médecins de famille du Canada](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)

[Conseil des viandes du Canada](#)

[Conseil national des femmes du Canada](#)

[Cycling British Columbia](#)

[Éducation physique et santé Canada](#)

[Fédération canadienne des femmes diplômées des universités](#)

[First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition](#)

[Institut du mariage et de la famille Canada](#)

[Lacroix, Janet](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Natation Canada](#)

[Partenaires pour la santé mentale](#)

[ParticipACTION](#)

[REAL Women of Canada](#)

[Sheldon Kennedy Child Advocacy Centre](#)

[Skate To Great](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[YWCA Canada](#)

## Enjeux financiers

[ABC Life Literacy Canada](#)

[Association canadienne des agents financiers](#)

[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#)

[Association canadienne des individus retraités](#)

[Association canadienne des programmes de ressources pour la famille](#)

[Association des banquiers canadiens](#)

[Association des gestionnaires de portefeuille du Canada](#)

[Association for Healthcare Philanthropy](#)

[ATM Industry Association](#)

[Canadian Independent Petroleum Marketers Association](#)

[Centrale des caisses de crédit du Canada](#)

[Chambre des organismes bénévoles de Calgary](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Conseil canadien du commerce de détail](#)

[Coopératives et mutuelles Canada](#)

[Devry Smith Frank LLP](#)

[House, Brett](#)

[Imagine Canada](#)

[Ingénieurs sans frontières Canada](#)

[Institut des fonds d'investissement du Canada](#)

[LIFT Philanthropy Partners](#)

[MaRS Centre for Impact Investing](#)

[Mouvement Desjardins](#)

[National Angel Capital Organization](#)

[National Crowdfunding Association of Canada](#)

[Northwest Territories and Nunavut Chamber of Mines](#)

[Rémillard, Richard](#)

[Rohan Wood Stables](#)

[Ryerson University](#)

[Saxby, Terry](#)

[Startup Canada](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

## Fabrication et transformation à valeur ajoutée

[Aliments Maple Leaf inc.](#)

[Association canadienne de l'industrie de la chimie](#)

[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#)

[Association canadienne des fournisseurs de chemins de fer](#)

[Association des industries de l'automobile du Canada](#)

[Association of Equipment Manufacturers](#)

[Celestica](#)

[Coalition nationale contre le tabac de contrebande](#)

[Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce](#)

[Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[McMaster University](#)

[Produits alimentaires et de consommation du Canada](#)

[Région de Halton](#)

## Immigrants et immigration

[Association canadienne du diabète](#)

[Association des hôtels du Canada](#)

[Association des industries de l'automobile du Canada](#)

[Canadian Coalition for Public Health in the Twenty-first Century](#)

[Centre canadien de rayonnement synchrotron](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Collèges Ontario](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)

[Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#)

[First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition](#)

[Kwantlen Polytechnic University](#)

[Medicine Hat and District Chamber of Commerce](#)

[Ryerson University](#)

## Infrastructures

[Aliments Maple Leaf inc.](#)

[Alliance canadienne du camionnage](#)

[Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne des carburants renouvelables](#)

[Association canadienne des centres de santé communautaire](#)

[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des hygiénistes dentaires](#)

[Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques](#)

[Association canadienne des opérations de traversiers](#)

[Association canadienne des parcs et loisirs](#)

[Association canadienne des physiciens et physiciennes](#)

[Association canadienne des producteurs d'acier](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne des travaux publics](#)

[Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Association canadienne du transport urbain](#)



[Association des administrations portuaires canadiennes](#)  
[Association des armateurs canadiens](#)  
[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#)  
[Association des facultés de médecine du Canada](#)  
[Association des infirmières et infirmiers du Canada](#)  
[Association des parcs universitaires de recherche](#)  
[Association des services sociaux des municipalités de l'Ontario](#)  
[Association des universités et collèges du Canada](#)  
[Association minière du Canada](#)  
[Association of Manitoba Municipalities](#)  
[Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs](#)  
[Banques alimentaires Canada](#)  
[Campagne 2000 Éradiquer la pauvreté des enfants au Canada](#)  
[Canadian Cattlemen's Association](#)  
[Canadian Climate Forum](#)  
[Canadian Lighthouses of Lake Superior](#)  
[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)  
[Canards Illimités Canada](#)  
[CANARIE inc.](#)  
[Centre canadien de rayonnement synchrotron](#)  
[Chambre de commerce de Clarington](#)  
[Chambre de commerce de Vancouver](#)  
[Chambre de commerce du Canada](#)  
[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Coalition canadienne des technologies propres](#)  
[Coalition du budget vert](#)  
[Collèges et instituts Canada](#)  
[Collèges Ontario](#)  
[Compute Canada](#)  
[Conseil canadien des chefs d'entreprise](#)  
[Conseil canadien du canola](#)  
[Conseil des aéroports du Canada](#)  
[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)  
[Conseil du patronat du Québec](#)  
[Conseil national des femmes du Canada](#)  
[Consortium canadien pour la recherche](#)  
[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)  
[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)  
[Enerkem](#)  
[Federal Active Transportation Coalition](#)  
[Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers](#)  
[Fédération canadienne des femmes diplômées des universités](#)  
[Fédération canadienne des municipalités](#)  
[Fédération de l'habitation coopérative du Canada](#)  
[GreenField Specialty Alcohols Inc.](#)  
[Groupe Le sport est important](#)  
[IGPC Ethanol Inc.](#)  
[Ingénieurs Canada](#)  
[Institut de chimie du Canada](#)  
[International Union of Painters & Allied Trades](#)

[Kwantlen Polytechnic University](#)  
[Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#)  
[Levitsky, Zoe](#)  
[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)  
[McGill University](#)  
[Merit Canada](#)  
[Mitacs](#)  
[Mobilité électrique Canada](#)  
[Mouvement Desjardins](#)  
[Northwest Territories and Nunavut Chamber of Mines](#)  
[Northwest Territories Association of Communities](#)  
[OCAD University](#)  
[Port Metro Vancouver](#)  
[Région de Halton](#)  
[Réseau canadien de l'eau](#)  
[Réseau Solidarité Itinérance du Québec](#)  
[Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#)  
[Société canadienne de psychologie](#)  
[Société Makivik](#)  
[SoinsSantéCAN](#)  
[South Coast British Columbia Transportation Authority \(TransLink\)](#)  
[Sunnybrook Health Sciences Centre](#)  
[Syndicat canadien de la fonction publique](#)  
[Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain](#)  
[Toronto Community Housing Corporation](#)  
[Toronto Region Board of Trade](#)  
[U15 - Regroupement des universités de recherche du Canada](#)  
[University of Manitoba](#)

[Valley Park Go Green Cricket Field Project](#)  
[Vancouver Art Gallery](#)

[Ville de Calgary](#)  
[Ville de London](#)  
[Ville de Montréal](#)

[Wellesley Institute](#)  
[YWCA Canada](#)

## Mesures fiscales et remises de taxes pour les particuliers

[Administration de l'aéroport international de Vancouver](#)

[Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne de l'immeuble](#)

[Association canadienne de physiothérapie](#)

[Association canadienne des agents financiers](#)

[Association canadienne des centres de santé communautaire](#)

[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des individus retraités](#)

[Association canadienne des professionnels en dons planifiés](#)

[Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants](#)

[Association canadienne du commerce des valeurs mobilières](#)

[Association canadienne du diabète](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Association chiropratique canadienne](#)

[Association des gestionnaires de portefeuille du Canada](#)

[Association du Barreau canadien](#)

[Association médicale canadienne](#)

[Association minière du Canada](#)

[Banques alimentaires Canada](#)

[Campagne 2000 Éradiquer la pauvreté des enfants au Canada](#)

[Canadian Home Instead Senior Care](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Cherwonogrodzky, Peter](#)

[Citoyens pour une politique juste](#)

[Clean Energy Canada](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Conference for Advanced Life Underwriting](#)

[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Conseil national des femmes du Canada](#)

[Crockatt, Joan députée](#)

[Davies Ward Phillips and Vineberg LLP](#)

[Deloitte](#)

[Devry Smith Frank LLP](#)

[Di Cecca, Ricardo](#)

[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)

[eBay Canada Limited](#)

[Face of Poverty Consultation](#)

[Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Fédération canadienne des femmes diplômées des universités](#)

[Fédération étudiante universitaire du Québec](#)

[First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition](#)

[Institut des fonds d'investissement du Canada](#)

[Institut du mariage et de la famille Canada](#)

[Johnson & Johnson Inc.](#)

[Johnson, Donald K.](#)

[Les Syndicats des métiers de la construction du Canada](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Loewen, W.H.](#)

[Medicine Hat and District Chamber of Commerce](#)

[Mobilité électrique Canada](#)

[Northwest Territories Association of Communities](#)

[Produits de santé consommateurs du Canada](#)

[REAL Women of Canada](#)

[Salonius, Peter](#)

[Société canadienne de la sclérose en plaques](#)

[Sun Country Highway Ltd.](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Thompson Rivers University Students' Union](#)

[Wright, James](#)

[YWCA Canada](#)

## Mesures fiscales pour les sociétés, droits, tarifs et enjeux réglementaires

[Aliments Maple Leaf inc.](#)

[Alliance canadienne du camionnage](#)

[Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel](#)

[Alliance de la Fonction publique du Canada](#)

[Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada](#)

[Alliance pour les fruits et les légumes frais](#)

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne de la construction](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne de l'industrie de la chimie](#)

[Association canadienne de soins et services à domicile](#)

[Association canadienne des agents financiers](#)

[Association canadienne des aliments de santé](#)

[Association canadienne des boissons](#)

[Association canadienne des carburants renouvelables](#)

[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.](#)

[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#)

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#)

[Association canadienne des fournisseurs de chemins de fer](#)

[Association canadienne des individus retraités](#)

[Association canadienne des industries du recyclage](#)

[Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques](#)

[Association canadienne des opérations de traversiers](#)

[Association canadienne des producteurs d'acier](#)

[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)

[Association canadienne des professionnels en dons planifiés](#)

[Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs](#)

[Association canadienne des télécommunications sans fil](#)

[Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine](#)

[Association canadienne du commerce des valeurs mobilières](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Association des administrations portuaires canadiennes](#)

[Association des armateurs canadiens](#)

[Association des banquiers canadiens](#)

[Association des gestionnaires de portefeuille du Canada](#)

[Association des industries de l'automobile du Canada](#)

[Association des parcs universitaires de recherche](#)

[Association des universités et collèges du Canada](#)

[Association des vignerons du Canada](#)

[Association du Barreau canadien](#)

[Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés](#)

[Association minière du Canada](#)

[Association nationale des retraités fédéraux](#)

[Association of Equipment Manufacturers](#)

[Association québécoise de la production médiatique](#)

[Association québécoise de l'industrie touristique](#)

[B.C. LNG Developers Alliance](#)

[Campus Stores Canada](#)

[Canadian Association for Co-operative Education](#)

[Canadian Cattlemen's Association](#)

[Canadian Home Instead Senior Care](#)

[Canadian Independent Petroleum Marketers Association](#)

[Canadian Media Production Association](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

[Caucus national des 2e et 3e cycles](#)

[Centrale des caisses de crédit du Canada](#)

[Centre canadien de rayonnement synchrotron](#)

[Chambre de commerce de Vancouver](#)

[Chambre de commerce du Canada](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Cherwonogrodzky, Peter](#)

[Citoyens pour une politique juste](#)

[Clean Energy Canada](#)

[Coalition canadienne d'action contre le tabac](#)

[Coalition canadienne des technologies propres](#)

[Coalition canadienne filière alimentaire pour la salubrité des aliments](#)

[Coalition du budget vert](#)

[Compagnie de Tabac Sans Fumée Nationale](#)

[Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada \(Rx & D\)](#)

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

[Conseil canadien des chefs d'entreprise](#)

[Conseil canadien du commerce de détail](#)

[Conseil des viandes du Canada](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Conseil national des femmes du Canada](#)

[Conseil pour les entreprises sociales du Canada](#)

[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)

[Coopératives et mutuelles Canada](#)

[Corporation des associations de détaillants d'automobiles](#)

[Crockatt, Joan députée](#)

[CropLife Canada](#)

[Deloitte](#)

[Devry Smith Frank LLP](#)

[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)

[eBay Canada Limited](#)

[Explorers and Producers Association of Canada](#)

[Famille des compagnies Johnson & Johnson au Canada](#)

[Fédération canadienne de l'agriculture](#)

[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)

[Fédération canadienne du vêtement](#)

[Food and Beverage Ontario](#)

[Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce](#)

[GreenField Specialty Alcohols Inc.](#)

[Héritage Canada la fiducie nationale](#)

[IGPC Ethanol Inc.](#)

[Imperial Tobacco Canada Limited](#)

[Institut canadien des engrais](#)

[Institut de la propriété intellectuelle du Canada](#)

[Institut des fonds d'investissement du Canada](#)

[Internet Association](#)

[Inuit Tapiriit Kanatami](#)

[Kelly, Brian](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Loewen, W.H.](#)

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

[MaRS Centre for Impact Investing](#)

[Medicine Hat and District Chamber of Commerce](#)

[National Allied Golf Associations](#)

[National Crowdfunding Association of Canada](#)

[Northwest Territories and Nunavut Chamber of Mines](#)

[PearTree Financial Services](#)

[PEER Group](#)

[Polytechnics Canada](#)

[Produits alimentaires et de consommation du Canada](#)

[Produits de santé consommateurs du Canada](#)

[Queen's University](#)

[RBRT Inc.](#)

[Recherche Canada: Une alliance pour les découvertes en santé](#)

[Reckitt Benckiser Pharmaceuticals Canada](#)

[Réseau de cellules souches](#)

[Ryerson University](#)

[Société de transport de Montréal](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Tax Executives Institute, Inc.](#)

[University of Manitoba](#)

[Wright, James](#)

## **Militaire, sécurité publique**

[Administration de l'aéroport international de Vancouver](#)

[Assemblée des Premières Nations](#)

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne des dépanneurs en alimentation](#)

[Association de l'industrie touristique de l'Ontario](#)

[Association de l'industrie touristique du Canada](#)

[Association dentaire canadienne](#)

[Association des armateurs canadiens](#)

[Association des industries de l'automobile du Canada](#)  
[Association des services funéraires du Canada](#)  
[Association internationale des pompiers](#)  
[Association nationale des retraités fédéraux](#)  
[Association of Manitoba Municipalities](#)  
[Blumberg Segal LLP](#)  
[Canadian Climate Forum](#)  
[Caucus national des autochtones](#)  
[Centre canadien de lutte contre les toxicomanies](#)  
[Coalition canadienne d'action contre le tabac](#)

[Coalition nationale contre le tabac de contrebande](#)  
[Conseil des aéroports du Canada](#)  
[Conseil du patronat du Québec](#)  
[Conseil national des lignes aériennes du Canada](#)  
[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)  
[Fédération canadienne des femmes diplômées des universités](#)  
[Fédération canadienne des municipalités](#)  
[Imperial Tobacco Canada Limited](#)  
[Ingénieurs Canada](#)  
[Institut canadien de recherche sur la santé des militaires et des vétérans](#)

[Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#)  
[Medicine Hat and District Chamber of Commerce](#)  
[Monster Government Solutions](#)  
[Natation Canada](#)  
[Saskatchewan Association of Rural Municipalities](#)  
[Sheldon Kennedy Child Advocacy Centre](#)  
[Tourism Industry Association of British Columbia](#)  
[Ville de Calgary](#)  
[Vols d'espoir](#)  
[YWCA Canada](#)

## Organismes sans but lucratif, entreprises sociales et dons de bienfaisance

[Association canadienne des organismes artistiques](#)  
[Association canadienne des professionnels en dons planifiés](#)  
[Association canadienne des programmes de ressources pour la famille](#)  
[Association du Barreau canadien](#)  
[Association for Healthcare Philanthropy](#)  
[Association of Fundraising Professionals](#)

[Blumberg Segal LLP](#)  
[Canadian Secular Alliance](#)  
[Chambre des organismes bénévoles de Calgary](#)  
[Conseil pour les entreprises sociales du Canada](#)  
[DONN3](#)  
[Grands Frères Grandes Soeurs du Canada](#)  
[Imagine Canada](#)  
[Johnson, Donald K.](#)

[LIFT Philanthropy Partners](#)  
[MaRS Centre for Impact Investing](#)  
[Muttart Foundation](#)  
[Orchestres Canada](#)  
[PearTree Financial Services](#)  
[Professional Association of Canadian Theatres](#)  
[Vols d'espoir](#)  
[YWCA Metro Vancouver](#)

## Pauvreté et inégalité des revenus

[Association canadienne des centres de santé communautaire](#)  
[Association canadienne des individus retraités](#)  
[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#)  
[Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine](#)

[Campagne 2000 Éradiquer la pauvreté des enfants au Canada](#)  
[Canadian Coalition for Public Health in the Twenty-first Century](#)  
[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)  
[Citoyens pour une politique juste](#)  
[Collège des médecins de famille du Canada](#)

[Collèges et instituts Canada](#)  
[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)  
[Conseil national des femmes du Canada](#)  
[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)  
[Face of Poverty Consultation](#)

[Fédération canadienne des femmes diplômées des universités](#)

[Fédération de l'habitation coopérative du Canada](#)

[First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition](#)

[Kwantlen Polytechnic University](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Salonius, Peter](#)

[Vols d'espoir](#)

[YWCA Canada](#)

## Peuples autochtones

[Assemblée des Premières Nations](#)

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne de pipelines d'énergie](#)

[Association canadienne des hygiénistes dentaires](#)

[Association canadienne des producteurs pétroliers](#)

[Association canadienne des programmes de ressources pour la famille](#)

[Association canadienne du diabète](#)

[Association dentaire canadienne](#)

[Association des infirmières et infirmiers du Canada](#)

[Association des universités et collèges du Canada](#)

[Association minière du Canada](#)

[Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs](#)

[Canadian Coalition for Public Health in the Twenty-first Century](#)

[Caucus national des autochtones](#)

[Clubs garçons et filles du Canada](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Comité des Chefs sur les revendications de l'APN](#)

[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants \(Colombie-Britannique\)](#)

[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants \(Nouvelle-Écosse\)](#)

[Fédération canadienne des sciences humaines](#)

[Fédération canadiennes des étudiantes et étudiants-Manitoba](#)

[First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition](#)

[Fondation des maladies du coeur du Canada](#)

[Indspire](#)

[Inuit Tapiriit Kanatami](#)

[Kwantlen Polytechnic University](#)

[McMaster University](#)

[National Claims Research Directors](#)

[Northwest Territories and Nunavut Chamber of Mines](#)

[OCAD University](#)

[Reckitt Benckiser Pharmaceuticals Canada](#)

[Réseau canadien de l'eau](#)

[Société Makivik](#)

[SoinsSantéCAN](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Traverse, Bill](#)

[Union of British Columbia Indian Chiefs](#)

[University of Manitoba](#)

[Whispering Pines Clinton Indian Band](#)

## Recherche, développement, innovation et commercialisation

[Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale](#)

[Altosaar, Illimar](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne de l'électricité](#)

[Association canadienne de l'immeuble](#)

[Association canadienne de l'industrie de la chimie](#)

[Association canadienne des centres de santé communautaire](#)

[Association canadienne des constructeurs de véhicules](#)

[Association canadienne des industries du recyclage](#)

[Association canadienne des physiciens et physiciennes](#)

[Association canadienne des producteurs d'acier](#)

[Association canadienne des professeures et professeurs d'université](#)

[Association canadienne du gaz](#)  
[Association canadienne du transport urbain](#)  
[Association des armateurs canadiens](#)  
[Association des bibliothèques de recherche du Canada](#)  
[Association des facultés de médecine du Canada](#)  
[Association des facultés de médecine du Canada](#)  
[Association des industries de l'automobile du Canada](#)  
[Association des parcs universitaires de recherche](#)  
[Association des psychiatres du Canada](#)  
[Association des universités et collèges du Canada](#)  
[Association nationale des retraités fédéraux](#)  
[Association of Equipment Manufacturers](#)  
[Association of Equipment Manufacturers](#)  
[Auto21 Inc.](#)  
[Canadian Cattlemen's Association](#)  
[Canadian Home Instead Senior Care](#)  
[Canadian Rare Earth Element Network](#)  
[CANARIE inc.](#)  
[Caucus national des 2e et 3e cycles](#)  
[CDRD Ventures Inc.](#)  
[Celestica](#)  
[Centre canadien de rayonnement synchrotron](#)  
[Centre pour la recherche et le développement des médicaments](#)  
[Chambre de commerce du Canada](#)  
[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)  
[Chron et colite Canada](#)  
[Coalition canadienne des technologies propres](#)  
[Coalition du budget vert](#)  
[Coalition pour l'astronomie au Canada](#)  
[Collèges et instituts Canada](#)  
[Collèges Ontario](#)  
[Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada \(Rx & D\)](#)  
[Comptables professionnels agréés du Canada](#)  
[Compute Canada](#)  
[Conseil canadien des chefs d'entreprise](#)  
[Conseil canadien du canola](#)  
[Conseil de recherches en sciences humaines du Canada](#)  
[Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada](#)  
[Conseil du patronat du Québec](#)  
[Conseil national des lignes aériennes du Canada](#)  
[Conseil Universitaire des Directeurs de Biologie du Canada](#)  
[Consortium Canadien des universités de la recherche océanographique](#)  
[Consortium canadien pour la recherche](#)  
[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)  
[Deloitte](#)  
[Devry Smith Frank LLP](#)  
[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)  
[Downsview Aerospace Innovation and Research](#)  
[Enerkem](#)  
[Fédération canadienne de l'agriculture](#)  
[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants](#)  
[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants \(Nouvelle-Écosse\)](#)  
[Fédération canadienne des étudiantes et étudiants \(Terre-Neuve et Labrador\)](#)  
[Fédération canadienne des sciences humaines](#)  
[Fédération étudiante universitaire du Québec](#)  
[Fondation canadienne pour l'innovation](#)  
[Fondation des maladies du coeur du Canada](#)  
[Fondation des prix Ernest C. Manning](#)  
[Génome Canada](#)  
[Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce](#)  
[GreenField Specialty Alcohols Inc.](#)  
[Groupe d'intervention action santé](#)  
[IGPC Ethanol Inc.](#)  
[Institut canadien de recherche sur la santé des militaires et des vétérans](#)  
[Institut canadien de recherches avancées](#)  
[Institut canadien des engrais](#)  
[Institut de chimie du Canada](#)  
[Institut de la propriété intellectuelle du Canada](#)  
[Institut national d'optique](#)  
[Institut professionnel de la fonction publique du Canada](#)  
[Instituts de recherche en santé du Canada](#)  
[Kwantlen Polytechnic University](#)  
[Langues Canada](#)

[Life Sciences Ontario](#)  
[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)  
[McGill University](#)  
[McMaster University](#)  
[Mitacs](#)  
[Mobilité électrique Canada](#)  
[OCAD University](#)  
[Organismes caritatifs neurologiques du Canada](#)  
[Partenariat en faveur des sciences et de la technologie](#)  
[PEER Group](#)  
[Polytechnics Canada](#)  
[Prince Albert Seniors Advocacy Centre](#)  
[Produits alimentaires et de consommation du Canada](#)  
[Queen's University](#)

[Recherche Canada: Une alliance pour les découvertes en santé](#)  
[Reckitt Benckiser Pharmaceuticals Canada](#)  
[Région de Halton](#)  
[Rémillard, Richard](#)  
[Réseau canadien de l'eau](#)  
[Réseau de cellules souches](#)  
[Réseau Trans-tech](#)  
[Ryerson University](#)  
[Sheldon Kennedy Child Advocacy Centre](#)  
[Société canadienne de psychologie](#)  
[Société canadienne pour les biosciences moléculaires](#)  
[Société de promotion économique de Rimouski](#)  
[Société de transport de Montréal](#)  
[SoinsSantéCAN](#)

[South Coast British Columbia Transportation Authority \(TransLink\)](#)  
[Sunnybrook Health Sciences Centre](#)  
[Thompson Rivers University Students' Union](#)  
[TRIUMF](#)  
[U15 - Regroupement des universités de recherche du Canada](#)  
[University of Alberta](#)  
[University of British Columbia](#)  
[University of Calgary](#)  
[University of Manitoba](#)  
[University of Toronto](#)  
[Ville de London](#)  
[WEtech Alliance](#)

## Revenu de retraite et personnes âgées

[Association canadienne des ergothérapeutes](#)  
[Association canadienne des individus retraités](#)  
[Association canadienne du commerce des valeurs mobilières](#)  
[Association dentaire canadienne](#)  
[Association des gestionnaires de portefeuille du Canada](#)  
[Association des infirmières et infirmiers du Canada](#)  
[Association des services funéraires du Canada](#)  
[Association médicale canadienne](#)  
[Association nationale des retraités fédéraux](#)  
[Campbell, Brooke](#)  
[Canadian Home Instead Senior Care](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)  
[Collège des médecins de famille du Canada](#)  
[Community and Primary Health Care](#)  
[Conference for Advanced Life Underwriting](#)  
[Congrès du travail du Canada](#)  
[Conseil du patronat du Québec](#)  
[Conseil national des femmes du Canada](#)  
[Dirigeants financiers internationaux du Canada](#)  
[Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#)  
[Fédération canadienne des retraités](#)

[Fondation des maladies du coeur du Canada](#)  
[Groupe des pensionnés de Bell](#)  
[Institut canadien des actuaires](#)  
[Institut des fonds d'investissement du Canada](#)  
[Institut professionnel de la fonction publique du Canada](#)  
[McMaster University](#)  
[Organismes caritatifs neurologiques du Canada](#)  
[Prince Albert Seniors Advocacy Centre](#)  
[SoinsSantéCAN](#)  
[Syndicat canadien de la fonction publique](#)



## Santé, mieux-être et incapacité

[Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale](#)

[Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada](#)

[Arthritis Research Foundation](#)

[Assemblée canadienne de la danse](#)

[Association canadienne de counseling et de psychothérapie](#)

[Association canadienne de la distribution de fruits et légumes](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne de soins et services à domicile](#)

[Association canadienne de soins palliatifs](#)

[Association canadienne des centres de santé communautaire](#)

[Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.](#)

[Association canadienne des docteurs en naturopathie](#)

[Association canadienne des optométristes](#)

[Association canadienne des parcs et loisirs](#)

[Association canadienne des programmes de ressources pour la famille](#)

[Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux](#)

[Association canadienne du diabète](#)

[Association chiropratique canadienne](#)

[Association des facultés de médecine du Canada](#)

[Association des infirmières et infirmiers du Canada](#)

[Association des psychiatres du Canada](#)

[Association médicale canadienne](#)

[Association nationale des retraités fédéraux](#)

[Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs](#)

[Au Canada, le sport c'est pour la vie](#)

[Caisse des acteurs du Canada](#)

[Canadian Coalition for Public Health in the Twenty-first Century](#)

[Canadian Home Instead Senior Care](#)

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

[Cannmart](#)

[CDRD Ventures Inc.](#)

[Centre canadien de lutte contre les toxicomanies](#)

[Centre d'accès équitable aux bibliothèques](#)

[Centre pour la recherche et le développement des médicaments](#)

[Centre pour la science dans l'intérêt public](#)

[Chambre de commerce de Vancouver](#)

[Cherwonogrodzky, Peter](#)

[Chron et colite Canada](#)

[Coalition canadienne d'action contre le tabac](#)

[Coalition canadienne des aidantes et aidants naturels](#)

[Collège des médecins de famille du Canada](#)

[Collèges et instituts Canada](#)

[Commission de la santé mentale du Canada](#)

[Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada \(Rx & D\)](#)

[Conference for Advanced Life Underwriting](#)

[Congrès du travail du Canada](#)

[Conseil des Canadiens avec déficiences](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Conseil national des femmes du Canada](#)

[Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique](#)

[Cycling British Columbia](#)

[Éducation physique et santé Canada](#)

[Face of Poverty Consultation](#)

[Famille des compagnies Johnson & Johnson au Canada](#)

[Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers](#)

[Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada](#)

[First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition](#)

[Fondation canadienne de la recherche sur le diabète juvénile](#)

[Fondation canadienne pour l'amélioration des services de santé](#)

[Fondation des maladies du coeur du Canada](#)

[Fondation Pallium du Canada](#)

[Fondation pour la santé des hommes au Canada](#)

[Groupe d'intervention action santé](#)

[Groupe Le sport est important](#)

[Institut canadien de recherche sur la santé des militaires et des vétérans](#)

[Institut national canadien pour les aveugles](#)

[Johnson & Johnson Inc.](#)

[Les diététistes du Canada](#)

[Levitsky, Zoe](#)

[Marche des dix sous du Canada](#)

[McMaster University](#)

[Merck Canada Inc.](#)

[National Initiative for Eating Disorders](#)

[National ME / FM Action Network](#)

[Northwest Territories and Nunavut Chamber of Mines](#)

[Organismes caritatifs neurologiques du Canada](#)

[Orthophonie et audiologie Canada](#)

[Parachute](#)

[Partenaires pour la santé mentale](#)

[ParticipACTION](#)

[Prince Albert Seniors Advocacy Centre](#)

[Produits de santé consommateurs du Canada](#)

[Professional Writers Association of Canada](#)

[Reckitt Benckiser Pharmaceuticals Canada](#)

[Réseau canadien de l'eau](#)

[Réseau de cellules souches](#)

[Société Alzheimer du Canada](#)

[Société canadienne de la sclérose en plaques](#)

[Société canadienne de la sclérose latérale amyotrophique](#)

[Société canadienne de psychologie](#)

[Société canadienne de science de laboratoire médical](#)

[Société canadienne du cancer](#)

[Société canadienne du sida](#)

[Société Parkinson Canada](#)

[Société pour les troubles de l'humeur du Canada](#)

[SoinsSantéCAN](#)

[Sport interuniversitaire canadien](#)

[Sunnybrook Health Sciences Centre](#)

[Syndicat canadien de la fonction publique](#)

[Vols d'espoir](#)

[Writers' Union of Canada](#)

## Tourisme

[Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques](#)

[Association de l'industrie touristique de l'Ontario](#)

[Association de l'industrie touristique du Canada](#)

[Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada](#)

[Association des hôtels du Canada](#)

[Association québécoise de l'industrie touristique](#)

[Canadian Tourism Roundtable](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Conseil national des lignes aériennes du Canada](#)

[Cycling British Columbia](#)

[Festivals et événements majeurs Canada](#)

[Future of Howe Sound Society](#)

[Hospitality Newfoundland and Labrador](#)

[Tourism Industry Association of British Columbia](#)

## Transport et communication

[Administration de l'aéroport international de Vancouver](#)

[Alliance canadienne du camionnage](#)

[Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel](#)

[Alliance des arts médiatiques indépendants](#)

[Alliance pour les arts visuels](#)

[Association canadienne de la technologie de l'information](#)

[Association canadienne des](#)

[manufacturiers de produits nautiques](#)

[Association canadienne des opérations de traversiers](#)

[Association canadienne des organismes artistiques](#)

[Association canadienne des télécommunications sans fil](#)

[Association canadienne du gaz](#)

[Association canadienne du transport urbain](#)

[Association de l'industrie](#)

[touristique de l'Ontario](#)

[Association de l'industrie touristique du Canada](#)

[Association des administrations portuaires canadiennes](#)

[Association des armateurs canadiens](#)

[Association minière du Canada](#)

[Association of Manitoba Municipalities](#)

[Association québécoise de la production médiatique](#)

[Association québécoise de l'industrie touristique](#)

[Canadian Tourism Roundtable](#)

[Chambre de commerce de Clarington](#)

[Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Chambre des organismes bénévoles de Calgary](#)

[Clean Energy Canada](#)

[Coalition canadienne des arts](#)

[Coalition du budget vert](#)

[Compute Canada](#)

[Conseil canadien des chefs d'entreprise](#)

[Conseil des aéroports du Canada](#)

[Conseil du patronat du Québec](#)

[Conseil national des lignes aériennes du Canada](#)

[Craft Council of British Columbia](#)

[Crockatt, Joan députée](#)

[Guilde canadienne des médias](#)

[Hospitality Newfoundland and Labrador](#)

[Internet Association](#)

[McGill University](#)

[Opera.ca](#)

[Port Metro Vancouver](#)

[Queen's University](#)

[Région de Halton](#)

[Shaw Rocket Fund](#)

[Société de transport de Montréal](#)

[Stobbe, Cameron](#)

[Sun Country Highway Ltd.](#)

[U15 - Regroupement des universités de recherche du Canada](#)

[Ville de London](#)

[Vols d'espoir](#)

[Writers' Union of Canada](#)



## ANNEXE B LISTE DES TÉMOINS

Organismes et individus	Date	Réunion
<p><b>Association nationale des retraités fédéraux</b> Gary Oberg, président</p> <p><b>Bureau de l'ombudsman des vétérans</b> Guy Parent, ombudsman des vétérans</p> <p><b>Conference Board du Canada</b> Glen Hodgson, premier vice-président et économiste en chef</p> <p><b>Conseil canadien des chefs d'entreprise</b> Brian Kingston, associé principal</p> <p><b>Fédération canadienne des contribuables</b> Gregory Thomas, directeur fédéral</p> <p><b>Frontier Centre for Public Policy</b> Peter Holle, président</p> <p><b>Institut Fraser</b> Sean Speer, directeur associé, Budgets publics et politique fiscale</p> <p><b>Macdonald-Laurier Institute</b> Philip Cross, agrégé supérieur</p> <p><b>Syndicat canadien de la fonction publique</b> Paul Moist, président national</p> <p><b>Université d'Ottawa</b> Kevin Page, chaire de recherche Jean-Luc Pepin</p>	2014/09/29	43
<p><b>Alliance canadienne des associations étudiantes</b> Travis Gordon, président</p> <p><b>Association des universités et collèges du Canada</b> David T. Barnard, président et vice-chancelier, University of Manitoba</p> <p><b>Association médicale canadienne</b> Chris Simpson, président</p> <p><b>Childcare Resource and Research Unit (CRRU)</b> Martha Friendly, directrice générale</p> <p><b>Indspire</b> Roberta Jamieson, présidente-directrice générale</p>	2014/09/30	44

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>Institut national canadien pour les aveugles</b>            Andrew Martin, directeur principal de projet,            Centre d'accès équitable aux bibliothèques            Victoria Nolan, bénévole</p>	2014/09/30	44
<p><b>Mitacs</b>            Graham Carr, membre,            vice-président, Recherche et études supérieures, Concordia            University</p>		
<p><b>Organismes caritatifs neurologiques du Canada</b>            Bruce Ireland, soignant</p>		
<p><b>Société Alzheimer du Canada</b>            Jim Mann, membre, conseil d'administration</p>		
<p><b>YWCA Canada</b>            Ann Decter, directrice, Plaidoyer et politiques publiques</p>		
<p><b>Association canadienne des constructeurs de véhicules</b>            Mark Nantais, président</p>	2014/10/01	45
<p><b>Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs</b>            Charles Beaudry, membre, conseil d'administration</p>		
<p><b>Association des produits forestiers du Canada</b>            Catherine Cobden, vice-présidente exécutive</p>		
<p><b>Clean Energy Canada</b>            Merran Smith, directrice</p>		
<p><b>Confédération des syndicats nationaux</b>            Pierre Patry, trésorier</p>		
<p><b>Downsview Aerospace Innovation and Research</b>            Andrew Petrou, directeur administratif</p>		
<p><b>National Angel Capital Organization</b>            Robert Douglas, directeur</p>		
<p><b>Réseau canadien de l'eau</b>            Gord Lambert, partenaire et ancien membre du conseil,            conseiller exécutif, Développement durable et de l'innovation,            Suncor Energy</p>		
<p><b>U15 - Regroupement des universités de recherche du Canada</b>            Feridun Hamdullahpur, président</p>		

Organismes et individus	Date	Réunion
<b>Assemblée des Premières Nations</b>	2014/10/06	46
Ghislain Picard, chef national		
William Traverse, chef régional du Manitoba		
<b>Centre pour la recherche et le développement des médicaments</b>		
Kathryn Hayashi, directrice financière		
<b>Fédération canadienne des étudiantes et étudiants</b>		
Jessica McCormick, présidente nationale		
<b>Fondation canadienne pour l'amélioration des services de santé</b>		
Maureen O'Neil, présidente		
<b>Fondation des maladies du coeur du Canada</b>		
David Sculthorpe, directeur général		
<b>Médecins canadiens pour le régime public</b>		
Richard Klasa, membre du conseil		
<b>National Initiative for Eating Disorders</b>		
Bill Rogers, conseiller		
<b>Partenaires pour la santé mentale</b>		
L'hon. Michael J. L. Kirby, président-fondateur		
<b>Sunnybrook Health Sciences Centre</b>		
Barry McLellan, président et premier dirigeant		
<b>Vois d'espoir</b>		
Douglas Keller-Hobson, directeur administratif	2014/10/07	47
<b>Association canadienne de la technologie de l'information</b>		
Karen Atkinson, présidente, Comité des impôts et des finances, associée en fiscalité, Ernst & Young		
<b>Commission de la santé mentale du Canada</b>		
Jennifer Vornbrock, vice-présidente, Connaissances et innovation		
<b>Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada (Rx &amp; D)</b>		
Mark Fleming, directeur, Affaires fédérales et politique de santé, Janssen Inc.		
Walter Robinson, vice-président, Affaires gouvernementales		

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>Conseil du bâtiment durable du Canada</b> Thomas Mueller, président et directeur général</p> <p><b>Coopératives et mutuelles Canada</b> Shawn Murphy, gestionnaire, Relations gouvernementales</p> <p><b>Manufacturiers et exportateurs du Canada</b> Jayson Myers, président et chef de la direction Lorraine Royer, directrice, Relations avec les acteurs et les entreprises, Williams Energy</p> <p><b>Polytechnics Canada</b> Nobina Robinson, directrice générale</p> <p><b>Réseau canadien de recherche sur les éléments des terres rares</b> Ian London, président</p> <p><b>Société de promotion économique de Rimouski</b> Martin Beaulieu, directeur général</p> <p><b>TRIUMF</b> Jonathan Bagger, directeur</p>	2014/10/07	47
<p><b>Association canadienne de l'électricité</b> Francis Bradley, vice-président, Élaboration des politiques Ron Gentle, chef de la sécurité, Hydro One Inc.</p> <p><b>Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.</b> Frank Swedlove, président</p> <p><b>Association canadienne des constructeurs d'habitations</b> Bard Golightly, président</p> <p><b>Conseil canadien pour les partenariats public-privé</b> Mark Romoff, président et directeur général</p> <p><b>Conseil des aéroports du Canada</b> Mark Laroche, directeur, président et chef des opérations, Administration de l'aéroport international d'Ottawa</p> <p><b>Fédération canadienne des municipalités</b> Brad Woodside, président</p> <p><b>KPMG</b> Stephen Beatty, associé</p>	2014/10/08	48



<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>Large Urban Mayors' Caucus of Ontario</b> Jeff Lehman, président, maire, Ville de Barrie</p>	2014/10/08	48
<p><b>Union des municipalités du Québec</b> Robert Coulombe, membre du conseil d'administration, maire de Maniwaki</p>		
<p><b>Wellesley Institute</b> Michael Shapcott, directeur, Logement et innovation</p>		
<p><b>À titre personnel</b> Marcelin Joanis, professeur agrégé, Département de mathématiques et génie industriel, Polytechnique Montréal</p>	2014/10/20	49
<p><b>Amalgamated Transit Union</b> Michael Mahar, directeur, Conseil canadien</p>		
<p><b>Association canadienne des parcs et loisirs</b> Jennifer Reynolds, présidente sortante, directrice, Services communautaires, Ville de Milton</p>		
<p><b>Association canadienne du transport urbain</b> Michael Roschlau, président-directeur général</p>		
<p><b>Association de l'industrie touristique du Canada</b> David McKenna, membre, président, Brewster Travel Canada</p>		
<p><b>Canadian Climate Forum</b> Catherine Cobden, membre, conseil d'administration, vice-présidente exécutive, Association des produits forestiers du Canada</p>		
<p><b>Merit Canada</b> Domenic Mattina, président</p>		
<p><b>Mowat Centre</b> Sunil Johal, directeur de la politique, University of Toronto</p>		
<p><b>Saskatchewan Association of Rural Municipalities</b> Ray Orb, vice-président</p>		
<p><b>À titre personnel</b> Brigitte Alepin, fiscaliste, Agora Fiscalité Arthur Cockfield, professeur, Faculté de droit, Queen's University Mike Moffat, professeur adjoint, Ivey Business School</p>	2014/10/21	50

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>À titre personnel</b></p> <p>Jennifer Robson, professeure adjointe, Kroeger College, Carleton University</p> <p>Frances Woolley, professeure, Doyenne associée, Carleton University</p> <p><b>Centrale des caisses de crédit du Canada</b></p> <p>Eric Dillon, premier dirigeant, Conexus Credit Union</p> <p><b>Conference for Advanced Life Underwriting</b></p> <p>Clay Gillespie, membre, conseil d'administration</p> <p><b>Imagine Canada</b></p> <p>Bruce MacDonald, président et chef des opérations</p> <p><b>Institut des fonds d'investissement du Canada</b></p> <p>Jon Cockerline, directeur, Politiques et recherches</p> <p><b>Institut du mariage et de la famille Canada</b></p> <p>Andrea Mrozek, directrice administrative</p>	2014/10/21	50
<p><b>À titre personnel</b></p> <p>Gareth Kirkby</p> <p><b>Association canadienne du commerce des valeurs mobilières</b></p> <p>Brian Parker, membre, président et chef des opérations, Ventes institutionnelles, Acumen Capital Partners</p> <p><b>Association des banquiers canadiens</b></p> <p>Terry Campbell, président</p> <p><b>Association des gestionnaires de portefeuille du Canada</b></p> <p>Scott Mahaffy, président, Comité de l'industrie, de la réglementation et de la fiscalité</p> <p><b>Canadiens pour une fiscalité équitable</b></p> <p>Dennis Howlett, directeur exécutif</p> <p><b>Centre canadien de politiques alternatives</b></p> <p>Armine Yalnizyan, économiste principale</p> <p><b>Comptables professionnels agréés du Canada</b></p> <p>Kevin Dancey, président-directeur général, Équipe de direction</p> <p><b>Deloitte</b></p> <p>Albert Baker, leader mondial en politique fiscale</p>	2014/10/27	51

<b>Organismes et individus</b>	<b>Date</b>	<b>Réunion</b>
<p><b>Restaurants Canada</b> Joyce Reynolds, première vice-présidente, Affaires gouvernementales</p>	2014/10/27	51
<p><b>Tax Executives Institute, Inc.</b> Paul Magrath, vice-président, Affaires canadiennes</p>		
<p><b>À titre personnel</b> Scott Clark, président, C.S. Clark Consulting</p>	2014/10/28	52
<p><b>Association canadienne de l'industrie de la chimie</b> Fiona Cook, directrice, Affaires et économie</p>		
<p><b>Chambre de commerce du Canada</b> Hendrik Brakel, directeur principal, Politiques économiques, financières et fiscales</p>		
<p><b>Coalition du budget vert</b> Andrew Van Iterson, gestionnaire</p>		
<p><b>Congrès du travail du Canada</b> Angella MacEwen, économiste principale, Service des politiques économiques et sociales</p>		
<p><b>Conseil canadien du commerce de détail</b> David Wilkes, premier vice-président, Division de l'épicerie et relations gouvernementales</p>		
<p><b>Conseil du patronat du Québec</b> Norma Kozhaya, vice-présidente à la recherche et économiste en chef</p>		
<p><b>Fédération canadienne de l'entreprise indépendante</b> Corinne Pohlmann, vice-présidente principale, Affaires Nationales</p>		
<p><b>Metcalf Foundation</b> Tom Zizys, boursier metcalf</p>		
<p><b>Startup Canada</b> Victoria Lennox, co-fondatrice et première dirigeante</p>		
<p><b>Association canadienne des producteurs pétroliers</b> Janet Annesley, vice-présidente, Ottawa, l'Est et provinces maritimes</p>	2014/10/29	53
<p><b>Association canadienne des stagiaires</b> Claire Seaborn, présidente</p>		
<p><b>Association canadienne du gaz</b> Timothy M. Egan, président-directeur général</p>		

Organismes et individus	Date	Réunion
<p><b>Coalition canadienne des arts</b> Frédéric Julien, membre, gestionnaire de projet, Association canadienne des organismes artistiques</p>	2014/10/29	53
<p><b>Futurpreneur Canada</b> Julia Deans, directrice générale</p>		
<p><b>Institut de recherche et d'informations socio-économiques</b> Éric Pineault, chercheur</p>		
<p><b>Monster Canada</b> Scott Byrne, directeur, Stratégie, Monster Government Solutions</p>		
<p><b>Solidarité rurale du Québec</b> Christian Thivierge, secrétaire général</p>		
<p><b>Syndicats des métiers de la construction du Canada</b> Christopher Smillie, conseiller principal, Relations gouvernementales et affaires publiques</p>		
<p><b>Toronto Region Board of Trade</b> Patrick Gill, directeur, Politique</p>		

# ANNEXE C

## LISTE DES MÉMOIRES

---

### Organismes et individus

---

ABC Life Literacy Canada

Administration de l'aéroport international de Vancouver

Alepin, Brigitte

Aliments Maple Leaf inc.

Alliance canadienne des associations étudiantes

Alliance canadienne du camionnage

Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale

Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel

Alliance de la Fonction publique du Canada

Alliance de l'efficacité énergétique du Canada

Alliance de l'industrie canadienne de l'aquaculture

Alliance des arts médiatiques indépendants

Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada

Alliance pour les arts visuels

Alliance pour les fruits et les légumes frais

Altosaar, Illimar

Aritzia

ArrowMight Canada Ltd

Arthritis Research Foundation

Assemblée canadienne de la danse

Assemblée des Premières Nations

Association canadienne de counseling et de psychothérapie

---

## Organismes et individus

---

**Association canadienne de la construction**

**Association canadienne de la distribution de fruits et légumes**

**Association canadienne de la technologie de l'information**

**Association canadienne de l'électricité**

**Association canadienne de l'immeuble**

**Association canadienne de l'industrie de la chimie**

**Association canadienne de physiothérapie**

**Association canadienne de pipelines d'énergie**

**Association canadienne de soins et services à domicile**

**Association canadienne de soins palliatifs**

**Association canadienne des agents financiers**

**Association canadienne des aliments de santé**

**Association canadienne des boissons**

**Association canadienne des carburants renouvelables**

**Association canadienne des centres de santé communautaire**

**Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.**

**Association canadienne des constructeurs de véhicules**

**Association canadienne des constructeurs d'habitations**

**Association canadienne des dépanneurs en alimentation**

**Association canadienne des docteurs en naturopathie**

**Association canadienne des ergothérapeutes**

**Association canadienne des fournisseurs de chemins de fer**

**Association canadienne des hygiénistes dentaires**

**Association canadienne des individus retraités**

---

## Organismes et individus

---

**Association canadienne des industries du recyclage**

**Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques**

**Association canadienne des opérateurs de traversiers**

**Association canadienne des optométristes**

**Association canadienne des organismes artistiques**

**Association canadienne des parcs et loisirs**

**Association canadienne des physiciens et physiciennes**

**Association canadienne des producteurs d'acier**

**Association canadienne des producteurs pétroliers**

**Association canadienne des professeures et professeurs d'université**

**Association canadienne des professionnels en dons planifiés**

**Association canadienne des programmes de ressources pour la famille**

**Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs**

**Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants**

**Association canadienne des stagiaires**

**Association canadienne des télécommunications sans fil**

**Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux**

**Association canadienne des travaux publics**

**Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine**

**Association canadienne du commerce des valeurs mobilières**

**Association canadienne du diabète**

**Association canadienne du gaz**

**Association canadienne du transport urbain**

**Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance**

---

## Organismes et individus

---

**Association canadienne pour les études supérieures**

**Association chiropratique canadienne**

**Association de l'industrie touristique de l'Ontario**

**Association de l'industrie touristique du Canada**

**Association dentaire canadienne**

**Association des administrations portuaires canadiennes**

**Association des armateurs canadiens**

**Association des banquiers canadiens**

**Association des bibliothèques de recherche du Canada**

**Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada**

**Association des facultés de médecine du Canada**

**Association des gestionnaires de portefeuille du Canada**

**Association des hôtels du Canada**

**Association des industries de l'automobile du Canada**

**Association des infirmières et infirmiers du Canada**

**Association des parcs universitaires de recherche**

**Association des produits forestiers du Canada**

**Association des psychiatres du Canada**

**Association des services funéraires du Canada**

**Association des services sociaux des municipalités de l'Ontario**

**Association des universités de la francophonie canadienne**

**Association des universités et collèges du Canada**

**Association des vignerons du Canada**

**Association du Barreau canadien**



---

## Organismes et individus

---

**Association for Healthcare Philanthropy**

**Association internationale des pompiers**

**Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés**

**Association médicale canadienne**

**Association minière du Canada**

**Association nationale des retraités fédéraux**

**Association of Canadian Publishers**

**Association of Equipment Manufacturers**

**Association of Fundraising Professionals**

**Association of Manitoba Municipalities**

**Association québécoise de la production médiatique**

**Association québécoise de l'industrie touristique**

**Atlantic Policy Congress of First Nations Chiefs**

**ATM Industry Association**

**Au Canada, le sport c'est pour la vie**

**Auto21 inc.**

**B.C. LNG Developers Alliance**

**Banques alimentaires Canada**

**Bayne, Catherine**

**Biox Corporation**

**Birnie, Paul Scott**

**Blumberg Segal LLP**

**Bureau canadien de l'éducation internationale**

**Caisse des acteurs du Canada**

---

## Organismes et individus

---

**Campagne 2000**

**Campbell, Brooke**

**Campus Stores Canada**

**Canadian Association for Co-operative Education**

**Canadian Cattlemen's Association**

**Canadian Climate Forum**

**Canadian Coalition for Public Health in the Twenty-first Century**

**Canadian Home Instead Senior Care**

**Canadian Independent Petroleum Marketers Association**

**Canadian Lighthouses of Lake Superior**

**Canadian Media Production Association**

**Canadian Secular Alliance**

**Canadian Tourism Roundtable**

**Canadiens pour une fiscalité équitable**

**Canards Illimités Canada**

**CANARIE inc.**

**Cannmart**

**Caucus national des 2e et 3e cycles**

**Caucus national des autochtones**

**CDRD Ventures Inc.**

**Celestica**

**Centrale des caisses de crédit du Canada**

**Centre canadien de lutte contre les toxicomanies**

**Centre canadien de rayonnement synchrotron**

---

## Organismes et individus

---

**Centre d'accès équitable aux bibliothèques**

**Centre for Family Literacy**

**Centre pour la recherche et le développement des médicaments**

**Centre pour la science dans l'intérêt public**

**Chambre de commerce de Clarington**

**Chambre de commerce de Vancouver**

**Chambre de commerce du Canada**

**Chambre de commerce du Montréal métropolitain**

**Chambre des organismes bénévoles de Calgary**

**Cherwonogrodzky, Peter**

**Childcare Resource and Research Unit (CRRU)**

**Chron et colite Canada**

**Citoyens pour une politique juste**

**Clean Energy Canada**

**Clubs garçons et filles du Canada**

**Coalition canadienne d'action contre le tabac**

**Coalition canadienne des aidantes et aidants naturels**

**Coalition canadienne des arts**

**Coalition canadienne des organismes bénévoles en santé**

**Coalition canadienne des technologies propres**

**Coalition canadienne filière alimentaire pour la salubrité des aliments**

**Coalition du budget vert**

**Coalition nationale contre le tabac de contrebande**

**Coalition of Child Care Advocates of British Columbia**

---

## Organismes et individus

---

**Coalition pour l'astronomie au Canada**

**Collège des médecins de famille du Canada**

**Collèges et instituts Canada**

**Collèges Ontario**

**Comité des Chefs sur les revendications de l'APN**

**Commission de la fiscalité des Premières nations**

**Commission de la santé mentale du Canada**

**Community and Primary Health Care**

**Community Learning Network**

**Compagnie de Tabac Sans Fumée Nationale**

**Compagnies de recherche pharmaceutique du Canada (Rx & D)**

**Comptables professionnels agréés du Canada**

**Compute Canada**

**Conference for Advanced Life Underwriting**

**Congrès du travail du Canada**

**Conseil canadien de l'innovation minière**

**Conseil canadien des chefs d'entreprise**

**Conseil canadien du canola**

**Conseil canadien du commerce de détail**

**Conseil de recherches en sciences humaines du Canada**

**Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada**

**Conseil des académies canadiennes**

**Conseil des aéroports du Canada**

**Conseil des Canadiens avec déficiences**

---

## Organismes et individus

---

**Conseil des technologies de l'information et des communications**

**Conseil des viandes du Canada**

**Conseil du patronat du Québec**

**Conseil national des femmes du Canada**

**Conseil national des lignes aériennes du Canada**

**Conseil pour les entreprises sociales du Canada**

**Conseil universitaire des directeurs de biologie du Canada**

**Conservation de la nature Canada**

**Consortium canadien des universités de la recherche océanographique**

**Consortium canadien pour la recherche**

**Consortium des collèges communautaires des provinces de l'Atlantique**

**Consortium national de formation en santé**

**Coopératives et mutuelles Canada**

**Corporation des associations de détaillants d'automobiles**

**Corporation Visa Canada**

**Craft Council of British Columbia**

**Crockatt, Joan députée**

**CropLife Canada**

**Culture Montréal**

**Cycling British Columbia**

**Davies, Ward, Phillips & Vineberg s.r.l.**

**Deloitte**

**Design Exchange**

**Devry Smith Frank LLP**

---

## Organismes et individus

---

**Di Cecca, Ricardo**

**Dirigeants financiers internationaux du Canada**

**DONN3**

**Downsview Aerospace Innovation and Research**

**Dubé, Jean**

**eBay Canada Limited**

**Éducation physique et santé Canada**

**Enerkem**

**Explorers and Producers Association of Canada**

**Face of Poverty Consultation**

**Famille des compagnies Johnson & Johnson au Canada**

**Farmers of North America Strategic Agriculture Institute**

**Federal Active Transportation Coalition**

**Fédération canadienne de l'agriculture**

**Fédération canadienne de l'entreprise indépendante**

**Fédération canadienne des associations de propriétaires immobiliers**

**Fédération canadienne des contribuables**

**Fédération canadienne des étudiantes et étudiants**

**Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Colombie-Britannique**

**Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Manitoba**

**Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Nouvelle-Écosse**

**Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Ontario**

**Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Terre-Neuve et Labrador**

**Fédération canadienne des femmes diplômées des universités**

---

## Organismes et individus

---

Fédération canadienne des municipalités

Fédération canadienne des retraités

Fédération canadienne des sciences humaines

Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers

Fédération canadienne du vêtement

Fédération de l'habitation coopérative du Canada

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

Fédération étudiante universitaire du Québec

Festivals et événements majeurs Canada

First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition

Fondation canadienne de la recherche sur le diabète juvénile

Fondation canadienne pour l'amélioration des services de santé

Fondation canadienne pour l'innovation

Fondation des maladies du coeur du Canada

Fondation des prix Ernest C. Manning

Fondation Pallium du Canada

Fondation pour la santé des hommes au Canada

Food and Beverage Ontario

Front des artistes canadiens

Future of Howe Sound Society

Gates, Philip A.

Génome Canada

Grands Frères Grandes Soeurs du Canada

Greater Kitchener Waterloo Chamber of Commerce

---

## Organismes et individus

---

**GreenField Speciality Alcohols Inc.**

**Groupe des pensionnés de Bell**

**Groupe d'intervention action santé**

**Groupe Le sport est important**

**Guilde canadienne des médias**

**Heidinger, Harold**

**Héritage Canada la fiducie nationale**

**Hospitality Newfoundland and Labrador**

**House, Brett**

**IGPC Ethanol Inc.**

**Imagine Canada**

**Imperial Tobacco Canada Limited**

**Indspire**

**Ingénieurs Canada**

**Ingénieurs sans frontières Canada**

**Institut canadien de recherche sur la santé des militaires et des vétérans**

**Institut canadien de recherches avancées**

**Institut canadien des actuaires**

**Institut canadien des engrais**

**Institut de chimie du Canada**

**Institut de la propriété intellectuelle du Canada**

**Institut des fonds d'investissement du Canada**

**Institut du mariage et de la famille Canada**

**Institut national canadien pour les aveugles**



---

## Organismes et individus

---

**Institut national d'optique**

**Institut professionnel de la fonction publique du Canada**

**Instituts de recherche en santé du Canada**

**Interior Systems Contractors Association of Ontario**

**International Union of Painters & Allied Trades**

**Internet Association**

**Inuit Tapiriit Kanatami**

**Johnson & Johnson Inc.**

**Johnson, Donald K.**

**Kelly, Brian**

**Kwantlen Polytechnic University**

**Lacroix, Janet**

**Langues Canada**

**Large Urban Mayors' Caucus of Ontario**

**Les diététistes du Canada**

**Levitsky, Zoë**

**Life Sciences Ontario**

**LIFT Philanthropy Partners**

**Literacy Alberta**

**Loewen, William H.**

**Manufacturiers et exportateurs du Canada**

**Marche des dix sous du Canada**

**MaRS Centre for Impact Investing**

**McGill University**

---

## Organismes et individus

---

**McMaster University**

**Médecins canadiens pour le régime public**

**Medicine Hat and District Chamber of Commerce**

**Merck Canada Inc.**

**Merit Canada**

**Metcalf Foundation**

**Mitacs**

**Mobilité électrique Canada**

**Monster Government Solutions**

**Mouvement Desjardins**

**Mowat Centre**

**Muttart Foundation**

**Natation Canada**

**National Allied Golf Associations**

**National Angel Capital Organization**

**National Claims Research Directors**

**National Crowdfunding Association of Canada**

**National Initiative for Eating Disorders**

**National ME / FM Action Network**

**Northwest Territories and Nunavut Chamber of Mines**

**Northwest Territories Association of Communities**

**OCAD University**

**Office de protection de la nature de Toronto et de la région**

**Opera.ca**

---

## Organismes et individus

---

**Orchestres Canada**

**Organismes caritatifs neurologiques du Canada**

**Orthophonie et audiologie Canada**

**Parachute**

**Park, Alex**

**Partenaires pour la santé mentale**

**Partenariat en faveur des sciences et de la technologie**

**ParticipACTION**

**PearTree Financial Services**

**PEER Group**

**Polytechnics Canada**

**Port Metro Vancouver**

**Prince Albert Seniors Advocacy Centre**

**Produits alimentaires et de consommation du Canada**

**Produits de santé consommateurs du Canada**

**Professional Association of Canadian Theatres**

**Professional Writers Association of Canada**

**Progressive Contractors Association of Canada**

**Publiez ce que vous payez Canada**

**Quebec Writers' Federation**

**Queen's University**

**RBRT Inc.**

**REAL Women of Canada**

**Recherche Canada: Une alliance pour les découvertes en santé**

---

## Organismes et individus

---

**Reckitt Benckiser Pharmaceuticals Canada**

**Région de Halton**

**Rémillard, Richard**

**Réseau canadien de développement économique de la communauté**

**Réseau canadien de l'eau**

**Réseau canadien de recherche sur les éléments des terres rares**

**Réseau de cellules souches**

**Réseau Solidarité Itinérance du Québec**

**Réseau Trans-tech**

**Rohan Wood Stables**

**Rothsay Biodiesel**

**Royal Conservatory of Music**

**Ryerson University**

**Salonius, Peter**

**Saskatchewan Association of Rural Municipalities**

**Saxby, Terry**

**Shaw Rocket Fund**

**Sheldon Kennedy Child Advocacy Centre**

**Skate To Great**

**Société Alzheimer du Canada**

**Société canadienne de la sclérose en plaques**

**Société canadienne de la sclérose latérale amyotrophique**

**Société canadienne de psychologie**

**Société canadienne de science de laboratoire médical**

---

## Organismes et individus

---

**Société canadienne du cancer**

**Société canadienne du sida**

**Société canadienne pour les biosciences moléculaires**

**Société de développement des périodiques culturels québécois**

**Société de promotion économique de Rimouski**

**Société de transport de Montréal**

**Société Makivik**

**Société Parkinson Canada**

**Société pour les troubles de l'humeur du Canada**

**SoinsSantéCAN**

**South Coast British Columbia Transportation Authority (TransLink)**

**Sport interuniversitaire canadien**

**Startup Canada**

**Stobbe, Cameron**

**Sun Country Highway Ltd.**

**Sunnybrook Health Sciences Centre**

**Syndicat canadien de la fonction publique**

**Syndicats des métiers de la construction du Canada**

**Systemes d'énergie de qualité pour les villes de demain**

**Tax Executives Institute, Inc.**

**Thompson Rivers University Students' Union**

**Toronto Community Housing Corporation**

**Toronto Region Board of Trade**

**Tourism Industry Association of British Columbia**

---

## Organismes et individus

---

**Traverse, William**

**TRIUMF**

**U15 - Regroupement des universités de recherche du Canada**

**Union of British Columbia Indian Chiefs**

**University of Alberta**

**University of British Columbia**

**University of Calgary**

**University of Manitoba**

**University of Toronto**

**Valley Park Go Green Cricket Field Project**

**Vancouver Art Gallery**

**Ville de Calgary**

**Ville de London**

**Ville de Montréal**

**Vols d'espoir**

**Wellesley Institute**

**WEtech Alliance**

**Whispering Pines Clinton Indian Band**

**Wright, James**

**Writers' Union of Canada**

**YWCA Canada**

**YWCA Metro Vancouver**

# PROCÈS-VERBAUX

Un exemplaire des procès-verbaux pertinents ([réunions n<sup>os</sup> 43-53, 61, 63 et 64](#)) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,

James Rajotte





# **Le budget de 2015 : Rapport supplémentaire du NPD sur les consultations prébudgétaires**

## **Choisir un Canada plus équitable et plus prospère**

### ***1. Introduction***

Alors que le Canada commence à tourner la page sur le pire ralentissement de l'économie depuis la grande Dépression, les Canadiennes et les Canadiens se retrouvent à la croisée des chemins. Ils doivent choisir entre un gouvernement conservateur qui entend épuiser la capacité financière de l'État au moyen de cadeaux irréflectifs pour les Canadiens les plus fortunés et un gouvernement néo-démocrate qui instaurera à Ottawa une démarche équilibrée, factuelle et viable, au plan environnemental comme au plan budgétaire. Les Canadiens veulent un gouvernement qui prendra au sérieux les défis qui marquent leur quotidien. Ils veulent un gouvernement qui contribue activement à rendre la vie plus abordable, à renforcer leur sécurité financière lors de la retraite et à créer de bons emplois, particulièrement dans les nombreuses régions éprouvées du pays. Les néo-démocrates sont résolus à relever ces défis.

Le rapport majoritaire sur les consultations prébudgétaires est un document imparfait, mais il renferme tout de même de nombreux éléments importants mis de l'avant par les douzaines de témoins qui ont témoigné devant le Comité permanent des finances. Malheureusement, beaucoup des recommandations du rapport majoritaire relèvent de l'auto-félicitation et échouent à répondre aux défis auxquels nous faisons face. Nous constatons que peu d'entre elles prévoient des mesures qui correspondent à ce que réclament les Canadiens pour bâtir un Canada plus équitable, plus vert et plus prospère. C'est pourquoi les députés du Nouveau Parti démocratique siégeant au Comité ont choisi de déposer respectueusement le présent rapport supplémentaire.

### ***2. Le climat incertain de l'économie mondiale et l'économie canadienne***

- La faiblesse persistante de l'économie européenne et l'essoufflement de la croissance dans les grands pays en développement comme la Chine, étouffent la demande mondiale et continuent de présenter un risque significatif pour l'économie canadienne et sa fragile reprise.
- Le recul marqué des cours du pétrole pourrait nettement peser sur les recettes provinciales et fédérales. Le budget de 2015 devra en tenir compte.
- La légère accélération de la reprise aux États-Unis est une occasion de relancer l'économie canadienne. Comme la plupart des exportations canadiennes sont destinées aux États-Unis, cette amélioration au sud de la frontière devrait permettre à nos exportations d'enfin se remettre de la récession.

### ***3. Défis économiques intérieurs***

- Même si le taux de chômage au Canada a diminué au cours des derniers mois, plus de 1,2 million de Canadiens sont toujours sans travail, soit 200 000 de plus qu'avant la récession.
- Le taux de chômage demeure particulièrement élevé chez les jeunes, où il est près du double de la moyenne nationale.
- Des régions entières du pays ont été laissées pour compte par une reprise relativement modeste de l'économie nationale. Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 2006, près de 375 000 emplois ont été supprimés partout au pays dans le secteur manufacturier, ce qui a eu des effets particulièrement dévastateurs pour les villes qui forment le centre industriel de notre économie.
- Même si les données récentes sont plus encourageantes, dans l'ensemble, l'emploi n'a progressé que d'un maigre 1 % par rapport à l'an dernier. Pire encore, 56 % des emplois créés au cours de cette période sont à temps partiel.
- Même si la situation budgétaire du gouvernement fédéral est maintenant viable, cela s'est fait sur le dos des administrations provinciales et municipales, dont la situation budgétaire est maintenant intenable.

### ***4. La réponse déficiente du gouvernement***

- Le gouvernement conservateur a choisi de privilégier l'idéologie plutôt qu'une politique factuelle. Qu'il s'agisse de l'abolition du questionnaire de recensement détaillé ou du refus habituel de communiquer des

renseignements au directeur parlementaire du budget (DPB), le gouvernement a décidé de limiter le rôle des faits dans le processus décisionnel.

- La décision d'instaurer un mécanisme injuste de fractionnement du revenu qui profitera surtout aux familles canadiennes les plus riches et réduira l'accès au marché du travail à des milliers de Canadiens résulte clairement de ce processus décisionnel idéologique. En évinçant des milliers de femmes du marché du travail, cette politique ne fera qu'exacerber les problèmes auxquels le pays est confronté, alors que nous cherchons à stimuler notre économie tout en soutenant une population vieillissante.
- Le crédit pour l'emploi visant les petites entreprises -un mécanisme inadéquat et dont on ignore le coût - illustre lui aussi la préférence des conservateurs pour l'idéologie au détriment des faits. Il semble que les spécialistes du ministère fédéral des Finances n'ont pas examiné ou chiffré les répercussions de cet allègement fiscal. Par conséquent, selon le DPB, cette mesure, dont le coût totalise 550 millions de dollars, créera à peine 800 emplois. Nous craignons aussi que le coût de cette mesure mal ficelée ne soit imputé au Compte de l'assurance-emploi, ce qui monopolisera des fonds qui devraient servir uniquement à financer les prestations d'assurance-emploi.
- Le régime d'assurance-emploi est nettement moins accessible sous les conservateurs, accentuant une tendance déjà amorcée sous l'ancien gouvernement libéral. En janvier 2006, 45,7 % des chômeurs canadiens ont bénéficié de prestations d'assurance-emploi. En septembre 2014, cette proportion est tombée à 38 %, ce qui signifie que moins de quatre Canadiens sur dix peuvent obtenir des prestations d'assurance-emploi quand ils en ont le plus besoin.
- Les conservateurs misent sur l'excédent du Compte de l'assurance-emploi pour financer le retour à l'équilibre budgétaire tout en continuant de limiter l'accès à l'assurance-emploi en instaurant des réformes régressives.
- Les conservateurs ont hypothéqué la relance de l'économie canadienne en opérant des compressions se chiffrant par milliards de dollars qui, directement ou indirectement, ont fait disparaître des dizaines de milliers d'emplois. Parallèlement à la croissance plus lente de l'économie, cela a eu un impact direct et significatif sur les services fournis à la population canadienne, comme dans le cas des fortes compressions visant les programmes de contrôle de la salubrité des aliments et la supervision du transport ferroviaire, sans oublier la fermeture des bureaux de services pour les anciens combattants.
- Les compressions opérées par le gouvernement conservateur n'ont pas tenu compte du succès ou de l'échec des programmes en cause, comme le confirme le directeur parlementaire du budget. Cela démontre encore une fois comment l'approche idéologique des conservateurs et la promotion de leurs propres intérêts politiques ont la primauté sur l'élaboration de politiques mûries.
- Et au-delà des importantes compressions des budgets ministériels annoncées par les conservateurs – et à propos desquelles ils refusent toujours de fournir des renseignements détaillés – des milliards de dollars affectés à des dépenses prévues et dont le Parlement a approuvé l'affectation demeurent inutilisés chaque année.

##### ***5. Mesures concrètes pour faire progresser le Canada***

En Comité, les témoins ont mis en lumière les importants défis auxquels le Canada est confronté et la nécessité de voir le gouvernement accroître ses efforts pour trouver des solutions aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux. De nombreux témoins ont pressé le gouvernement d'utiliser les surplus prévus pour investir dans des programmes qui rendront l'économie canadienne plus concurrentielle et équitable, plutôt que d'offrir des cadeaux fiscaux aux plus aisés.

Les néo-démocrates estiment que le gouvernement a un rôle important et essentiel à jouer pour assurer la prestation de services aux Canadiens et veiller à ce que les conditions propices à la croissance économique dans le secteur privé soient présentes. Nous étouffons ci-dessous certaines mesures que le gouvernement devrait adopter à cette fin :

#### *5a. Services de garde d'enfants*

- Le gouvernement devrait travailler avec les provinces et les territoires pour instaurer un **programme universel et abordable de garde d'enfants** d'envergure nationale afin d'offrir des places de qualité en garderie pour les enfants d'âge préscolaire à un tarif d'au plus 15 \$ par jour.

#### *5b. Sécurité de la retraite*

- Le gouvernement devrait accroître la sécurité de la retraite pour tous les Canadiens en travaillant avec les provinces afin de bonifier les **prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec**, en annulant les compressions de 10,8 milliards de dollars qu'il compte appliquer au programme de **sécurité de la vieillesse** et en ramenant l'âge d'admissibilité à 65 ans.

#### *5c. Inégalité des revenus*

- Le gouvernement devrait rétablir le **salaire minimum fédéral** dans les secteurs relevant de sa compétence et le porter graduellement à 15 \$ l'heure.
- Le gouvernement devrait songer à bonifier la **Prestation fiscale pour le revenu de travail, comme le recommande l'étude du Comité permanent des finances de la Chambre des communes sur l'inégalité des revenus**, afin de lutter contre la pauvreté et d'atténuer l'inégalité des revenus.

#### *5d. Environnement*

- Le gouvernement devrait intégrer le principe du « **pollueur-payeur** » dans la loi et fixer un prix pour les émissions de carbone, afin d'encourager les investissements dans les énergies vertes et de favoriser l'atteinte de nos obligations internationales en matière climatique.
- Le gouvernement devrait annoncer un échéancier clair pour l'élimination des **subventions existantes pour les combustibles fossiles**.
- Le gouvernement devrait rétablir les investissements dans l'**amélioration écoénergétique résidentielle** afin d'aider les Canadiens à réduire leur consommation d'énergie et leur facture d'énergie.
- Le gouvernement devrait renforcer le **processus d'examen des grands projets de ressources naturelles** en garantissant la prise en compte généralisée des répercussions environnementales, en s'acquittant de son devoir de consulter les Premières Nations et de tenir compte de leurs intérêts, et en éliminant les obstacles arbitraires à la participation du public.
- Le gouvernement devrait profiter des occasions qui se présentent en ce moment pour faire du Canada un chef de file mondial de l'exploitation et de l'exportation d'**énergie propre** en appuyant l'investissement dans ce secteur naissant.

#### *5e. Fiscalité*

- Le gouvernement fédéral devrait intensifier les efforts visant à recouvrer les milliards de dollars de revenus dont il estime être privé en raison de l'**évasion fiscale et de l'évitement de l'impôt** dû aux paradis fiscaux et au magasinage de conventions, en plus d'annuler la réduction du nombre de vérificateurs principaux affectés au Programme international d'audit et au Programme de planification fiscale abusive de l'Agence du revenu du Canada.
- Le gouvernement fédéral devrait amorcer un examen exhaustif des lois fiscales du Canada pour **en simplifier l'administration et l'observation** dans le but de rendre notre régime fiscal plus équitable et plus efficient.

#### *5f. Politique factuelle*

- Le gouvernement devrait **rétablir le questionnaire de recensement détaillé** et annuler les compressions dévastatrices qu'il a opérées à Statistique Canada.

#### **5g. Réfugiés**

- Le gouvernement devrait annuler les compressions au chapitre de la **couverture des soins de santé pour les demandeurs du statut de réfugié**, que la Cour fédérale a qualifiées de « cruelles et inusitées », et il devrait renoncer aux modifications proposées visant à restreindre l'accès des demandeurs du statut de réfugié à l'aide sociale.

#### **5h. Soins de santé**

- Le gouvernement devrait prendre des mesures concrètes pour rendre les médicaments plus abordables et plus accessibles.
- Le gouvernement devrait annuler immédiatement les **compressions de 36 milliards de dollars dans les transferts en matière de santé** aux provinces et rétablir le facteur de progression du transfert canadien en matière de santé de 6 %.
- Le gouvernement devrait instaurer une stratégie sur la santé mentale et la démence en collaboration avec les provinces, les territoires et les spécialistes de la santé.

#### **5i. Éducation**

- Le gouvernement fédéral devrait améliorer l'accès et rendre **plus abordable l'éducation postsecondaire** au Canada.

#### **5j. Premières Nations**

- Le gouvernement devrait assurer le financement stable et prévisible de l'efficace **Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones** et d'autres programmes connexes pour aider les Premières Nations et les autres groupes autochtones à combler les pénuries de main-d'œuvre qualifiée.

#### **5k. Assurance-emploi**

- Le gouvernement devrait mettre les fonds de l'assurance-emploi à l'abri d'autres abus et corriger les problèmes du programme d'assurance-emploi pour que ce dernier aide les chômeurs canadiens, notamment en **rendant les prestations plus accessibles** et en éliminant l'arriéré significatif des appels en la matière au Tribunal de la sécurité sociale.

#### **5l. Pratiques budgétaires responsables**

- Le gouvernement devrait mettre sur pied un **groupe de travail fédéral-provincial-territorial** permanent afin d'étudier les enjeux intergouvernementaux susceptibles d'affecter la viabilité économique du gouvernement, y compris – mais sans s'y limiter – la formule de péréquation, les transferts et les pensions.
- Le gouvernement devrait rendre le processus budgétaire **plus transparent** comme le recommande le directeur parlementaire du budget, et il devrait adopter une loi pour faire de ce dernier un agent du Parlement pleinement indépendant.

#### **5m. Emploi chez les jeunes**

- Le gouvernement fédéral devrait prendre des mesures concrètes pour atténuer le taux très élevé de **chômage chez les jeunes**, comme des mesures pour inciter les entreprises à embaucher et à former les personnes de 18 à 25 ans.
- Le gouvernement fédéral devrait **protéger les stagiaires** travaillant dans des industries relevant de sa compétence en modifiant le *Code canadien du travail* afin d'étendre la portée de mesures essentielles de protection en milieu de travail et de prévenir les abus liés aux stages non rémunérés.

#### **5n. Infrastructure**

- Le gouvernement devrait annuler la compression des **fonds pour l'infrastructure** et accroître les investissements, simplifier les processus de demande pour mettre un financement prévisible et à long terme à la disposition des collectivités de toute taille, et ce, sans imposer de délais indus ou de fardeau administratif.
- Le gouvernement devrait travailler avec les provinces, les territoires et les municipalités pour élaborer et mettre en œuvre une **stratégie nationale en matière de transport en commun** comprenant un financement prévisible, viable et à long terme pour l'infrastructure de transport en commun.

#### **5o. Logement abordable**

- Le gouvernement devrait agir immédiatement pour enrayer la crise de logement abordable qui frappe les municipalités canadiennes en renouvelant les ententes sur le logement social et en travaillant à l'élaboration et à l'exécution d'une stratégie nationale sur le logement, comme le propose le **projet de loi C-400**.

#### **5p. Anciens combattants**

- Le gouvernement devrait veiller à ce que les anciens combattants du Canada reçoivent le soutien dont ils ont besoin, notamment en annulant dès maintenant les compressions visant Anciens Combattants Canada et en **rouvrant les bureaux de services aux anciens combattants** qu'il a fermés.

#### **5q. Vie abordable**

- Le gouvernement devrait adopter une réglementation sévère pour contrer les pratiques abusives des banques, des prêteurs et des compagnies de cartes de crédit, ainsi que des mesures faisant en sorte que tous les Canadiens aient accès à au moins une carte de crédit dont le taux d'intérêt serait limité au taux d'escompte majoré de 5 % et **limiter les frais d'utilisation des guichets automatiques** à 0,50 \$ par transaction.
- Le gouvernement devrait mettre fin aux pratiques abusives des **prêteurs sur gages**.

#### **5r. Droits des travailleurs**

- Le gouvernement devrait prendre des mesures concrètes par l'entremise du *Code canadien du travail* et de la législation sur les relations de travail dans le secteur public afin de protéger les travailleurs contre les représailles au travail liées à la participation à des activités syndicales.
- Le gouvernement devrait annuler les modifications néfastes qu'il a apportées aux lois sur la santé et la sécurité au travail qui limitent le droit des travailleurs de refuser d'effectuer un travail dangereux.

#### **5s. Secteur manufacturier**

- Le gouvernement devrait appuyer le maintien et la création **d'emplois manufacturiers bien rémunérés**, notamment en garantissant le versement des fonds promis au Fonds de fabrication de pointe.



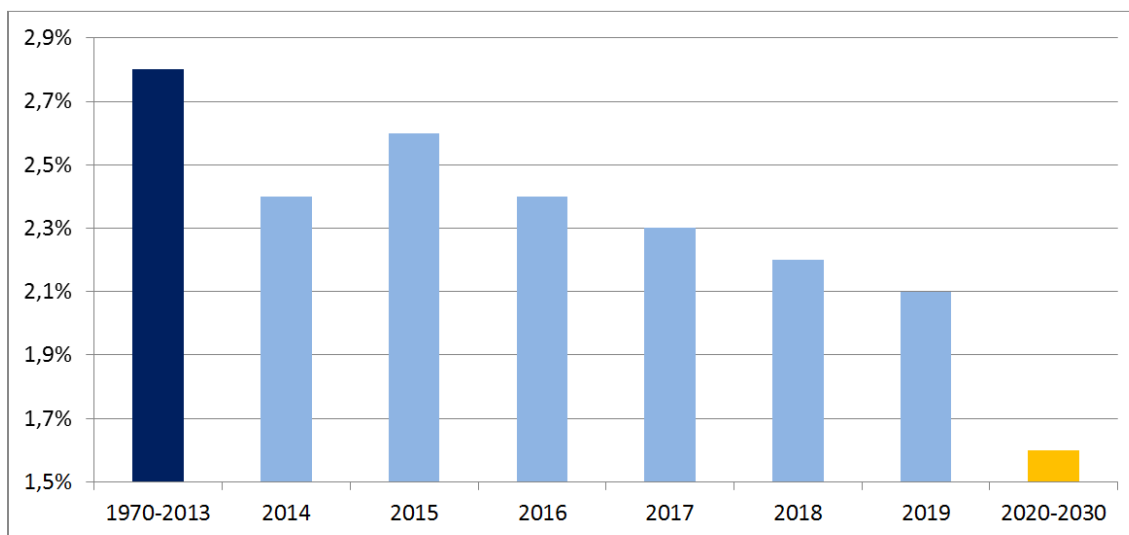
## OPINION COMPLÉMENTAIRE DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

Merci aux centaines de particuliers et de groupes qui ont communiqué leurs idées au Comité. Nous avons entendu bien des témoignages et reçu un grand nombre de [mémoires](#), appelant à des changements audacieux à apporter au budget 2015, afin de répondre aux grands défis qui se posent au Canada. Malgré ces vaillants efforts, le Comité a choisi le statu quo et appelé le gouvernement à poursuivre ou à maintenir ses politiques existantes. Par son rapport, le Comité a raté une belle occasion de fournir au gouvernement une orientation sensée pour le prochain budget fédéral.

### CONSOLIDER L'ÉCONOMIE

De nombreux témoins ont fait valoir que la lenteur de la croissance économique menaçait grandement la prospérité du pays. [L'ancien directeur parlementaire du budget, Kevin Page](#), a qualifié l'économie canadienne de « relativement faible » et recommandé « que la croissance économique [devienne] une priorité. [Le Conference Board du Canada](#) a déclaré que « la croissance doit en effet devenir la pierre angulaire de nos exercices budgétaires ». [L'ancien sous-ministre des Finances, Scott Clark](#), a insisté pour dire qu'« on ne peut se fier à l'économie mondiale pour faire croître l'économie canadienne. Il faut adopter une politique intérieure pour favoriser cette croissance ».

#### Projections de croissance réelle du PIB au Canada



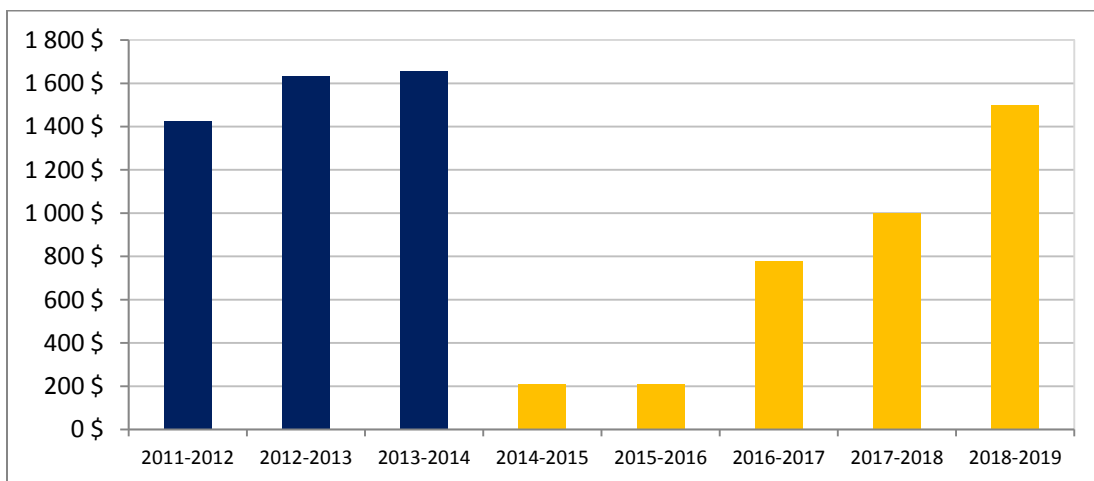
Source : Tableaux 2.1 et A.1 [Mise à jour des projections économiques et budgétaires](#) (12 novembre 2014)

## **Infrastructure**

Bon nombre de particuliers et de groupes, notamment [Kevin Page](#), la [Fédération canadienne des municipalités](#), le [Large Urban Mayors' Caucus of Ontario](#), la [KPMG](#), l'[Union des municipalités du Québec](#), l'[Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.](#), le [Mowat Centre](#), la [Chambre de commerce du Canada](#), et le [Congrès du travail du Canada](#), ont fait valoir que, pour doper la croissance, le gouvernement doit davantage investir dans l'infrastructure économique. Certains ont appelé le gouvernement à donner la priorité à l'infrastructure de transports, pour mettre un terme à l'impasse et stimuler l'économie. D'autres ont appelé à la mise sur pied d'une infrastructure sociale qui allège les difficultés financières des démunis et qui mise sur la formation professionnelle, l'innovation et la productivité. [Scott Clark](#) a recommandé, de manière plus générale, de bâtir la stratégie de croissance de l'économie canadienne sur des dépenses en infrastructure. Le Conference Board du Canada a, quant à lui, conseillé « [d'accorder une priorité importante aux dépenses dans les infrastructures](#) » et estime qu'il « [y a eu au Canada depuis 25 ou 30 ans un sous-investissement systématique dans les infrastructures \[et que\] le moment est venu de rattraper le temps perdu](#) ». De l'avis du [Conseil canadien pour les partenariats public-privé](#), « la productivité et la croissance économique du Canada dépendent d'une infrastructure moderne et solide; une infrastructure est aussi essentielle pour rendre le Canada plus prospère et plus concurrentiel sur la scène internationale ».

En fait, au lieu d'accroître ses investissements, le gouvernement fédéral a réduit les nouvelles dépenses prévues au titre de son Fonds Chantiers Canada, grand programme d'infrastructure destiné aux provinces et aux municipalités. Il a comprimé les nouvelles dépenses prévues dans ce domaine de près de 90 % entre 2013-2014 et 2014-2015 et décidé de reporter les nouvelles dépenses de financement plutôt que d'appuyer une croissance plus solide à court terme.

### **Nouvelles dépenses fédérales prévues au titre de Fonds Chantiers Canada, de 2011-2012 à 2018-2019 (millions \$)**



Sources : Budget 2007 ([Tableau 5.3](#)) et Budget 2013 ([Tableau 3.3.1](#))



## Recommandation :

- **Que le gouvernement fédéral prévoie d'importants nouveaux investissements dans l'infrastructure économique et sociale pour stimuler la croissance économique et créer des emplois bien rémunérés.**

## Fiscalité

Divers témoins ont recommandé de ne pas appliquer les mesures fiscales récemment annoncées, car elles sont onéreuses et ne stimulent en rien la croissance économique.

Certains, comme le [YWCA Canada](#), le [Mowat Centre](#), [Mike Moffatt](#), et la [professeuse Jennifer Robson](#), se sont opposés au fractionnement du revenu proposé par le gouvernement, car les parents chefs de familles monoparentales n'en bénéficient pas et il profite essentiellement aux familles nanties. Pour reprendre les paroles de [Mme Frances Woolley](#), « si le gouvernement fédéral souhaite offrir des allègements fiscaux, il devrait chercher à accroître l'efficacité, le capital, ou les deux. Le fractionnement du revenu ne fait ni l'un ni l'autre ».

Le Comité s'est également fait dire que le crédit pour l'emploi visant les petites entreprises a un défaut de conception qui encourage des entreprises à réduire les heures de travail de leur effectif et même à limoger des employés. Le [bureau du directeur parlementaire du budget](#) a expliqué au Comité que ce crédit coûterait 550 millions de dollars au gouvernement et ne créerait que 800 emplois sur deux ans. [Le ministre des Finances Joe Oliver](#) a même avoué que le gouvernement n'avait pas mené d'analyse avant de présenter la mesure. [Mike Moffatt](#) a présenté certains des avantages d'une exonération des cotisations à l'assurance-emploi pour les employeurs qui créent de nouveaux emplois.

Le Conseil canadien du commerce de détail a rappelé au Comité les [333 millions de dollars de hausses tarifaires prévues dans le budget 2013](#) qui s'appliqueront en janvier 2015 et se traduiront très certainement par [un relèvement des prix à la consommation pour les Canadiens](#). [M. Moffatt](#) a appelé à l'élimination des tarifs ayant des taux effectifs très bas, car ils représentent un fardeau administratif très lourd pour les entreprises canadiennes et se traduisent par des revenus pratiquement nuls pour le gouvernement.

## Recommandations :

- **Que le gouvernement fédéral remplace le fractionnement du revenu par des mesures qui appuient les emplois et la croissance et profitent à un plus grand nombre de Canadiens.**
- **Que le gouvernement fédéral remplace le crédit pour l'emploi visant les petites entreprises par une exonération des cotisations d'assurance-emploi destinée aux employeurs qui créent de nouveaux emplois.**
- **Que le gouvernement fédéral annule ses augmentations tarifaires et s'emploie à éliminer les tarifs sur les marchandises qui ne sont pas fabriquées au Canada.**

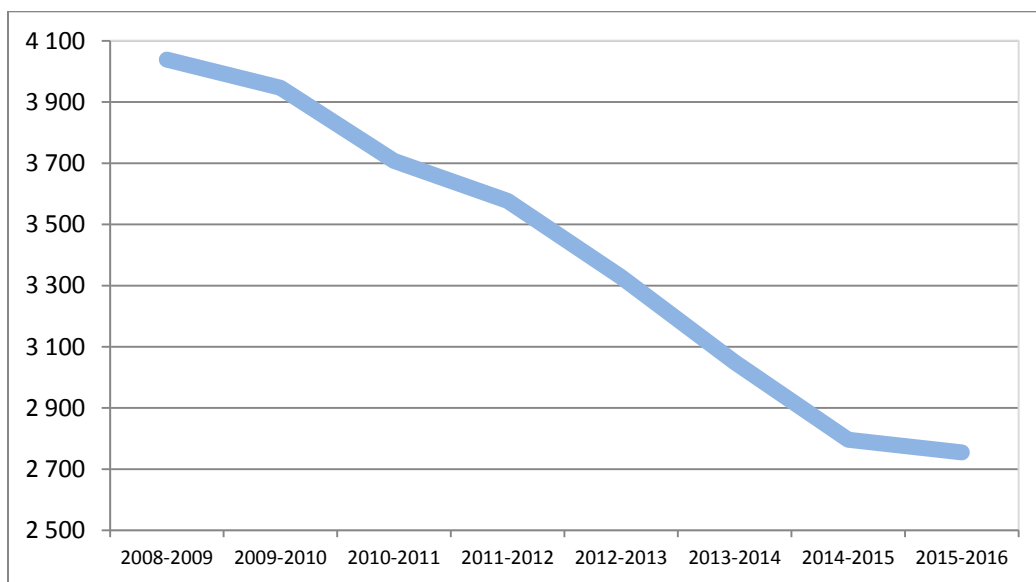
- **Que le gouvernement fédéral reconnaisse l'importance d'une prise de décision fondée sur les faits et effectue des analyses d'impact économique avant de présenter de nouvelles dépenses fiscales.**

## **INVESTIR DANS LES CANADIENS**

### **Anciens combattants**

Des particuliers ont expliqué au Comité que le gouvernement devait accroître son appui aux anciens combattants, surtout ceux qui ont été blessés. [Le rapport de l'automne 2014 du vérificateur général](#) montre que le gouvernement refuse aux anciens combattants blessés un accès rapide aux services de santé mentale dont ils ont besoin. Le gouvernement fédéral continue de réduire le nombre d'employés au ministère des Anciens Combattants chargés de fournir des services, tout en faisant valoir devant les tribunaux qu'il n'a pas l'obligation sacrée de prendre soin des anciens combattants blessés.

#### **Niveau de dotation aux Anciens Combattants, de 2008-2009 à 2015-2016**



Source : Anciens Combattants Canada, [Rapports ministériels sur le rendement](#) (2008-2009 à 2013-2014) et [Rapport sur les plans et les priorités](#) (2014-2015).

La priorité des libéraux est de s'assurer que nos anciens combattants recevront les meilleurs soins et le soutien le plus efficace de la part d'une nation reconnaissante.

#### **Recommandation :**

- **Que le gouvernement fédéral rétablisse les niveaux de service antérieurs à Anciens Combattants Canada et reconnaisse son obligation sacrée envers les membres des Forces armées canadiennes et leurs familles.**

## **Communautés autochtones**

Une fois encore, des témoins ont fait valoir auprès du Comité qu'il était extrêmement urgent de rétablir le financement de l'enseignement destiné aux Autochtones au Canada. Le gouvernement fédéral doit augmenter considérablement l'investissement dans ce domaine pour des raisons à la fois morales et économiques.

### **Recommandation :**

- **Que le gouvernement fédéral reconnaisse le potentiel économique des jeunes Autochtones du Canada et travaille en partenariat avec les collectivités autochtones pour que chaque étudiant autochtone ait accès une éducation de grande qualité. Ainsi, le gouvernement fédéral devrait éliminer l'écart de financement pour les écoles du jardin d'enfants à la douzième année des Premières Nations, augmenter le soutien financier destiné à la sensibilisation à la langue et à la culture autochtones et abolir le plafonnement de 2 % du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire.**

### **Autres recommandations :**

- **Que le gouvernement fédéral modifie le *Code canadien du travail* à la fois pour clarifier le statut des stages non rémunérés et mieux protéger les Canadiens vulnérables contraints d'accepter un travail non rémunéré, et demande à Statistique Canada de réunir des données sur les stages non rémunérés.**
- **Que le gouvernement fédéral rétablisse le financement de la *Stratégie Emploi jeunesse* ainsi que le nombre de jeunes employés par la voie d'*Emplois d'été Canada*, du *Programme fédéral d'expérience de travail étudiante* et du *Programme de stages d'enseignement coopératif et d'internat*.**
- **Que le gouvernement fédéral appuie les personnes âgées en revenant sur sa décision de relever l'âge de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse (SV) et au Supplément de revenu garanti (SRG).**
- **Que le gouvernement fédéral examine la possibilité de modifier la *Loi pour le droit des passagers du transport aérien* pour que les organismes caritatifs enregistrés du Canada qui offrent un vol à un Canadien à faibles revenus devant se rendre à un rendez-vous médical soient exonérés de ce droit.**
- **Que le gouvernement cesse de présenter des projets de loi omnibus en matière budgétaire, qui sont contraires aux pratiques démocratiques.**

